



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14967 - 7 F

SAMEDI 14 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Attentats sur le Nil

L'ATTENTAT dont ont été victimes, jeudi 12 novembre, dans la vallée du Nil, six voyageurs allemands et deux de leurs accompagnateurs égyptiens est grave à plus d'un titre - même s'il n'y a, dans ce cas, que des blessés à déplorer. D'abord parce que l'Égypte est une des principales destinations touristiques dans le monde.

Le mois dernier, une jeune touriste britannique avait été tuée dans un endroit isolé, à proximité de Dairout, l'un des principaux foyers d'agitation islamiste en Haute-Égypte. Cette fois, les extrémistes musulmans ont frappé en dehors de leur bastion, non loin de Louxor, l'endroit le plus fréquenté par les visiteurs au pays des pharaons. Et ce, au début de la haute saison pour la première industrie égyptienne. C'est la cinquième agression contre des touristes en moins de deux mois. Dès septembre, le mouvement le plus dur du courant intégriste avait prévenu, en énonçant de claires menaces qu'il vient de mettre à exécution.

Il a sans doute découvert le talon d'Achille du régime qu'il veut renverser pour instaurer un État islamique. Avec trois millions de clients en 1991, le tourisme a rapporté plus de 3 milliards de dollars, plus que les revenus du pétrole et du canal de Suez réunis; il emploie, directement ou indirectement, plus d'un million de personnes, faisant vivre, au total, quelque six millions d'égyptiens.

Les attaques contre les touristes, pris comme boucs émissaires, font beaucoup plus de bruit et de mal au pouvoir égyptien que toutes les violences commises par les « barbus » ces dernières années et ces derniers mois - une soixantaine de personnes, coptes (chrétiens), policiers et islamistes, ont trouvé la mort du fait de cet activisme, depuis le 1^{er} janvier 1992. Les islamistes veulent notamment pour objectif de porter atteinte à la crédibilité internationale d'un régime qui reçoit plus de 3 milliards de dollars d'aide économique de l'Occident; ils pourraient être en passe de l'atteindre.

ES chroniqueurs de la presse égyptienne ont certainement eu raison de parler, à propos de ces agressions et de leurs conséquences redoutables pour une économie très fragile, d'un « séisme » plus inquiétant que le tremblement de terre qui, le 12 octobre, a fait plus de cinq cents morts, des milliers de sans-abri et de considérables dégâts au Caire et alentours.

L'affaire est d'autant plus grave pour le gouvernement de M. Hosni Moubarak que les islamistes ont récemment étendu leur influence dans la société égyptienne, contrôlant maintenant le syndicat des ingénieurs, le barreau et l'ordre des médecins. Bien qu'il s'agisse là d'un islamisme relativement modéré qui dénonce publiquement le terrorisme et mesure le danger pour l'État - quel qu'il soit - d'un effondrement du tourisme.

Si l'on est plutôt optimiste, on peut considérer que l'islamisme est fort ancien en Égypte, puisqu'elle en est le foyer originel, que le régime a toujours réussi, apparemment, à en juguler les excès - réussissant même à survivre à l'assassinat du président Sadate par des extrémistes qui aussitôt après ont fait résumer une tentative de soulèvement en Haute-Égypte - et qu'enfin il existe aussi dans le pays une forte tradition moderniste depuis le siècle dernier. Mais des pessimistes objecteront que le risque d'une éventuelle déstabilisation du pouvoir égyptien pèse sur l'ensemble du monde arabe, dont l'Égypte est, incontestablement, le centre, avec près du tiers de sa population.

Les pages 4 l'article d'ALEXANDRE BUCCHIANI

M0147 - 1114 0 - 7.06 F



Pour relancer l'économie

M. Bill Clinton prépare un « programme de cent jours »

M. Bill Clinton a tenu, jeudi 12 novembre, à Little-Rock (Arkansas) sa première conférence de presse depuis son élection, le 3 novembre. Le président élu, qui ne prendra ses fonctions que le 20 janvier, a répété qu'il se pencherait en priorité sur les problèmes intérieurs, essentiellement d'ordre économique, préparant à cet effet un « programme de cent jours », mais n'a pas donné d'indications précises sur la façon dont il entend gouverner. Il n'a avancé aucun nom à propos des grands postes de la future administration.



Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

La procédure contre M. Fabius, M^{me} Dufoix et M. Hervé

Trois anciens ministres en accusation au Sénat

Le bureau du Sénat examinera, mardi 17 novembre, la proposition de mise en accusation devant la Haute Cour de M. Fabius, M^{me} Dufoix et M. Hervé, déposée par soixante-trois sénateurs RPR et UDF. Ceux-ci affirment que les trois anciens ministres, par leur attitude dans l'affaire du sang contaminé, ont « pris la responsabilité de faire courir des risques mortels aux patients transfusés comme aux hémophiles ». Le PS a affirmé sa solidarité avec son premier secrétaire, mais n'a pas encore décidé si ses élus voteront la mise en accusation.

Si les socialistes ont accepté, de constituer la Haute Cour de justice, ils n'ont pas pour autant consenti à y faire comparaître M. Fabius, M^{me} Dufoix et M. Hervé.

Or ils détiennent la clé du vote, puisqu'ils peuvent, arithmétiquement, empêcher que la mise en accusation soit adoptée, le moment venu, par l'Assemblée nationale. Pour eux, la question est donc de savoir si leur intérêt est de s'y opposer ou de s'y résoudre. Le comité directeur, convoqué dimanche 15 novembre, devrait trancher. La proposition déposée par la droite sénatoriale, qui retient contre les trois anciens ministres l'accusation d'homicide involontaire, pourrait conduire le PS à durcir sa position.

Lire page 10 les articles de PATRICK JARREAU et de THIERRY BRÉHER

CNTS : de nouveaux documents sur la prise du pouvoir par le docteur Garretta en 1985

L'éviction du professeur Ruffié de la présidence du Centre national de transfusion sanguine a été, en février 1985, un élément clé dans l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida. De nouveaux documents éclairent le « putzsch » qui a permis au docteur Garretta de prendre le contrôle du CNTS.

Lire page 11 l'article de JEAN-YVES NAU et de FRANCK NOUCHI

« Heures locales » nouvelle formule

La France n'est pas seulement un pays immergé dans la communauté européenne et internationale, elle tire aussi de plus en plus sa vitalité des initiatives locales. Le Monde a, depuis de nombreuses années, accompagné le développement des régions françaises en y consacrant des rubriques spécifiques, des pages spéciales et, à partir de 1988, une édition quotidienne Rhône-Alpes. La dernière initiative a été la naissance des pages « Heures locales » en novembre 1990.

L'accueil très favorable de nos lecteurs nous a incité à donner plus de place à ces rubriques en transformant « Heures locales » en un supplément de huit pages, qui paraîtra le samedi (numéro daté dimanche-lundi) en cahier séparé. Ce supplément, placé sous la responsabilité de Serge Bolloch, s'intéressera avec une ampleur nouvelle à la vie de toutes les régions, y compris naturellement l'île-de-France, à l'actualité et aux initiatives des collectivités territoriales. Le premier numéro de cette nouvelle formule paraîtra demain.

Cet effort confirme la volonté de notre journal de continuer à innover pour mieux répondre aux évolutions de la société et aux attentes des lecteurs.

J. L.

ces, les
problème
de sida,
aspect

inclusion
sentation,
de Japon
1 compte
la santé
à aboutir
situation
VTS en
l'état de
l'état de
Le pro-
récusé
facteur
à globe-
F (...) -
seule-
e avait

1985
visueur
nisation
l'état
écoulo
entre
ou les
cette

NAU
UCHI

ne réu-
dusion
d'écou-
chance
à que-
si tout

à jus-
c pro-
pre de
santé
CNTS.

La « stratégie de croissance » de M. Major

Le premier ministre britannique cherche par tous les moyens à faire repartir une économie paralysée

LONDRES

de notre correspondant

La confiance. Comment favoriser son retour dans une économie qui entre dans sa troisième année de récession ? Sans le sentiment pour les consommateurs et l'industrie que le gouvernement a une volonté politique et dispose d'une stratégie adéquate, point de reprise économique.

La Grande-Bretagne en fait l'amère expérience, plongée dans la récession la plus grave qu'elle ait connue depuis les années 30 et qui dépasse largement, par son ampleur, celle de tous les autres pays occidentaux.

Le bout du tunnel semble encore lointin.

Les propositions budgétaires annoncées, jeudi 12 novembre, par le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, dans sa traditionnelle « déclaration d'autonomie », accompagnées par une nouvelle baisse des taux d'intérêt (de 8 % à 7 %), semblent aller dans le sens de cette « stratégie pour la croissance » tant attendue depuis la sortie de la livre sterling du mécanisme de change du système monétaire européen (SME), le 16 septembre. Mais la croissance, tous comptes faits, sera probablement inférieure à 1 % l'année prochaine. On est évidemment

loin de la prévision, faite en mars dernier, d'une croissance de 3 % pour les six premiers mois de 1993. Quant aux prévisions relatives au déficit du secteur public, elles sont pulvérisées : réévalué à 37 milliards de livres pour 1992-1993, le déficit du secteur public atteint le chiffre record de 7,5 % du revenu national.

C'est apparemment un adieu fait à l'objectif d'un déficit maximum de 3 % du PNB, objectif prévu par le traité de Maastricht parmi les « critères de performance ».

LAURENT ZECCHINI
Lire la suite page 20

Vingt tonnes d'archives bientôt rendues par la Russie à la France

Un des résultats de la visite en France de M. Kozlov, le ministre russe des affaires étrangères, devrait être la prochaine restitution à Paris de vingt tonnes de documents peut-être explosifs : les archives des divers deuxième bureaux français dérobées par les Allemands en 1940, puis récupérées en Tchécoslovaquie en 1945 par l'armée rouge et « exploitées » depuis lors par les services secrets soviétiques. Ces dossiers concernaient en effet un important fichier des Français soupçonnés de collaboration avec l'Allemagne nazie.

Lire page 6 l'article de JACQUES ISNARD et MICHEL TATU

ESPACE EUROPÉEN

L'Allemagne, géant entravé

La politique étrangère allemande est désormais conduite par M. Klaus Kinkel, successeur de M. Hans-Dietrich Genscher. « Espace européen », cette semaine, trace le portrait de ce juriste souabe au franc-parler et analyse les handicaps constitutionnels et politiques qui empêchent encore l'Allemagne unifiée de jouer un rôle international à la mesure de sa puissance économique. Le dossier évoque également la vision allemande du traité de Maastricht et de la construction européenne.

pages 7 à 9

Le sommaire complet se trouve page 26

Objectifs humanistes

Avec Robert Doisneau pour chef de file cette école a dominé la photo française des années 30 à 60

par Michel Guernin

Le regard du gamin portant fièrement son litron de vin rouge, des amoureux sur les toits de Notre-Dame, un peintre en équilibre sur une poutrelle de la tour Eiffel, des péniches sur la Seine : des images cultes, vues et revues, dans les magazines, les livres, les expositions, éditées en posters comme en cartes postales. Images qualifiées - au choix - de poétiques, nostalgiques, anecdotiques, tendres ou savoureuses, et que les dictionnaires et historiens, par commodité, ont cataloguées « humanistes ».

Le mot est fourre-tout, galvaudé, péjoratif parfois, mais il

représente un réel courant photographique français des années 30 à 60. On y retrouve Doisneau, bien sûr, mais aussi Izis, Ronis, Boubat, Charbonnier, Jahan, Janine Niepce, Frasnay, Hervé, Bovis et les frères Séberger. Un courant plutôt qu'un mouvement, car aucun texte, exposition ou manifeste n'est venu consacrer ces photographes qui ont occupé les mêmes « terrains » sans pour autant théoriser leur pratique. Outre la presse où leurs images se sont étalées, les associations étaient leurs principaux lieux de rencontre, comme Le Rectangle (1937) ou le groupe des XV (1946).

Lire la suite page 17

L'intégration en toute intégrité

De la tribu des Bassars au village breton de Saint Coulitz, le parcours exemplaire d'un homme libre : Kofi Yamgnane.

ROBERT LAFFONT

DROITS, DEVOIRS et Crocodile

Kofi Yamgnane

ROBERT LAFFONT

AIDER LA VIE. Une nouvelle collection animée par Robert Laffont.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 430 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 780 ml; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Arabie Saoudite, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 66 p.; Irlande, 220 IR; Italie, 1,20 L.; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 1,50 SFR; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

AU COURRIER DU Monde

FOULARDS
Désespérer
Montfermeil ?

QUAND il s'agit de raisonner sur les principes fondateurs d'une société, la logique étonnante d'un juriste n'a pas forcément raison. C'est pourquoi la récente décision du Conseil d'Etat à propos des foulards de Montfermeil produit un profond malaise.

Certes, le règlement local du collège Jean-Jaures allait au-delà de l'avis donné par le Conseil d'Etat en 1989. Il dépassait aussi la loi Jospin sur ce point. Mais il reste que la décision d'exclure s'appuyait aussi sur la règle admise par le Conseil d'Etat et... par la loi Jospin. La même donnant à l'établissement le droit d'apprécier l'abus, le dotant d'une certaine autonomie.

La raison aurait voulu qu'on appellât au collège l'urgence de changer son règlement, et qu'on lui laissât la responsabilité d'apprécier la possibilité de réintégrer les élèves en vertu de son autonomie. La logique juridique a pour effet de bafouer le droit du collège à apprécier la situation. Du coup, elle ne conduit pas au triomphe du droit, ou plutôt d'une conception apparemment du droit. La récente décision donne à entendre que l'autonomie des établissements compte pour du beurre ; elle annule la crédibilité des discours sur l'autonomie des établissements.

C'est déjà créer une ingérable confusion. Mais il y a pire, car il semble ressortir de la décision des conseillers d'Etat que la vraie règle est une liberté totale d'arbitrer tous les signes qu'on veut. Quel établissement public prendra le risque d'être bafoué comme Montfermeil en posant des limites au port des signes ? La voie est donc ouverte à un dangereux laxisme. Cette nouvelle règle contredit la précédente, car elle est, en pratique, sans contre-poids applicable.

Quand on sait la difficulté qu'il y a à maintenir le principe de l'intégration contre la loi étouffante des communautarismes, on voit bien que la logique purement juridique déraile, qu'elle ne va pas dans le sens de la concorde civile, ce qui serait pourtant sa finalité. C'est que derrière un excès de la demande adressée au droit il y a la lâche démission du droit politique, incapable déjà en 1989 d'afficher un principe républicain, d'énoncer lui-même le sens de la laïcité.

Désormais, ne rien faire, en rester là, c'est laisser l'école laïque locale isolée et faible face aux probables offensives des intégristes de tous bords. Restent aux politiques la tâche urgente de formuler naturellement une règle claire qui nous sorte de la confusion, des contradictions, de la disqualification des instances locales. Ce principe devra être celui d'une interdiction claire des signes, des signes ostentatoires et en même temps, une meilleure définition des marges locales d'autonomie, le rappel concomitant de la liberté de débats et de parole, et l'introduction, dans les principales disciplines culturelles, d'une approche du fait religieux.

GUY COQ
ParisMÉDECINE
La vie
d'un enfant

DANS le Courrier du Monde du 7 novembre, M^{me} Aline Pailler a exprimé avec une rare sensibilité le côté macabre de la situation d'un bébé se développant dans le corps d'une morte. Pour avoir personnellement suivi l'affaire en Allemagne, permettez-moi de défendre l'autre aspect non moins émouvant de cet « acharnement thérapeutique ».

Plus consciente que quiconque du caractère insolite de son action, l'équipe médicale qui a décidé de sauver l'enfant tend, à titre posthume, à cette infortunée jeune maman de dix-huit ans, le plus beau service qui soit : elle arrache son bébé à la mort.

Toute mère, à l'instant du péril, fait instinctivement le geste de protéger son petit. L'ultime consolation de cette accablée eût été de savoir son enfant sauvé. Or l'échographie révélait un bébé en parfaite santé : les médecins se sont refusés à le laisser mourir d'étouffement. Ils tombaient sinon sous l'accusation de non-assistance à personne en danger.

Les circonstances de ce sauvetage sont macabres, certes. Elles restent un aspect secondaire. Refuserait-on d'opérer un malade sous prétexte que toute intervention chirurgicale a un côté « charcutage » impressionnant ? Le but, dans ce cas, justifie parfaitement les moyens. Pour avoir vu agir ces médecins, je leur accorde tout mon respect. Loin de vouloir mener une action spectaculaire, ils ne font qu'accomplir leur mission essentielle : sauver la vie.

JEAN MATHIEU-ROSAY
Coubes

11 NOVEMBRE

Mémoire et indignité

AINSI le 11 novembre, comme chaque année, M. le 2^e président de la République a décidé d'honorer la mémoire de celui qui fut chef d'Etat de notre pays de 1940 à 1944. Il a fait déposer par son préfet délégué une gerbe de fleurs sur sa tombe.

Ses raisons sont nobles : il a rappelé le souvenir de celui qui fut commandant en chef devant l'ennemi et dont on a fait, grâce à la mort de centaines de milliers d'hommes, le vainqueur de Verdun. J'ai pensé à tous ceux et à toutes celles, petits garçons ou petites filles, déportés pour raison politique ou raciale, à tous ceux et à toutes celles qu'on a fait monter dans des trains vers l'Allemagne, sous le regard affiché dans toutes les gares de ce bon vieillard.

J'ai pensé à ces otages choisis par ceux qui étaient sous ses ordres pour fournir à l'ennemi la chair française ou étrangère qu'il demandait.

Chacun de nous, à quelque pays qu'il appartienne, conserve une part de son honneur ou de sa raison de vivre accrochée au fond de lui-même. Ce 11 novembre, j'ai eu mal à ma France, j'ai eu mal à la France.

Car, parmi les conditions d'armistice signées par cet illustre vieillard, figurait une clause, une seule qui rend éternellement indigne cet ancien maréchal de France : il acceptait de livrer à l'ennemi les réfugiés politiques auxquels notre pays avait donné asile : livrer à Hitler les réfugiés antinazis allemands, livrer à Franco les réfugiés antifranquistes espagnols, dont M. Companys, président de la République de Catalogne, socialiste fusillé par Franco.

Aussi bien qu'au maréchal Pétain, un hommage pourrait-il être rendu par quelques-uns de ses compagnons d'armes au héros de la guerre de 1914-1918 M. Joseph Darnand, qui devint vingt ans plus tard chef de la milice, c'est-à-dire de la Gestapo française ?

Une existence ne témoigne devant l'histoire qu'après son accomplissement et, pour à peine déplorer Socrate : « O peuple, n'appelle jamais héros un homme avant qu'il ait franchi sans trahison grave les portes de la vie... »

C'est plus que de la honte que j'ai éprouvée, c'est une grande peine.

LÉON SCHWARTZENBERG
Hôpital Paul-Brousse,
Villejuif

ISRAËL

Iconoclaste
Leibovitz

Le très riche entretien de Yeshayahu Leibovitz avec Christian Delcampagne (*Le Monde* du 13 octobre) confirme, encore une fois, que des écrivains israéliens exercent à l'égard de l'Etat d'Israël une liberté de critique incomparablement plus grande que la plupart des intellectuels de la « diaspora », en général inconditionnellement soumis aux orientations des gouvernements de Jérusalem (le laïcisme, le sionisme, le messianisme). Voilà un sioniste éminent qui affirme, sans demander la permission de l'ambassadeur d'Israël à Paris ou à Washington, que « l'Etat d'Israël n'est pas (...) un Etat juif » et qu'il convient d'en séparer la synagogue ; qu'il faut « cesser d'en faire un objet de fétichisme » ; que la victoire militaire de 1967 fut « une calamité pour l'Etat d'Israël » ; « devenu un appareil d'oppression sur un autre peuple » ; qu'il faut rendre les territoires occupés et que « même le partage de Jérusalem est négociable » ; que l'ancien premier

ministre Shamir est un « vieux terroriste » et que Rabin devrait « discuter directement avec... Arafat ».

Une objection mineure : le père de la phrase « toute cette histoire est un amas de crimes, de folies et de malheurs » n'est ni Voltaire ni « l'un des plus grands historiens » (Gibbon ?), auquel Leibovitz attribue dans son livre *Judaïsme, peuple juif et Etat d'Israël* (Paris, 1985, page 180), Edward Gibbon (*Decline and Fall of the Roman Empire*, chapitre III) ne fait que suivre ou copier tel Pierre Bayle. Celui-ci dit en effet, dans l'article « Manichéisme » de son *Dictionnaire historique et critique*, que « l'histoire n'est à proprement parler qu'un recueil des crimes et des infortunes du genre humain ». Je crois que Bayle serait entièrement d'accord avec la conclusion tirée de cet entretien par Yeshayahu Leibovitz : il faut, néanmoins, lutter contre ces crimes, ces folies et ces infortunes, même s'il s'agit d'une lutte interminable. Au lieu de se taire pour une solidarité de groupe mal comprise.

PEDRO SCARON
Metz

INSTITUTIONS

La responsabilité du Président

DOIT-ON vraiment considérer, comme Maurice Duverger l'a affirmé dans le *Monde* du 30 octobre, que en cas de victoire de la droite aux élections législatives de mars prochain François Mitterrand « détruirait la V^e République » et « ouvrirait la porte aux régimes impériaux d'aujourd'hui » ?

Je ne le pense pas. A mon sens, en effet, les institutions de la V^e République impliquent l'existence d'une responsabilité du Président devant le suffrage universel. Qui pourrait prétendre que, en quittant l'Elysée au lendemain du référendum négatif du 27 avril 1969, le général de Gaulle a « détruit la V^e République » ? Mais il est vrai que cette responsabilité n'existe pleinement que lorsque le suffrage universel a été consulté sur décision personnelle du Président.

Par contre, si la responsabilité de celle-ci est nécessairement mise en cause par un référendum qu'il a décidé sans contre-sens, il est vrai qu'il n'en va pas de même au cas d'élections législatives qui ont lieu à leur date normale. Sauf, naturellement, si le Président avait clairement invité les citoyens à se prononcer dans un sens contraire à celui qu'ils auraient adopté.

Mais le mandat présidentiel ne peut pas ne pas être mis en cause par des élections législatives qui, comme en novembre 1962, ont eu lieu parce que le président de la République a procédé sans contre-sens à une dissolution de l'Assemblée nationale. En ce cas, en effet, on a parfois tendance à l'oublier, le

Président perd, pour une année, le droit de dissoudre la nouvelle Assemblée. Il engage donc alors clairement sa responsabilité devant le suffrage universel, puisqu'il ne pourra pas faire appel devant celui-ci de la décision qu'il aura prise.

Au cas où (à la différence de ce qui s'est passé en 1986) aucun des leaders de la majorité issue d'élections intervenues à leur date normale, en mars 1993, n'accepterait d'être nommé premier ministre par un président avec lequel ces leaders sauraient être en profond désaccord quant à la conduite des affaires publiques, le Président s'il voulait demeurer en fonctions, ne pourrait que dissoudre la nouvelle Assemblée, éventuellement après que celle-ci eût censuré le gouvernement minoritaire qu'il aurait pu nommer.

Après de nouvelles élections législatives confirmant le verdict des précédentes, le Président, ainsi personnellement désavoué par le suffrage universel, ne pourrait que renoncer à un mandat qu'il lui serait devenu impossible d'exercer.

Ce qui permettrait d'éviter les conséquences néfastes de cette dyarchie qu'on a baptisée « cohabitation », et selon laquelle le désaccord permanent entre les conceptions du chef de l'Etat et celles du chef du gouvernement risque fort d'ouvrir la porte à un régime impérial.

François GOGUEL
ancien membre du Conseil
constitutionnel

TRAIT LIBRE

ERHAN
TURGUT

POSTES

Rome-Paris :
une semaine...

ROME, où j'habite depuis vingt ans, se trouve à vingt mille lieux de Paris. Aujourd'hui 27 octobre, je reçois une lettre de Piermont-Ferrand du 19 octobre et, au même courrier, une lettre... de Taiwan qui date également du 19 octobre. Pourquoi faut-il une semaine en moyenne pour qu'une lettre aille de Paris à Rome, et un peu plus dans l'autre sens, alors qu'il y a chaque jour onze vols d'Air France ou d'Alitalia entre les deux capitales ? Au temps où Stendhal était consul à Civitavecchia, le courrier de Paris lui arrivait en quatre jours.

Si l'on prétend faire l'Europe, ne doit-on pas prêter attention à la correspondance et à la communication entre les pays européens ?

Pour moi, en ce qui concerne les postes, l'Italie n'est pas en Europe.

PHILIPPE ROULLARD
Rome

ÉTATS-UNIS

Du bon usage
de l'idéologie

J'AI lu avec le plus grand intérêt l'article d'Ezra Suleiman dans le *Monde* du 5 novembre, intitulé « L'espoir de la classe moyenne ». Ezra Suleiman fait le compte des espoirs suscités par l'élection de Bill Clinton à la présidence américaine. Il souligne à juste titre l'action de Clinton au sein du Parti démocrate, tournée grâce à son influence vers ce que Suleiman appelle « des programmes non idéologiques ». Le programme de Clinton est décrit comme « un programme non idéologique », « un sens traditionnel du terme », nous assure Ezra Suleiman. On se demande ce que peut bien être dans l'esprit de Suleiman l'idéologie au sens non traditionnel du terme. Plus avant dans son analyse, Ezra Suleiman précise que désolés Clinton et le Congrès, qui est démocrate comme lui, sont « en accord idéologique ».

La lecture de l'article d'Ezra Suleiman me porte donc à penser que chez Bill Clinton l'idéologie est à la fois présente et absente, ce qui est parfaitement paradoxal, mais sans doute significatif à la fois de la volonté hagiographique d'Ezra Suleiman, qui conduit à une dérive de sa méthodologie, et de incertitudes de toute action politique en terre américaine.

ALAIN SUBERCHOT
Clermont-Ferrand

CHARITÉ

Dix francs
pour la Somalie

« Il est important, a-t-on lu, vu et entendu partout que les enfants soient sensibilisés au malheur de la Somalie et qu'ils apprennent... » Quoi ? à quémander une fois encore 10 francs à papa-maman ? Ce sont les parents qui ont donné le riz. Les enfants, ils ont donné à la télé leur beau visage bien nourri.

Quand j'étais petite, ma mère croyait de bon ton, comme M. Kouchner, de m'apprendre la charité en me mettant un sou dans la main pour donner au pauvre cul-de-jatte étendu au pied de l'église. Tout comme M. Bérégovoy, elle me disait : « C'est bien. Le geste m'était significatif, c'est le bonhomme sur sa planche à roulettes qui me fascinait. Le clochard, un jour éterné par son maigre sou du dimanche, cracha à la figure de ma mère en se levant comme un diable. à deux jambes : « Putain, tu comprends rien ! », et radouci : « Pauvre petite ! », me dit-il en souriant. Ma mère, désormais n'alla plus à la messe, j'y allai seule sans le sou mais le vieux et moi, on se saluait. C'est ainsi que j'appris, sans qu'on le veuille, bien autre chose qu'à donner : à sauver.

FRANÇOISE MOREL
Argenvilliers

EUROPE

Charmantes
frontières

QUE celui qui a voté contre Maastricht fasse l'expérience, après avoir vécu quelques années dans un autre pays de la Communauté européenne, de ramener et d'immatriculer en France une Peugeot 205.

Les premières difficultés commencent, après le passage aux douanes, avec le service des Mines : cinquante pages de descriptif complet du véhicule à obtenir auprès du constructeur, pesée du véhicule et autres contrôles techniques divers à réaliser, convocation pour présentation du véhicule après un mois d'attente. Le dossier doit ensuite être transmis au ministère des transports pour homologation du moteur. Six mois seront au total nécessaires pour obtenir l'immatriculation du véhicule, ce qui impose deux mois d'immobilisation de la voiture car les douanes obligent à immatriculer le véhicule dans un délai de quatre mois. De toute façon, cela fait longtemps que je ne peux plus utiliser ma voiture car aucune assurance ne prend de risque avec un tel véhicule non identifié.

Bien sûr, tout cela est le prix à payer pour défendre notre identité française !

PHILIPPE LATORRE
Neuilly-sur-Seine

CHOMAGE

Partageons
le travail

Il sera nécessaire d'interroger un jour sur les cumuls de pension et de salaire (ou indemnités). En effet, tant dans les entreprises privées que dans certaines organisations para-administratives, des postes de responsabilité sont occupés par des retraités. Pourtant, dans la plupart des cas, les pensions de retraite perçues par les intéressés sont d'un montant appréciable et devraient leur permettre de mener une vie confortable comme au temps de leur ancienne activité. C'est d'ailleurs parce qu'ils avaient auparavant un poste important qu'il est d'autant plus volontiers fait appel à eux.

S'ils ne souhaitent pas cesser toute activité – et on peut le comprendre, – bien des organisations humanitaires seraient toutes disposées à les accueillir, à titre bénévole bien entendu.

Pendant ce temps, nombre de jeunes diplômés recherchent en vain un emploi.

Et si par hasard les parlementaires voulaient bien s'intéresser à ce problème de cumul, ils s'honoreraient à définir une limite d'âge pour ce qui les concerne. Un pays qui ne peut donner du travail à tous ses enfants ne doit pas accepter que certains continuent de s'enrichir jusqu'à la fin de leurs jours.

JEAN PETROPoulos
Saint-Maur

TABAGISME

Les enfumoirs
des lycées

LES instructions antitabac prévoient pour les lycées et pour les collèges, d'une part, et pour les lycées, d'autre part, l'interdiction de fumer dans les espaces non couverts, c'est-à-dire les cours de récréation, et qu'il faudra, d'autre part, parquer les fumeurs dans des salles spécialement aménagées. Ces dispositions laissent rêver l'ancien proviseur que je suis et qui s'est attaqué il y a déjà longtemps au fléau du tabagisme.

Quand ils sont dans les cours de récréation, les adolescents fumeurs n'intoxiquent personne. Protéger les non-fumeurs, n'est-ce pas le but de la loi ? Il est alors agité.

Enfermer les fumeurs dans une salle, c'est les condamner à séjourner dans une atmosphère irrespirable, dans une fumée à couper au couteau, et à s'intoxiquer tout autant passivement qu'activement. Et où trouver des salles pour un tel usage dans des établissements surpeuplés, des salles qui ne servent guère que pendant les récréations ?

Enfin, qui fera respecter la loi, à une époque où l'effectif des surveillants a été décimé par l'administration ?

André PERRIN
Fresnes

UN LIVRE

La première dame

LA LEVURE DU PAIN
de Danielle Mitterrand.
Edition N° 1, 205 p., 89 F.

C'EST le genre d'ouvrages dont on se méfie a priori, qu'on critique volontiers avant de l'avoir lu, qu'on se garde bien de lire au demeurant... Un livre signé par l'épouse du président de la République peut-il contenir autre chose que de la pomologie ou de l'eau de rose ?

Danielle Mitterrand n'est pas écrivain et ne prétend pas l'être. La *Levure du pain* n'a rien à voir avec la *Paille et le grain* de son royal époux. Si cette farfouille timide, qui avoue un trac maladif, nous entrouvre un peu son jardin secret, ce n'est ni pour jouer les stars ni pour prendre la défense d'un mitterrandisme essouffé, mais pour mettre un peu d'ordre dans ses indignations, ses espérances et ses émotions.

Le but avoué de ce livre sans prétentions est de faire connaître la Fondation France-Libertés qu'elle a créée en 1986 et à laquelle elle consacre presque tout son temps. Une organisation qui se veut au service de tous les opprimés et de tous les exclus de la Terre, en partant du principe que « si l'on n'a pas le pouvoir de donner le pain, il faut continuer d'en être la levure ».

Si les épouses des présidents de la République ont toujours fait dans les bonnes œuvres, elles ne nous avaient pas habitués à courir ainsi d'un continent à l'autre, pour rencontrer des opposants, des marginaux ou des va-nu-pieds. Elles ne se permettaient pas ces cris du cœur, parfois naïfs, parfois

déplacés, mais toujours sincères, provoquant l'agacement de certains responsables français ou les foudres de tel ou tel gouvernement étranger. Les initiatives de Danielle Mitterrand pouvaient sembler sans grande conséquence, jusqu'au jour – en juillet dernier – où une tentative d'attentat dirigée contre elle dans le Kurdistan irakien allait coûter la vie à quatre personnes et en blesser quatorze autres.

« Quel mobile me pousse à défendre des causes qui me semblent perdues », se demande cette militante incurable. Sans doute « ce refus de l'irréparable » qui la pousse, petite fille, à déterrer une portée de chatons que le jardinier de ses parents devait éliminer... Le livre comporte quelques demi-confidences de ce genre, et même de brefs dialogues avec « François », mais les amateurs de coulisses resteront sur leur faim.

« Je suis convaincue que les guerres n'ont aucun sens puis-je ensuite on fait la paix », explique la petite-fille du marchand de parapluies qui était destinée à devenir institutrice. Certains la jugeront bien candide. Rien n'interdit de la trouver émouvante et vraie.

Des salons de l'Elysée aux bidonvilles de Rio ou de Calcutta, la première dame de France a choisi une gymnastique difficile. Elle devrait avoir une lecture attentive en la personne de Hillary Clinton, épouse du nouveau président des Etats-Unis, dont on nous répète qu'elle ne se consistera pas, elle non plus, d'inaugurer les chrysanthèmes.

ROBERT SOLÉ

ÉTATS-UNIS : la première conférence de presse du président élu

Le style Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant

Il y a un style Clinton : lent, réfléchi, précautionneux, un peu laborieux. Les Américains en ont eu un avant-goût, jeudi 12 novembre, à l'occasion de la première conférence de presse du président élu. Ronald Reagan était « flamboyant », peu soucieux, ignorant ou méprisant des détails ; George Bush, mal-échoir à l'oral, était volontiers grandiloquent, porteur de Bill Clinton est, lui, tout en rondeurs, circonspect, nuancé, louchant ; un centriste à l'accent du Sud.

Comme M. Clinton est aussi très bavard et soucieux de son image, il avait convoqué une conférence de presse essentiellement pour occuper les dizaines de journalistes installés à Little-Rock. Ceux-ci avaient, à leur façon, commencé à faire savoir qu'ils s'ennuyaient ferme dans la charmante, mais petite, capitale de l'Arkansas. Hors de ses quartiers washingtoniens, la grande presse américaine rongait son frein. Ça et là, quelques articles sur son scrupule laissent entendre que M. Clinton était bien lent, qu'il avait du mal à se couler dans ses nouvelles fonctions, qu'il y avait des remous dans son équipe, etc. Rien de bien aimable. M. Clinton s'est voulu rassurant : il travaille d'arrache-pied à mettre au point son gouvernement et un « programme de cent jours » d'abord destiné à relancer l'économie.

Le président démocrate n'a annoncé aucune décision mais révisé sa manière. Il « consulte » et écoute beaucoup, a-t-il dit, pour « faire les meilleurs choix ». Homme du Sud, où l'on se méfie de l'agitation de la côte est, il entend, cependant, prendre son temps. On ne le pressera pas. Extrémiste du centrisme, fanatique du compromis, il a expliqué qu'il voulait un programme de relance, par l'investissement public et des incitations fiscales, mais qui prenne aussi en compte l'absence nécessaire de réduire le déficit. Démocrate nouvelle manière, qui s'est largement inspiré de la « révolution conservatrice », il a indiqué qu'il entendait suivre la méthode de gouvernement qui fut celle de Ronald

Reagan au début de son premier mandat : définir quelques priorités – l'économie et la santé, a-t-il dit – et les imposer au Congrès.

Premier président de la génération de l'après-guerre, il veut un nouveau style de gouvernement, une approche moins partisane, des relations avec le Congrès qui donnent leur place à la minorité républicaine. Autre nouveauté, M. Clinton amène gouverner avec son vice-président, le sénateur Albert Gore (Tennessee). Silencieux, M. Gore se tenait derrière le président élu durant la conférence de presse. A plusieurs reprises, M. Clinton a associé M. Gore aux décisions qui étaient en train de se préparer ; il a parlé d'un « partenariat » avec son vice-président. Alors que la poste est traditionnellement jugée comme étant avant tout honorifique, M. Clinton a indiqué que son vice-président serait étroitement lié à la marche de la prochaine administration.

Priorité à l'économie

Elle sera animée par une équipe que M. Clinton veut « à l'image de l'Amérique » : « J'ai promis au peuple américain, a dit le président élu, que mon gouvernement rassemblerait davantage à l'Amérique que ceux des autres administrations. (...) J'entends qu'il compte non seulement des gens de différentes origines ethniques, des hommes et des femmes, mais aussi des gens de différents horizons politiques ». M. Clinton et son équipe de transition, dirigée par M. Vernon Jordan et Warren Christopher, ont convenu de passer en revue des noms « (...) afin de choisir les mieux qualifiés ». Aucun des seize postes ne devait être pourvu avant décembre ; des républicains et des indépendants pourraient faire partie du cabinet.

Les contraintes sont nombreuses. Centriste, M. Clinton ne peut tout à fait ignorer l'aile « gauche » du parti. Premier président démocrate depuis Jimmy

Carter, il est tenté de se reposer sur les seuls démocrates ayant une expérience récente du gouvernement, mais doit se défier d'une équipe qui, à tort ou à raison, a laissé quelques mauvais souvenirs. M. Clinton veut encore une administration qui prenne ses distances à l'égard de la multitude de groupes de pression et d'intérêts traditionnellement proches du Parti démocrate et qui ont contribué au financement de sa campagne.

Sous la houlette de M. Jordan et Christopher, le sociologue et économiste Robert Reich (quarante-six ans, professeur à Harvard) sera chargé, dans l'équipe de transition, d'élaborer le programme économique et de sélectionner les dizaines de responsables qui seront en charge de son application. L'avocat washingtonien Samuel Berger (quarante-huit ans, Harvard, haut fonctionnaire au département d'État à l'époque Carter) a la même mission dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité nationale ; il sera assisté de M. Nancy Soderberg, ancienne collaboratrice du sénateur Edward Kennedy. M. Stephanopoulos (trente-deux ans) dirige la « communication » de l'équipe de transition (avec M. Deedee Myers et Betsy Wright).

La « politique intérieure » (hors économie, c'est-à-dire la santé, l'éducation, etc.) est placée sous la responsabilité de M. Al From, un des membres du Conseil pour une direction démocrate (Council for a democratic leadership), le groupe de pression centriste auquel appartenait M. Clinton au sein du « parti de l'âne ». Tous ces noms ne se retrouveront pas forcément dans la liste du nouveau cabinet, mais il y a tout de même de fortes chances pour que cette équipe de transition comprenne déjà l'embryon du gouvernement Clinton. Elle doit désigner des centaines de hauts responsables – les « nominations politiques » – qui, petit à petit, vont s'installer à Washington en observateurs, ou en position de double commande, dans les différents services publics dont ils auront la charge.

L'avocat Vernon Jordan et l'actuel secrétaire général de la Maison Blanche, M. James Baker, deux voi-

sins à Washington et deux amis de longue date, se sont vus cette semaine et ont promis « la transition la plus douce » que le pays ait jamais connue. M. Clinton doit recevoir ce week-end à Little-Rock les dirigeants du Congrès. Il quittera ensuite l'Arkansas pour se rendre à Washington et être reçu par le président Bush, mercredi, à la Maison Blanche. Pour l'heure, le président sortant, que l'on dit quelque peu déprimé, est parti à la pêche en Floride. La prise de fonctions officielle de M. Clinton a lieu le 20 janvier.

De sa résidence de gouverneur, il continue à s'entretenir au téléphone avec les dirigeants étrangers qui lui transmettent leurs félicitations. Jeudi, il a énuméré ses priorités dans le domaine de la défense et des affaires étrangères : préparer un budget de la défense qui tienne compte de la fin de la guerre froide mais maintienne l'Amérique à son rang de première superpuissance militaire (expression fort peu « cartésienne ») ; poursuivre le désarmement nucléaire avec la Russie et les autres Républiques nucléaires de l'ex-URSS (désarmement freiné par les militaires russes, les dirigeants ukrainiens et kazakhs) ; s'efforcer de contrôler la prolifération de tous les types d'armes de destruction massive ; s'assurer de la poursuite des négociations israélo-arabes ; enfin, « être ce que je peux pour renforcer la croissance économique globale », allusion aux négociations commerciales en cours.

M. Clinton a confirmé plusieurs promesses de campagne. Il entend assouplir les restrictions imposées à l'immigration des réfugiés haitiens, éliminer les discriminations dont les homosexuels sont victimes dans l'armée, lever la règle interdisant aux centres de planning familial de donner des informations sur l'avortement. Autant de décisions qui, sans trop peser sur le budget, satisferont la gauche démocrate et laisseront à M. Clinton, ailleurs, une plus grande marge de manœuvre.

ALAIN FRACHON

Une nouvelle brochure du Monde diplomatique

« Etats-Unis fin de siècle »

par René-Victor Pilhes

Voilà. « Le pays le plus puissant de l'histoire de l'humanité », ainsi que l'a décrit M. Bill Clinton aussitôt après son élection, s'est donné un nouveau président. Son point de départ est le même : l'Amérique paraît être, même si les préoccupations de politique étrangère n'envisagent pas ses déclarations, sa détermination à maintenir l'hégémonie planétaire des Etats-Unis et, si possible, à l'accroître en reconstruisant une Amérique capable de gagner la guerre économique. Pour cela, tous les moyens seront bons. Ainsi prévus, nous serions bien fatigués de ne point suivre à la loupe la gestion démocrate de cette puissance partout présente, directement, indirectement ou potentiellement.

La dernière livraison de *Manière de voir*, « Etats-Unis fin de siècle » (1), publiée par le *Monde diplomatique*, nous offre un survol des principaux dossiers qui attendent le président Clinton, chacun d'eux ordonné autour de deux questions : comment l'Amérique en est-elle arrivée là ? Quelles sont les chances de réussite de la nouvelle administration ?

Il n'est pas si loin le temps où M. Ronald Reagan et ses experts assuraient que laisser les impôts dépasser une économie dégauchie de l'affreuse emprise de l'Etat et de ses panoplies de règlements. Cette approche, les principaux responsables français s'en sont inspirés. Certains, et pas les plus âgés, continuent de la réclamer à cor et à cri. Pourtant, cette ère néolibérale se conclut de manière exemplaire : « La plupart des grands héros de la Bourse, ceux dont l'enrichissement foudroyant émerveillait le monde, ont souvent fini en prison ». Faut-il vraiment en dire davantage ? Le déficit fédéral s'élève à 333 milliards de dollars, et un conseiller de M. Clinton constate : « Il a fallu deux cents ans pour que la dette publique atteigne 1 000 milliards de dollars, deux ans ont suffi pour la porter à 4 000 milliards ».

Le ton est donné. Et nous allons en apprendre des choses, dans ce tour d'horizon remarquablement

illustré. Des choses dont nul ne parle, des réalités absentes du flot de bavardages, d'images, de liens commerciaux que nos « grands médias » audiovisuels ont déversés sur nos têtes à l'occasion de cette élection américaine. Paul-Marie de la Gorce nous rappelle, par exemple, l'existence des « rapports Wolfowitz et Jeremia du Pentagone », donnant à penser que « loin de renforcer une gestion démocratique de la planète, les Etats-Unis entendent mettre au pas leurs adversaires comme leurs alliés » et « empêcher l'émergence d'un système de sécurité exclusivement européen qui pourrait équilibrer l'OTAN ». Quant à M. Michael Mandelbaum, conseiller diplomatique de M. Clinton, il déclarait en septembre 1990 : « Grâce à la fin de la guerre froide, nous pouvons, pour la première fois depuis quarante ans, mener des opérations militaires au Proche-Orient sans craindre de voir déclater la troisième guerre mondiale ». On dit le nouveau président mobilisé par les questions économiques et sociales, et plutôt éloigné des affaires internationales. Mais aucun président américain ne peut aujourd'hui ignorer le monde, même si, bien sûr, il doit se concentrer sur le poids d'une opinion publique tentée par le repli.

M. Clinton ne manquera pas de sujets de préoccupation chez lui. Faillite des caisses d'épargne (le scandale financier le plus ruineux de l'histoire américaine), médecine à deux vitesses, indigence de l'enseignement public secondaire, délabrement social : l'Amérique paye aujourd'hui d'un prix exorbitant dix années de néolibéralisme en folie. C'est M. Felix Rohatyn, conseiller de M. Clinton, qui constate que « prendre aux pauvres pour donner aux gens aisés n'est pas longtemps tolérable en démocratie ». Et c'est un médecin américain qui explique : « Nous avons toute la technologie nécessaire, mais elle n'arrive pas chez ceux qui en ont besoin ».

(1) *Manière de voir* 16, « Etats-Unis fin de siècle », le *Monde diplomatique*, octobre 1992, 96 pages en couleurs, 42 F.

► René-Victor Pilhes est écrivain.

■ COLOMBIE : démissions instillées à la tête de l'armée. – Les chefs des trois armées de l'armée colombienne ont démissionné jeudi 12 novembre, de manière inattendue, quatre jours après la proclamation de l'urgence par le président Gaviria (le *Monde* du 10 novembre). Selon le ministre de la défense, ces démissions sont normales dans une période de promotions et de départs en retraite. Mais des spécialistes étrangers estiment que les membres de l'état-major veulent ainsi protester contre l'insuffisance des mesures gouvernementales pour lutter contre la guérilla. – (AFP, Reuters.)

■ BOLIVIE : remaniement ministériel. – Le président bolivien Jaime Paz Zamora a annoncé, jeudi 12 novembre, le remplacement de cinq ministres qui ont démissionné pour participer aux élections présidentielle et législative prévues en juin prochain. M. Pablo Zegarra remplace notamment au ministère des Finances M. Jorge Quiroga, démissionnaire, afin de diriger la campagne électorale de la coalition de l'Accord patriotique, au pouvoir. Les autres changements interviennent au ministère du travail, de l'information, et de l'éducation, où M. Olga de Quevedo devient la première femme du gouvernement. – (Reuters.)

BRÉSIL : déjà suspendu de ses fonctions

M. Fernando Collor est inculpé de corruption passive et d'association de malfaiteurs

M. Fernando Collor, le président brésilien suspendu le 2 octobre dernier de ses fonctions, a été inculpé jeudi 12 novembre de corruption passive et d'association de malfaiteurs par le procureur général du pays, M. Aristides Junqueira, devant le Tribunal fédéral suprême, le plus haut organisme de la justice brésilienne, seul compétent pour juger les délits de droit commun de M. Collor.

Le procureur a également inculpé neuf autres personnes, en particulier l'organisateur du réseau de trafic d'influence, l'homme d'affaires Paulo Cesar Farias, et l'ex-secrétaire particulier de la présidence, l'avocat Claudio Vieira.

Dans un document de 55 pages remis jeudi au Tribunal suprême, le procureur tente de démontrer que M. Collor était intimement lié

au réseau de trafic d'influence et que celui-ci fonctionnait avec son aval. Aidé par des experts, le procureur a établi que 25 entreprises privées ont payé 55,2 millions de dollars (environ 295 millions de francs) de pots de vin au réseau de M. Farias. Les experts n'ont pu préciser quelle quantité d'argent est allée sur les comptes utilisés pour les dépenses personnelles de M. Collor et de sa famille. M. Aristides Junqueira a également accusé son accusé sur des documents de la commission parlementaire d'enquête, qui avait découvert les liens entre le réseau de M. Farias et le président Collor.

Pour juger le président suspendu, le Tribunal fédéral suprême doit demander l'autorisation de la Chambre des députés où doit se dégaier une majorité des deux

tiers, soit 336 des 503 députés. M. Collor de Mello est actuellement jugé par le Sénat pour crimes dans l'exercice de ses fonctions, après que la Chambre des députés a voté en faveur de la procédure de destitution le 2 octobre dernier par 441 voix contre 38.

Le rapporteur de la commission spéciale du Sénat, le sénateur Antonio Mariz, a considéré que la culpabilité de M. Collor pour crimes de droit commun par le Tribunal fédéral suprême affaiblirait encore sa défense au Sénat. Les experts chargés de la défense de M. Collor ont expliqué que, pour le condamner pour crimes dans l'exercice de ses fonctions, le Sénat doit prouver auparavant qu'il a commis des crimes de droit commun. La sentence du Sénat sur la destitution définitive de M. Col-

lor pourrait être prononcée entre le 15 et le 23 décembre.

Le Tribunal n'a pas de délai défini pour commencer sa procédure. Si le Tribunal décide de demander l'autorisation avant la fin du jugement au Sénat, et si la Chambre des députés la lui accorde, un nouveau délai de 180 jours va courir pendant lequel M. Collor continuera d'être suspendu de ses fonctions.

Un premier délai de 180 jours avait été déclenché le 2 octobre dernier. Une fois la procédure engagée, les onze membres du Tribunal fédéral suprême devront entendre les témoignages de l'accusation et de la défense, avant de prononcer leur sentence, qui est sans appel. – (AFP.)

CHILI : mêlant l'armée et le monde politique

Un scandale d'écoutes téléphoniques éclabousse la droite

SANTIAGO

de notre correspondant

Le capitaine de l'armée de terre Bruno Diez a reconnu, mardi 10 novembre, être à l'origine d'un scandale d'écoutes téléphoniques qui mêle l'armée et le monde politique. L'armée l'a placé au secret, en attendant sa comparution devant la justice militaire. La presse commente abondamment ce qui est devenu au fil des jours le plus grand scandale politique de l'après-Pinochet et qui laisse la droite chilienne dans un triste état à un an de l'élection présidentielle.

Les rebondissements n'ont pas manqué. La diffusion, le dimanche 23 août, sur la chaîne de télévision Mégavision, d'un enregistrement d'une conversation entre le sénateur du parti conservateur Renovation nationale, M. Sebastián Piner, et l'un de ses amis, a marqué le début de l'affaire. Le sénateur y émettait le souhait de voir un journaliste ridiculiser M. Evelyn Matthei, avec qui il était en concurrence pour représenter son parti lors de l'élection présidentielle de décembre 1993.

Le pays s'est d'abord indigné des propos du sénateur Piner, qui a dû suspendre sa pré-candidature. Le « Pineragate » a pris la dimension d'une crise majeure le 22 septembre, lors de la diffusion par la télévision nationale d'un entretien avec un agent des services secrets dépendant de l'armée de terre, la DINE. Celui-ci a révélé que l'armée de terre chilienne metait sur écoute téléphonique de nombreuses personnalités

du monde politique, y compris le président de la République. Cet accord émettait l'hypothèse d'un désaccord entre le sénateur Piner et le général Pinochet, actuel commandant en chef de l'armée de terre, comme étant la cause de la diffusion par l'armée de la cassette de la conversation. L'armée a, dans un premier temps, vigoureusement démenti, le général Pinochet criant au complot marxiste.

Le samedi 7 novembre, le sénateur Evelyn Matthei avait envoyé au général Pinochet la cassette de la conversation et la chaîne de télévision Mégavision et retenu, elle aussi, sa présidence présidentielle. Trois jours plus tard, le capitaine Diez, qui appartient aux services de télécommunications de l'armée de terre, reconnaissait avoir effectué l'enregistrement et l'avoir transmis à M. Matthei.

Pour l'armée de terre, l'affaire est close. En mettant l'accent sur la responsabilité personnelle d'un militaire, elle entend échapper à une mise en accusation de l'institution qui pourrait rejettier sur le général Pinochet. Le gouvernement a condamné vigoureusement les écoutes illégales, mais a semblé soucieux d'éviter tout affrontement avec l'armée. Un magistrat instructeur a cependant été nommé et la position d'attente du gouvernement pourrait être abandonnée lors de la remise des conclusions de l'enquête. La droite est éclaboussée par toutes ces révélations et se retrouve sans candidat présidentiel crédible.

BRUNO ADRIAN

HISTOIRE DES DROITES EN FRANCE

Sous la direction de Jean-François Stille

- 1 politique
- 2 cultures
- 3 sensibilités

A "CARACTERES" LE 13 NOVEMBRE

essai

GALLIMARD

AMÉRIQUES

Mexique : la bataille de l'air et de l'eau

Sauver Mexico, la plus grande ville du monde, est un des enjeux de la prochaine élection présidentielle

MEXICO

de notre envoyé spécial

Les indices de pollution sont terribles, mais le maire de Mexico, la ville la plus peuplée du monde (de 15,5 à 18 millions d'habitants, selon les sources), refuse de céder à la panique, même s'il n'a pu éviter de prendre des mesures drastiques à plusieurs reprises cette année pour faire face à des urgences écologiques. Comme sa ville, Manuel Camacho est pourtant, lui aussi, sur la corde raide : les résultats de son action pour rendre la capitale plus vivable pourraient être déterminants pour son avenir politique, face aux autres candidats du parti officiel (non déclaré, comme lui), qui mènent déjà une campagne discrète en vue de l'élection présidentielle de juillet 1994.

Les grandes manœuvres pour la succession du président Carlos Salinas, élu pour six ans en 1988, ont commencé au sein du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929. Malgré les engagements pris par les dirigeants en faveur de la démocratisation du système politique mexicain, tout indique que, conformément à la tradition, le chef de l'Etat choisira lui-même son successeur avant de le soumettre au suffrage universel. Le pouvoir, soigneusement distillé par les douches potentielles et leurs amis, porte sur cinq noms, dont quatre ministres : MM. Pedro Aspe (finances), Ernesto Zedillo (éducation), Luis Colosio (développement social) et Fernando Gutiérrez (intérieur).

Recul de trois des principaux polluants

Avec les deux premiers, M. Camacho est un des mieux placés. A quarante-six ans, il appartient à cette génération de techno-

crates formés aux Etats-Unis, comme M. Salinas avec lequel il entretient des relations amicales depuis les années d'université. Il est considéré comme un des principaux idéologues du « salinisme », c'est-à-dire la modernisation de l'économie et du PRI en vue de conserver le pouvoir. Il a plusieurs fois au feu — son talent de conciliateur en fait le principal interlocuteur de l'opposition — mais ses fonctions à la tête de la capitale l'ont conduit à s'intéresser à l'environnement. Couragusement, il a accepté le défi de rendre vivable une ville devenue incontrôlable ou, à tout le moins, d'éviter la catastrophe écologique qui guette les habitants de l'ancienne Tenochtitlan.

« Nous avons réussi, affirme-t-il, à réduire le niveau de trois des cinq principaux polluants, en particulier le plomb, qui était considéré comme un des principaux dangers. Nous l'avons fait en quatre ans alors que les Etats-Unis ont mis dix ans pour obtenir des résultats similaires. » Le bilan serait tout aussi satisfaisant pour le monoxyde de carbone et le soufre mais, reconnaît M. Camacho, « les particules en suspension, dues à l'industrie, et l'ozone constituent désormais les plus gros risques pour la population ».

Après avoir mobilisé les citoyens avec l'application, depuis 1990, d'un programme interdisant un jour par semaine, par rotation, la circulation des véhicules automobiles, les autorités ont entrepris de sensibiliser les industriels en leur proposant un plan de financement pour installer des équipements antipollution. Vaste programme, puisque plus de trente mille usines (80 % du parc industriel du pays et plus de 30 % du produit intérieur brut) sont concentrées dans la capitale, dont l'économie équivaut à celle du Portugal ou de l'Argentine. Avec une croissance annuelle de 5 %, Mexico, bordée par des volcans rendus invisibles par l'épaisse couche de smog, est située à 2 240 mètres d'altitude et doit vivre avec un niveau d'oxygène insuffisant

pour diluer les dangereux cocktails chimiques formés par les polluants, en particulier l'ozone, qui n'a rien à voir avec le célèbre couche du même nom — il s'agit d'un mélange créé par les gaz d'échappement et les rayons solaires, et provoque des brûlures aux muqueuses et des irritations oculaires.

Cabines à oxygène enlevées

« Il faut rendre compatible le maintien des emplois avec l'amélioration indispensable de l'environnement, soutient récemment le maire de la capitale devant le conseil du patronat local auquel il reprochait son manque de collaboration. Ce serait une énorme erreur de sacrifier des emplois mais ce serait tout aussi grave de laisser les choses en l'état car notre santé est en jeu. » Cette analyse est largement partagée par les groupes écologistes, de plus en plus nombreux et actifs mais agissant en ordre dispersé.

Le président du Mouvement écologique mexicain (MEM), Alfonso Cipres, reproche cependant aux autorités de ne pas avoir su convaincre les industriels et d'utiliser démagogiquement le thème de l'environnement à des fins électorales. Il dénonce la « corruption » des inspecteurs et des gardes chargés de vérifier les émissions toxiques. « La moitié des six cents garages agréés vendent la vignette autorisant la circulation des véhicules sans même vérifier le taux de monoxyde de carbone. Quant aux industriels, ils sont soumis au chantage des inspecteurs du gouvernement qui menacent de fermer leurs usines s'ils ne paient pas une forte contribution », affirme-t-il.

Ce Don Quichotte de l'écologie, qui se déplace avec toute une panoplie d'appareils électroniques, y compris un « renifleur » pour détecter les matières explosives dans les égouts, se dit « persécuté »

par les autorités. « On nous a même obligés à retirer les vingt-cinq cabines à oxygène que nous avions installées dans les rues de Mexico pour venir en aide aux personnes prises de malaises. On nous a dit que cela risquait de provoquer la panique dans la population. C'est sans doute aussi la raison pour laquelle le gouvernement refuse de reconnaître que trente mille enfants meurent chaque année de maladies respiratoires ou gastro-intestinales dues à la pollution », dit-il. Le MEM a soumis, en juillet, cinq mille enfants à des tests. Résultats : 82 % des enfants ont des problèmes respiratoires.

Alliance des écologistes et des entreprises

Tout en reconnaissant « les bonnes intentions de M. Camacho, qui a fait planter douze millions d'arbres », M. Cipres estime que seule l'alliance entre les écologistes et les chefs d'entreprise fera avancer les choses car elle permettra de contourner la bureaucratie. Une des principales organisations patronales, la CANACINTRA, est déjà affiliée au MEM et un millier d'entreprises participent au financement de ce groupe écologiste. Cette étonnante alliance devrait déboucher avant la fin de l'année sur la mise en place de senseurs sur les chemins d'usines pour mesurer les émissions polluantes. Cette opération est financée au départ par un don de 2 millions de dollars (environ 10 millions de francs) fournis par Electronic Data Systems (EDS), une filiale du constructeur automobile General Motors qui s'attaque, à son tour, au marché très prometteur de la lutte contre la pollution.

Le MEM souhaite étendre ce contrôle aux deux millions et demi de véhicules automobiles circulant dans la capitale, en fixant des capteurs aux pots d'échappement, comme EDS a commencé à le

faire, à titre expérimental, à Orlando (Etat-Uni). « Ces détecteurs transmettent immédiatement par satellite à un centre de données l'information sur les émissions de monoxyde de carbone ou d'autres polluants et permettent de repérer avec exactitude les contrevenants et de leur proposer des mesures pour corriger le problème », soutient M. Cipres.

« Le gouvernement, ajoute-t-il, affirme avoir réduit substantiellement la quantité de polluants à Mexico (4,4 millions de tonnes de fumées et de poussières en 1991 contre 6 millions en 1989). Nous croyons qu'il faut plutôt parler de près de 8 millions de tonnes pour l'année dernière. » Il attribue cette dégradation notamment à l'augmentation spectaculaire de la consommation d'essence au cours des douze dernières années (20 millions de litres par jour en 1992 contre 8 millions en 1980).

« Il est dommage, dit-il encore, que les effets positifs du plan de réduction de la circulation automobile aient été annulés par la très mauvaise qualité de l'essence fabriquée par PEMEX (le monopole d'Etat des produits pétroliers), le plus grand pollueur d'Amérique latine et le principal responsable des catastrophes survenues au cours des dernières années, la plus récente — mais sûrement pas la dernière — ayant fait plusieurs centaines de morts à Guadalajara en avril. » Voilà de quoi réveiller les multinationales du pétrole qui rêvent de profiter du nouveau traité de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada, pour revenir sur le marché mexicain, qu'elles ont dû abandonner à la fin des années 80.

La capitale s'affaisse

Confortablement installé dans son bureau « privé » du quartier de l'Observatoire, séparé du fracas de la circulation par un jardin ayant

survécu à la pollution (son bureau officiel est situé en plein cœur de Mexico), M. Camacho présente un bilan plutôt optimiste, même s'il reconnaît qu'il reste beaucoup à faire. « Nous avons réussi, dit-il, à ralentir le taux de croissance démographique de la capitale — 1,1 % par an, soit moins que le reste du pays — en supprimant les nombreuses subventions qui en faisaient un pôle d'attraction pour les autres régions où la vie était plus chère, notamment pour l'eau, l'électricité, le logement et le transport. Estimant qu'il s'agit d'une manipulation à des fins politiques, les écologistes contestent le chiffre officiel de 15,5 millions d'habitants pour la capitale et préfèrent retenir celui des Nations unies (18 millions d'habitants).

« La ville de Mexico est une aberration humaine, constate tristement l'écrivain Homero Aridjis, qui préside une organisation d'intellectuels pour la protection de l'écologie, le Groupe des cent. Cette ville, qui a été construite sur l'eau, comme Venise, se mourir faute d'eau. Le séisme de 1985 était un avertissement, l'absence d'eau dans le sous-sol ayant contribué à augmenter la violence des secousses. » Déjà, il faut aller chercher l'eau à des centaines de kilomètres et, en saison sèche, des centaines de milliers de familles n'en ont pas pendant des jours entiers.

Du fait de l'assèchement du sous-sol, Mexico s'enfonce chaque année de quelques centimètres, de manière irrégulière, ce qui a de graves effets dans les quartiers historiques et de plusieurs bâtiments coloniaux ont des allures de tour de Pise et sont condamnés à disparaître tôt ou tard, en particulier la cathédrale qui s'est enfoncée de 2,40 mètres et s'affaisse de plus en plus vite, au rythme de 7,4 centimètres par an. « Il faut s'attendre à tout, y compris à des scénarios apocalyptiques », affirme M. Aridjis, qui est plus particulièrement préoccupé par les effets de la pollution sur les enfants.

BERTRAND DE LA GRANGE

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ : six touristes allemands et deux Égyptiens blessés dans un attentat islamiste

Les professionnels du tourisme accusent le gouvernement de laxisme

Six touristes allemands et deux Égyptiens ont été blessés par balles dans un attentat perpétré, jeudi 12 novembre, en Haute-Egypte. Un des auteurs de l'agression a été appréhendé. Il fait partie, selon la police, d'un groupe extrémiste musulman.

LE CAIRE

de notre correspondant

Il était 10 heures, jeudi, lorsque trois minibus transportant des touristes allemands sont arrivés sur la place centrale de Qena, à 600 kilomètres au sud du Caire. Ils venaient de Louxor, à 70 kilomètres plus au sud, au terme d'une croisière sur le Nil, et se rendaient à Hourgada, au bord de la mer Rouge, afin d'y prendre l'avion pour l'Allemagne.

Selon la police, quatre hommes masqués et armés de fusils d'assaut de fabrication locale ont alors commencé à tirer sur un des bus. Six touristes ont été blessés, dont une femme gravement atteinte. Trois des agresseurs ont réussi à prendre la fuite. Des citoyens ont pu maîtriser le quatrième, un étudiant de dix-huit ans, originaire d'un village voisin, qui aurait avoué appartenir au Djamaa islamia (Groupements islamiques).

Dès le mois de septembre, ces Groupements islamiques avaient distribué des tracts aux agences de presse dans lesquels ils menaçaient de tuer des touristes si ces derniers se rendaient dans la province de Qena, où se situe Louxor, la Thèbes antique, point de passage obligé des visiteurs de la vallée du Nil.

L'attentat de Qena est la cinquième agression qui vise des touristes depuis le début du mois

d'octobre. Ces actes terroristes ont déjà fait un mort (une Britannique) et vingt-six blessés (deux Britanniques, trois Russes, six Allemands et quinze Égyptiens, dont dix coptes). Ce nouvel attentat a été commis moins de quarante-huit heures après l'arrestation de près de deux cents membres des Groupements islamiques, à Assiout, à 400 kilomètres au sud du Caire, et le mystérieux assassinat d'une des figures de proue des extrémistes musulmans de cette ville, à Mansout, à 350 kilomètres au sud du Caire.

Appel à l'armée ?

Pour le ministre du tourisme, M. Fouad Soliman, qui a condamné « la violence et l'agression criminelle », les auteurs de l'attentat « visent à porter atteinte à l'économie du pays et aux revenus des citoyens ». A son avis, « cette agression ne constitue pas une tendance générale et l'Égypte reste un exemple de sécurité et de stabilité où le taux de criminalité est extrêmement bas ». La presse officielle a, elle aussi, fait l'autruche, n'accordant qu'une vingtaine de lignes à l'événement, en bas de page.

Toutes ces tentatives pour minimiser la portée de l'agression sont loin de rassurer les professionnels du tourisme, qui ont accueilli la nouvelle comme une catastrophe. Des agents de voyage allemands viennent d'annuler un voyage d'inspection préalable à des réservations pour plusieurs groupes au mois de mai prochain.

Le fait que le dernier attentat ait visé des Allemands est d'autant plus grave que ceux-ci ont été, l'an dernier, les plus nombreux à visiter le pays des Pharaons (300 000

sur 3 millions). Pis encore, ces touristes viennent, pour la plupart, en avion charter, ce qui signifie que ces vols à la demande peuvent être annulés sur-le-champ. En outre, la plupart des Allemands font précisément le trajet Hourgada-Qena-Luxor et retour.

Les professionnels égyptiens du tourisme reprochent au gouvernement de ne pas être assez dur avec les intégristes. « Nous payons le prix de dix années de temporisation avec les islamistes, nous a déclaré le président d'une grande société de tourisme. Prudence et hésitation ne sont plus de mise aujourd'hui. La police a démontré qu'elle était incapable d'arrêter les agresseurs. Maintenant que la sécurité même de l'Etat est clairement en danger, il faut faire donner l'armée. »

Et de conclure : « Nous avons bien envoyé des « casques bleus » jusqu'à Sarajevo. La moindre des choses serait maintenant de les envoyer à Louxor. »

ALEXANDRE BUCCIANTI

□ Réunion des chefs de la diplomatie turc, iranien et syrien sur le Kurdistan d'Irak. — Les ministres des affaires étrangères de Turquie, d'Iran et de Syrie se réuniront pour la première fois, samedi 14 novembre, à Ankara, pour « examiner la situation en Irak du Nord ». Cette rencontre, qui devrait avoir lieu en l'absence de représentants de l'Irak, tant du gouvernement que de l'opposition, vise à mettre sur pied une politique commune contre toute tentative séparatiste du Kurdistan d'Irak et à dégager les moyens susceptibles d'assurer la sécurité dans cette région. — (AFP).

□ JORDANIE : amnistie générale. — Le roi Hussein a ordonné, jeudi

En dépit de plusieurs accrochages avec des combattants du Hezbollah

M. Rabin prédit une accalmie au Liban sud

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Trois morts, dont un sergent israélien, un combattant du Hezbollah libanais et un « casque bleu » népalais : au quatrième jour des mouvements militaires israéliens qui ont lieu sous l'œil des caméras de télévision dans le sud du Liban, c'est le bilan, somme toute modéré, des quelques accrochages qui ont eu pour théâtre, jeudi 12 novembre, les alentours de la « zone de sécurité » créée par l'Etat juif au-delà de la frontière de Galilée.

Curieusement, alors qu'il s'agit là des premières victimes du déploiement de forces opéré, depuis lundi, dans les deux camps, un léger vent d'optimisme se levait, vendredi matin, en Israël, la plupart des observateurs estimant que, sauf coup de théâtre, l'accrochage de fièvre des derniers jours était maintenant retombé.

Utilisant son artillerie et, selon les témoins, plusieurs hélicoptères d'attaque de type Apache, l'armée israélienne a attaqué, pendant quelques heures, les villages de Kafra et de Yarte, qui ont l'habitude d'être pris pour cible. Censées abriter ou soutenir ce que les officiers de Tsahal appellent des « bases terroristes du Hezbollah » pro-iranien, les deux localités chiites sont régulièrement pilon-

nées, depuis au moins deux ans, par la milice supplétive de l'Etat juif dans la région, l'Armée du Liban sud (ALS).

Selon des responsables des Nations unies, l'accrochage entre les « casques bleus » de la FINUL et un groupe de huit combattants du Hezbollah a eu lieu dans la même région. Lourdemment armés, les maquisards entendaient apparemment franchir le cordon des forces internationales pour pénétrer dans la « zone de sécurité ».

Les soldats népalais, comme c'est leur rôle, ont voulu s'interposer et se sont trouvés pris sous un tir nourri. L'un d'eux a été tué, et trois autres ont été blessés. Les « casques bleus » ont alors riposté, tuant l'un de leurs agresseurs. Le commandement de la FINUL a protesté auprès du gouvernement libanais. Et, de Beyrouth, les chefs du Hezbollah ont annoncé que les circonstances de cet accrochage, leurs combattants n'étant pas censés attaquer la force internationale de paix...

Message compris ?

Sortant de son mutisme des derniers jours, le premier ministre israélien a reconnu que les premiers tirs de roquettes opérés, lundi, par le Hezbollah sur des localités frontalières étaient « une riposte des intégristes à notre action en profondeur (la veille) dans la plaine de la Bekaa ».

L'Etat hébreu, « comme c'est son droit », a cependant affirmé M. Itzhak Rabin, n'a pas l'intention de renoncer à ce type d'action. L'essentiel, aux yeux des officiers supérieurs de Tsahal, est que le Hezbollah, s'étant abstenu de reprendre, mercredi et jeudi, ses tirs de roquettes sur la population civile, « a peut-être compris notre message ».

« Je pense, a ajouté le premier ministre à la radio nationale, que nous allons maintenant connaître une période de calme le long de la frontière israélo-libanaise. » Tous

les objectifs du spectaculaire déploiement de forces de ces derniers jours ont-ils alors été atteints ? Les renforts de deux mille hommes et de plusieurs dizaines de pièces d'artillerie qui ont été dépêchés dans la « zone de sécurité » s'apprêtent-ils à rentrer au pays, a-t-on demandé à M. Rabin ?

Le premier ministre, également titulaire du portefeuille de la défense, s'est refusé à répondre. « Parfois, a commenté le général Itzhak Mordechai, commandant en chef de la région nord, un bon déploiement de forces peut permettre d'éviter le recours à l'action militaire. »

PATRICE CLAUDE

□ Jérusalem accepte de participer aux négociations multilatérales sur les réfugiés. — Grâce à une médiation américaine et russe, la délégation israélienne est revenue, jeudi 12 novembre, à Ottawa, sur sa décision, prise la veille, de ne pas prendre part aux négociations multilatérales de paix au Proche-Orient sur le problème des réfugiés. Le refus israélien était lié à la présence, au sein de la délégation jordano-palestinienne, d'un membre de l'OLP. — (AFP).

□ L'OLP majoritaire à l'université cisjordanienne de Bir-Zeit. — Les partisans de l'OLP ont remporté la main, jeudi 12 novembre, la première élection étudiante depuis le début de l'intifada, à l'université de Bir-Zeit, la plus prestigieuse des territoires occupés. La « liste nationaliste » a obtenu neuf sièges sur vingt et six des sièges de la liste opposée. Cet établissement universitaire, dont sont issus la majorité des délégués palestiniens aux négociations de paix avec Israël, a été le premier à être fermé au début de l'intifada au mois de décembre 1987, et le dernier autorisé à rouvrir ses portes, le 20 avril dernier. — (AFP).

□ NIGÉRIA : annulation des élections à l'élection présidentielle. — Les candidats à l'élection présidentielle ont été annulés, jeudi 12 novembre, par la Cour suprême, qui a annulé les élections. Les candidats n'ont pas été autorisés à se présenter. — (AFP).

AFRIQUE

Le processus est « sérieusement »

Le processus de paix en Angola, selon le représentant de M. Marack Goulding, a été sérieusement compromis par les récentes tueries de 12 novembre. Le pays, qui a été envahi par les rebelles, est en train de perdre la confiance internationale.

Le processus de paix en Angola, selon le représentant de M. Marack Goulding, a été sérieusement compromis par les récentes tueries de 12 novembre. Le pays, qui a été envahi par les rebelles, est en train de perdre la confiance internationale.

Le processus de paix en Angola, selon le représentant de M. Marack Goulding, a été sérieusement compromis par les récentes tueries de 12 novembre. Le pays, qui a été envahi par les rebelles, est en train de perdre la confiance internationale.

Le processus de paix en Angola, selon le représentant de M. Marack Goulding, a été sérieusement compromis par les récentes tueries de 12 novembre. Le pays, qui a été envahi par les rebelles, est en train de perdre la confiance internationale.

Le processus de paix en Angola, selon le représentant de M. Marack Goulding, a été sérieusement compromis par les récentes tueries de 12 novembre. Le pays, qui a été envahi par les rebelles, est en train de perdre la confiance internationale.

Sept pêcheurs ont dans un village de

Sept pêcheurs ont été tués dans un village de pêcheurs. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles.

Sept pêcheurs ont été tués dans un village de pêcheurs. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles.

Sept pêcheurs ont été tués dans un village de pêcheurs. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles.

Sept pêcheurs ont été tués dans un village de pêcheurs. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles.

Sept pêcheurs ont été tués dans un village de pêcheurs. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles.

Sept pêcheurs ont été tués dans un village de pêcheurs. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles. Les pêcheurs ont été tués par des rebelles.

LES MAGASINS SONT OUVERTS LES 2 DIMANCHES

DIPLOMATIE

La visite de M. Andreï Kozyrev à Paris

La France et la Russie renforcent leur coopération

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et son homologue russe, M. Andreï Kozyrev, ont signé, jeudi 12 novembre à Paris, un accord de coopération en matière de destruction des armes nucléaires (le *« Ce sont des accords importants »*). Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souligné que ces accords, conclus « en application des accords sur l'élimination, dans des conditions de sécurité majeure, de l'arme nucléaire en Russie », la France avait proposé à Moscou son aide dans ce domaine, et plusieurs missions d'experts français, conduites par l'ancien secrétaire d'Etat à la Défense, M. Gérard Renon, ont travaillé en Russie depuis un an sur cette question.

M. Kozyrev, qui a rencontré dans l'après-midi le président de la République, M. François Mitterrand, a également conclu une série d'accords concernant le fonctionnement des centres culturels dans les deux pays, ainsi que sur les archives françaises que la Russie détient aujourd'hui (lire ci-dessous). Cela va donner une impulsion nouvelle et essentielle à la coopération.

entre les deux pays, a souligné M. Dumas à propos de ces accords bilatéraux.

Le contentieux concernant le remboursement des fameux emprunts russes a également été examiné. Il sera traité durant la visite que doit faire à Moscou, les 16 et 17 novembre, le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin. En outre, les deux ministres ont décidé de prendre l'initiative de proposer à leurs partenaires de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) la mise en place de dispositions concernant « la défense des droits de l'homme et la poursuite des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ». Le ministre russe a précisé à ce propos qu'il s'agissait, notamment, d'« entreprendre des démarches et des mesures communes pour la protection des droits de l'homme contre les manifestations de nationalisme agressif ». « Vous pouvez comprendre, a-t-il souligné, combien il est important pour la Russie de résoudre ce problème, surtout dans le contexte politique actuel ».

Moscou accepte de restituer 20 tonnes de documents des deuxièmes bureaux

La Russie a accepté de restituer à la France des archives secrètes des deuxièmes bureaux prises par les nazis et récupérées ensuite par l'ex-armée soviétique. Ce faisant, elle met fin à un contentieux qui durait depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Selon le colonel Paul Palliole (le Monde du 22 novembre 1991 et du 13 février 1992), qui fut l'un des chefs des services spéciaux de la France avant et pendant la dernière guerre en Europe, il s'agit de quelque 20 tonnes de documents répartis en deux cents caisses et émanant des deuxièmes bureaux chargés, dans les états-majors, du renseignement.

Ces archives comprendraient notamment un fichier de 15 000 à 20 000 noms de Français et d'étrangers ayant, à des titres divers, intéressé la sécurité du pays, des dossiers de personnes suspectées d'espionnage, de sabotage ou de propagande pro-nazie avant 1940 et des études diverses rédigées par les services spéciaux. A ces documents provenant des deuxièmes bureaux du ministère de la guerre, qui formaient l'essentiel des pièces dérobées par les nazis, il faut ajouter quelque 300 000 fiches et dossiers de la sûreté générale de l'époque, c'est-à-dire de la police et du contre-espionnage.

Un intérêt « opérationnel »

Pour ce qui concerne les documents des deuxièmes bureaux, les services spéciaux du futur colonel Palliole les avaient évacués de Paris dès 1939. Après diverses péripéties, ils avaient été entreposés à Lédénon (Gard) à partir d'octobre 1942, puis saisis par la Gestapo en juin 1943 à la suite de la trahison d'un sous-officier français qui connaissait les agents chargés de les protéger. Un mois plus tard, les caisses étaient transportées sous bonne escorte dans un camp de SS à Herdieschko, en Tchecoslovaquie, où, après la déboute allemande, elles ont été récupérées par l'armée rouge.

Dès la fin de la guerre, les Français ont réclamé, à plusieurs reprises, que ces archives leur soient rendues. En vain. En 1955, notamment, Maurice

Dejean, alors ambassadeur à Moscou, essaya un refus. Les autorités soviétiques entendaient se servir de ces documents – ainsi que de nombreux autres ramassés d'Allemagne à la fin de la guerre – pour recruter et, au besoin, exercer un chantage sur des « correspondants » étrangers de leurs services secrets en menaçant de révéler leur passé à leur gouvernement. Comme l'a indiqué jeudi M. Patricia Kennedy-Grimsen, professeur à Harvard, qui tenait à Paris une conférence sur le thème « Piliers et contre-piliers d'archives pendant la seconde guerre mondiale », le Kremlin avait décidé très tôt que ces archives avaient un intérêt « opérationnel ». Dès le 6 juillet 1945, Beria, alors chef des polices, avait ordonné à l'unité ukrainienne qui les détenait d'envoyer le tout à Moscou.

Les services occidentaux, américains ou français en particulier, ont pratiqué la même méthode à l'égard d'Allemands au passé nazi et incité, sous la menace d'un emprisonnement, à les aider à pénétrer les réseaux communistes en URSS et dans les pays est-européens. C'est à la fin de l'an dernier que le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, a entamé des démarches pour rapatrier en France les dossiers des deuxièmes bureaux. Le comité des archives de la Russie a toutefois demandé que des techniciens français l'aident à microfilmer tout ou partie des documents susceptibles, à demi-siècle après, de concerner la sécurité du nouvel Etat. C'est sur ce point que les négociations ont été trainées pendant de nombreux mois. Reste à savoir quand ces archives seront restituées et surtout quand elles seront ouvertes au public, en France comme en Russie.

JACQUES ISNARD et MICHEL TATU

La Russie sur Minitel. – Le revue mensuelle *Echos de Russie* vient de lancer en France sur Minitel un service d'informations, générales (politiques, économiques, etc.), et pratiques sur la Russie et les républiques issues de l'ex-URSS (3615-Russie).

EUROPE

La situation en Bosnie-Herzégovine

Un débat public s'est ouvert au Conseil de sécurité à la demande des pays islamiques

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Le premier débat public sur le sort de la population musulmane de la Bosnie-Herzégovine s'est ouvert, vendredi 13 novembre, au Conseil de sécurité des Nations unies. En dépit d'une longue réticence des pays membres du Conseil, il est organisé à la demande insistante des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Plus de soixante orateurs sont inscrits mais aucun projet de résolution visant à atténuer la détresse de la population civile n'est envisagé.

L'idée du groupe islamique et du gouvernement bosniaque de réclamer la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie n'a pas été formellement présentée au conseil. Une idée pourtant jugée « raisonnable » par le président du conseil, M. Bill Clinton, mais qui selon les Européens n'a pas « l'ombre d'une chance ». Eux-mêmes impuissants face au drame qui se déroule en Bosnie-Herzégovine, les Occidentaux membres du conseil se disent « surpris » de « l'absence totale » d'une diplomatie active et « cohérente » des pays islamiques en faveur des musulmans de la Bosnie. « La résignation des pays islamiques est tout de même très surprenante », expliquent des diplomates à New-York. Ils rappellent

que la résolution 770 du 13 août 1992, adoptée sous le chapitre VII de la Charte, autorisant dans l'utilisation de la force, « exhorte » les Etats à prendre à « titre national ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, toutes les mesures nécessaires » pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Cette résolution n'a jamais été appliquée. Et ajoute un ambassadeur arabe : « Aucun pays musulman n'est prêt à prendre l'initiative d'une telle opération ».

« Il est vrai, explique-t-on encore, qu'il faut éviter de présenter la guerre en Bosnie sous l'angle islamique, mais une assistance massive du monde arabe allégerait un peu la peine des familles réfugiées ». Rebuté de Sarajevo la semaine dernière, un fonctionnaire estime que la ville cédera aux pressions serbes « avant Noël ». « Il faudra alors créer des camps pour les musulmans victimes du nettoyage ethnique ».

Le seul aspect intéressant de la réunion publique du Conseil sur la Bosnie-Herzégovine devrait être l'intervention, fort contestée par la Chine, de M. Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour l'ex-Yugoslavie. Connue et appréciée pour sa lucidité face à sa tâche, M. Mazowiecki a, à plusieurs reprises, parlé de « extermination de la population musul-

mane » par les Serbes. Le président du HCR, M. Ogata, ainsi que les deux co-présidents de la conférence internationale sur la Yougoslavie, MM. Vance et Owen, prendront également la parole.

La réunion qui se prolongera jusqu'au début de la semaine prochaine, se terminera avec l'adoption d'un texte visant à renforcer les sanctions économiques à l'encontre de la Serbie. Cette résolution devrait notamment interdire le transbordement de produits pétroliers ou chimiques, de métaux, de véhicules et de moteurs dans la République de Yougoslavie (RFY). Elle doit également autoriser les Etats à arrêter des navires pour vérifier leur cargaison et leur destination. Le texte attire particulièrement l'attention des Etats riverains du Danube sur leurs « responsabilités ». Des « points de contrôle » aux frontières de la Bosnie-Herzégovine seront établis.

Un amendement autrichien visant à créer des « zones de sécurité » à l'intérieur de la Bosnie protégées par la FORPRONU pour recueillir des réfugiés a été rejeté par la délégation américaine. Washington estime que l'établissement de telles zones « revient à la création de ghettos » pour les victimes de la purification ethnique.

AFSANE BASIR POUR

RUSSIE : la crise du Caucase

La tension monte aux frontières de la Tchétchénie

Le président tchétchène, Djokhar Douaïev, a appelé, jeudi 12 novembre, ses concitoyens à « expulser par la force les troupes russes de la République », lors d'une intervention à la télévision locale. Les troupes russes étaient en effet déployées à la frontière – contestée – entre la Tchétchénie (qui s'est auto-proclamée indépendante) et l'Ingouchie (membre de la Fédération de Russie), après être entrées, mardi, dans cette dernière République, soumise à l'état d'urgence après des affrontements qui se sont produits plus à l'ouest entre

Ingouches et Osètes. En vertu d'un accord conclu, mercredi, sur un tracé de la frontière contestée, les troupes russes devaient opérer un retrait, mais elle ne l'ont finalement pas fait, en raison d'une « concentration de forces et de blindés tchétchènes » dans cette zone, a annoncé, jeudi, le gouvernement russe. M. Douaïev, a qualifié cette suspension de « perfidie » en dénonçant « l'agression de la Russie contre l'Etat tchétchène souverain ». Alors que des accrochages se poursuivaient en Osétie du Nord – où l'on compte des centaines de

morts depuis deux semaines, notamment parmi les Ingouches que les Osètes veulent expulser, – M. Sergueï Chakhaï, jeune juriste nommé par le président Eltsine administrateur de l'état d'urgence, est arrivé, jeudi, dans la région. Il doit notamment régler la question quasi insoluble des milliers de réfugiés, ingouches chassés d'Osétie, avec des « passeports de coordination » émis sur tout le Caucase du nord à l'ouest de la Tchétchénie et, au nord, sur les régions de Krasnodar, Stavropol et Rostov (sur le Don). – (AFP)

GRANDE-BRETAGNE

M. John Major rejette toute responsabilité dans l'« Irakgate »

Sonné d'éclaircir son rôle dans le scandale de la livraison d'armes à l'Irak (le Monde des 12 et 13 novembre), le premier ministre britannique a choisi, jeudi 12 novembre, de faire porter la responsabilité sur l'ancien ministre du commerce, M. Alan Clark. M. Major a affirmé aux Communes n'avoir jamais menti aux députés, « dans la limite de ce je savais ». L'opposition estime que l'ancien chancelier de l'Echiquier du cabinet de M. Thatcher, à l'époque des faits, à la fin des années 80, devait connaître les décisions qui visaient l'embargo en vigueur contre Bagdad. Des documents rendus publics lors du procès de trois industriels cette semaine vont dans ce sens. Par ailleurs, *The Independent* rapporte que des inspecteurs des Nations unies ont découvert en Irak des machines de Matrix Churchill permettant de produire de l'uranium enrichi nécessaire à la fabrication d'armes atomiques. Le *Financial Times* affirme que, selon un rapport de la CIA, les autorités américaines ont secrètement accordé l'immunité au directeur de Matrix Churchill, M. Paul Henderson, en échange de renseignements. – (AFP, Reuters)

Visite de la princesse de Galles en France

La princesse de Galles, épouse du prince Charles, était attendue, vendredi 13 novembre, à Paris pour une visite de quatre jours en France. Elle devait se rendre notamment, au cours de la première journée, au Centre d'information et de documentation sur le sida au Quartier latin, puis être reçue à l'Elysée par M. Danielle Mitterrand. Dimanche matin, elle s'envolera pour Lille où elle sera l'hôte à déjeuner de M. Pierre Mauroy. L'objet de sa visite est en effet, d'abord, d'encourager le Festival des arts de Lille, qui a choisi pour thème cette année la Grande-Bretagne et le Commonwealth.

Un décret de M. Boris Eltsine

Les fermiers privés peuvent se défendre avec leurs fusils de chasse

Pour se défendre contre les « racketteurs » et contre « ceux qui tentent encore d'introduire la propriété privée dans le pays », le président russe Boris Eltsine a émis un nouveau décret : les fermiers privés sont désormais autorisés à « acheter et utiliser des fusils de chasse pour protéger leur vie et leur propriété », a rapporté l'ITAR-TASS.

L'agence souligne que ce droit est octroyé « pour la première fois depuis soixante-

quinze ans ». Selon le service de presse présidentielle, aux termes d'un autre oukaze « sur les mesures spéciales d'autodéfense », M. Eltsine a également autorisé, en raison de la criminalité montante, tous les Russes à posséder des « pistolets à gaz » et autres engins lacrymogènes.

Les premiers doivent être déclarés à la police, mais pas les seconds, a précisé l'agence. – (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

LIBAN

Le gouvernement de M. Hariri a obtenu la confiance du Parlement

Le gouvernement de M. Rafic Hariri a obtenu, jeudi 12 novembre, la confiance de 104 des 128 députés de la Chambre. Neuf membres du Parlement dont un ministre, M. Soléiman Frangie junior, étaient absents lors du vote. Bien que le premier ministre ait expressément fait mention de son soutien à la population libanaise du sud, et que Bekaï ouest pour qu'elle continue à tenir bon face à l'occupant israélien, les deux ailes – sunnites et chiites – des intégristes musulmans lui ont reproché de ne pas accorder la priorité absolue à la situation le long de la frontière israélienne.

Ce n'est pas le seul grief des islamistes, qui ont aussi reproché au nouveau gouvernement de n'avoir pas évoqué la « déconfectionnalisation » du système politique et de vouloir procéder à des privatisations du secteur public. Néanmoins, le soutien de la Syrie va permettre à M. Hariri de passer outre à cette opposition intégriste et de se mettre à l'œuvre avec pour premier objectif la relance de l'économie. – (Corresp.)

SOMALIE

Un convoi d'aide alimentaire attaqué près de Baidoa

Un convoi de trente-quatre camions, chargés de 350 tonnes de blé destinées aux victimes de la famine, a été attaqué par une bande d'hommes armés, mercredi 11 novembre, à la périphérie de la ville de Baidoa, à quelque 250 kilomètres au nord-est de Mogadiscio. Quatre gdes somaliens qui escortaient le convoi ont été tués et cinq autres blessés, a indiqué, jeudi, un porte-parole de l'organisation américaine CARE.

Dans la capitale même, où 500 soldats des Nations unies se sont déployés, cette semaine, sur le principal aéroport pour protéger les livraisons de secours, les vols et les pillages continuent et plusieurs employés d'organisations humanitaires ont reçu des menaces de mort. « La situation se dégrade tous les jours et nous sommes de plus en plus inquiets pour notre sécurité », a confirmé l'un d'eux, sous couvert d'anonymat. – (AFP)

TURQUIE

Amnesty International affirme que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses

Dans un communiqué publié jeudi 12 novembre, Amnesty International affirme que les autorités turques « ont beaucoup parlé, mais qu'elles n'ont pas fait grand-chose » pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. Des cas de tortures et d'assassinats politiques ont été rapportés à l'organisation, mettant en cause le comportement des forces de sécurité opérant notamment dans le sud-est du pays contre les rebelles kurdes du PKK. « En 1992, au moins cent chrétiens arméniens ont trouvé la mort après que des membres des forces de sécurité aient ouvert le feu sur des manifestants non violents ou tiré à l'aveuglette dans des quartiers résidentiels », précise le communiqué.

Amnesty International signale par ailleurs que « la torture, répandue en Turquie depuis plus de dix ans, continue à être infligée quotidiennement dans les postes de police de toutes les régions du pays (...). Les propositions de réformes émanant du gouvernement turc ne prévoient pas une réduction suffisante de la durée de la garde à vue pour protéger les détenus ».

Le Monde des **DEBATS** et Mondes

VICHY A-T-IL EXISTÉ ?

Difficile de mettre quatre ans d'histoire entre parenthèses

Le point de vue de Dominique ROUSSEAU, juriste.

مكتبة ابن خلدون

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

La nouvelle diplomatie de Bonn

L'Allemagne, géant entravé

Comment réoccuper dans le monde une place digne d'une grande puissance économique sans réveiller les vieux démons de l'hégémonie et les craintes des voisins ?

EN avril 1992, Hans Dietrich Genscher s'était, comme à son habitude, fort bien tiré du délicat exercice consistant à s'occuper de la scène internationale qu'il avait marquée pendant dix-sept ans, de sa massive présence.

« Il est préférable de partir un jour trop tôt qu'un jour trop tard », expliquait-il à ceux qui s'étonnaient de sa démission inattendue, que ne justifiait aucune crise politique intérieure, ni une dégradation de son état de santé. Paré des lauriers que lui a valu la gestion des aspects extérieurs de l'unification allemande et du rétablissement de la souveraineté du pays, Hans Dietrich Genscher avait très vite compris que la suite des événements risquait de ternir l'image qu'il souhaitait laisser à la postérité. L'exemple du chancelier Kohl, souverain dans sa marche au pas de charge vers l'unité, puis emporté dans les difficultés de l'intégration économique et psychologique de l'ex-RDA, a bien évidemment pesé sur son choix.

Nouveau géant politique, adoubé dès 1989 au rang de « partenaire dans la direction des affaires du monde » par le président George Bush, l'Allemagne arrivait sur la scène internationale avec de grandes ambitions, certes, mais avec des habits un peu trop étroits. « Nous voulons pratiquer la politique du bon exemple », affirmait Hans Dietrich Genscher dans l'enthousiasme de l'unification. Cette aspiration au prix d'excellence des nations valait pour la construction européenne, la

préservation et la consolidation du lien transatlantique avec les États-Unis, le soutien matériel aux pays libérés du communisme, la défense des droits de l'homme dans le monde entier. Dans tous ces domaines, la République fédérale avait montré qu'elle était capable de jouer un rôle moteur. Les initiatives d'Helmut Kohl et de François Mitterrand avaient mis fin à l'« euro-sclérose » et enclenché le processus devant conduire à Maastricht. Les relations avec Washington étaient sereines et l'appui matériel fourni par Bonn à l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, puis à la Russie de Boris Eltsine, avait contribué à éviter le pire dans cet empire en décomposition.

De Koweït à Zagreb

Deux événements allaient montrer que Bonn n'avait pas en main tous les instruments lui permettant de jouer le rôle éminent auquel les dirigeants allemands aspiraient : la guerre du Golfe et le déclenchement de la crise yougoslave.

Lorsque que la communauté internationale, sous l'égide de l'ONU, décide de s'opposer militairement à l'annexion du Koweït par Saddam Hussein, Helmut Kohl et Hans Dietrich Genscher, tout en affirmant la solidarité totale de l'Allemagne avec Washington et ses alliés, font valoir que leur pays n'est pas juridiquement en mesure de se joindre à la coalition. La Constitution de la République fédérale — ou l'interprétation qui en est donnée depuis des années — en est



M. Klaus Kinkel, ministre des affaires étrangères, en compagnie du premier ministre chinois, M. Li Peng.

en effet l'engagement de la Bundeswehr hors de la zone couverte par l'OTAN. L'Allemagne assurera donc un soutien logistique à l'opération « Tempête du désert » sans assurer une présence physique sur le terrain. Son poids dans la conduite de la guerre était négligeable, même si les sommes engagées étaient considérables. Aujourd'hui, le nouveau ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel reconnaît

l'ampleur de ce handicap : « Lorsqu'un incendie se déclare, il ne suffit pas de payer les tuyaux des pompiers. On doit aussi contribuer à éteindre l'incendie. Mettez-vous à l'œuvre ! » dit-il. Mais, en tant que ministre des affaires étrangères allemand, et vous voyez quelles limitations me sont imposées par notre Constitution dans nombre de situations... », se lamentait-il dans un entretien au Spiegel.

La crise yougoslave est une autre illustration des entraves que l'histoire a léguées à l'Allemagne. Poursuivie par une opinion publique entièrement acquise à la cause des Slovènes et des Croates au nom de ce droit des peuples à l'autodétermination qui avait été réclamé et obtenu par l'ex-RDA, l'Allemagne et ses dirigeants se sont placés dès le début de l'été 1991 à la pointe du mouvement de reconnaissance des

nouveaux États de l'ex-Yougoslavie. L'embrasement de ce pays a contraint la communauté internationale à intervenir en envoyant des « casques bleus » à Sarajevo et en soumettant la Serbie à un blocus économique.

Une fois de plus, l'Allemagne est absente physiquement de cet engagement, toujours bloquée par son incapacité constitutionnelle à se joindre à des actions militaires « out of area ». Bonn aura beau se prévaloir d'avoir accueilli sur son sol plus de réfugiés de l'ex-Yougoslavie que tout autre pays européen, on lui tiendra rigueur d'avoir mis la charme devant les bœufs et d'avoir sous-estimé les conséquences dramatiques d'un éclatement de la Yougoslavie pour les minorités vivant dans les nouveaux États.

Lorsqu'il s'installe à l'Auswärtiges Amt le 17 mai 1992, Klaus Kinkel est confronté à ces problèmes que Hans Dietrich Genscher lui a légués en l'état, auxquels viennent s'ajouter d'autres sources d'ennuis liées, de près ou de loin, aux difficultés de l'intégration de l'ex-RDA dans l'ensemble allemand. Klaus Kinkel, qui s'est toujours vanté d'être un « pacifiste né », prononce un vibrant plaidoyer pour une réforme de la Constitution permettant à la Bundeswehr de participer à des opérations internationales du type de la guerre du Golfe ou de la protection de Sarajevo.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 8

Maastricht, sans enthousiasme

Le sacrifice du deutschemark au profit de la monnaie unique n'est pas compensé par l'hypothétique indépendance de la future banque centrale européenne

BERLIN

de notre envoyé spécial

EN privé, certains responsables allemands confessaient sans fard qu'ils avaient un référendum sur le traité de Maastricht en Allemagne, l'issue serait plus qu'incertaine. Le vent d'euro-scepticisme qui souffle depuis plusieurs mois sur les douze pays de la Communauté européenne n'a pas épargné un pays aux prises avec une réunification dont le coût social, économique et psychologique est bien plus lourd que prévu à l'origine.

A l'évidence, le traité de Maastricht subit les contre-effets des inquiétudes allemandes face aux défis de l'unification. « Peut-on à la fois payer pour l'Europe et la réunification ? », se demande l'homme de la rue pour qui la construction européenne est loin d'être de soi. Un aspect du traité sur l'Union européenne polarise son attention et cristallise ses inquiétudes : le deutschemark, seul symbole fort de la puissance allemande, ciment à prise rapide — espère-t-on — de l'unification, va être sacrifié à terme sur l'autel de la monnaie unique.

Même s'il est assuré d'une large majorité parlementaire pour la ratification (sans doute en décembre), le chancelier Kohl sait qu'il doit gagner à la cause de l'Union européenne une opinion publique déboussolée, sceptique, voire instinctivement hostile. Il a donc placé cette bataille sous la bannière de la subsidiarité et, non sans une bonne dose de démagogie, sous celle de la dénonciation de la « furie réglementaire » qui régnerait à Bruxelles. Depuis plusieurs mois, il s'efforce à lancer en direction de son opinion publique, et des dirigeants des Länder, des messages d'apaisement et de promotion du traité de Maastricht. « Nous n'avons pas posé avec Maastricht la pierre angulaire d'un super-Etat européen qui nivelerait tout en gommant les différences (...). Au contraire, nous nous sommes engagés dans une Europe construite sur le principe d'une unité dans la diversité », a-t-il rappelé, il y a quelques

jours, dans *The European*. M. Joachim Bitterlich, conseiller de M. Kohl pour les affaires européennes, insiste, pour sa part, sur le fait que Maastricht « n'est pas une révolution, n'invente pas la roue, mais complète ce qui existe et rattrape les retards ». Dans la passe difficile actuelle, le gouvernement Kohl éprouve également le besoin de mieux faire comprendre la sensibilité allemande aux opinions des autres partenaires.

Faire face au défi de la réunification

C'est dans cet esprit que l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral a organisé à la fin octobre, à Berlin, dans les locaux du Reichstag, un séminaire international consacré au traité de Maastricht. « *Pièce maîtresse du processus d'intégration européenne* », réunissant des diplomates (parmi lesquels M. Bitterlich), des politiciens, des professeurs d'université et des journalistes de plusieurs pays européens. Le Mouvement européen a, quant à lui, tenu un séminaire franco-allemand, quelques jours plus tard, à Potsdam, afin de procéder à une « radiographie » des rapports entre les deux pays dans cette période marquée, comme l'ont souligné plusieurs intervenants, par un « retour des vieux démons du nationalisme après la disparition du Grand Satan communiste ».

La rencontre de Berlin a permis de dégager deux tendances lourdes en Allemagne. La première confirme que, contrairement aux analyses faites dans la foulée de la réunification, l'Allemagne ne se détourne pas de la CEE pour jouer sa partie en solo avec la Mitteleuropa. La seconde traduit de vives inquiétudes quant à la capacité réelle de la future banque centrale européenne de mener sa politique en toute indépendance.

Le gouvernement allemand affiche fermement sa volonté de s'arrimer solidement à la construction européenne, définie à Maastricht, pour faire face au défi historique d'une réunification grosse de nombreux dangers : montée de

la xénophobie, inflation, difficultés dans la privatisation des anciennes entreprises de l'Est, réactions anti-allemandes en Europe à cause de la politique des taux d'intérêt de la Bundesbank, etc. Dans ce contexte, l'abandon annoncé du mark suscite de vifs débats. Sa fusion dans une monnaie unique fait frémir plus d'un Allemand. Ce processus « douloureux » n'a été accepté que parce que, « à la longue, l'Allemagne ne peut se réclamer d'un monopole de décision en matière monétaire. L'objectif suprême étant la stabilité des prix, nous savons aujourd'hui que ce n'est plus réalisable à l'échelle nationale. On ne peut maintenir un flot allemand en matière monétaire dans la mer européenne », a souligné le professeur Hans-Peter Frölich, de l'Institut d'économie de Cologne.

Ce sacrifice n'a donc été consenti par le gouvernement allemand que dans la mesure où le système mis en place à Maastricht, avec une future banque centrale européenne calquée sur le modèle de la Bundesbank, lui apparaît comme le seul garant efficace contre des poussées inflationnistes dont la vision reste profondément traumatisante outre-Rhin. Cette indépendance est jugée fondamentale car elle protégerait les pays européens des tentations peu vertueuses d'hommes politiques adeptes des relances économiques par la planche à billets.

La proie pour l'ombre

Pourtant, cette garantie offerte par Maastricht ne rassure pas tout le monde. Le professeur Rolf Caesar, de l'université de Hohenheim, a exprimé, à Berlin un scepticisme et des craintes partagés par d'autres économistes allemands (soixante d'entre eux ont publié un manifeste anti-Maastricht). S'il est contre l'union économique et monétaire de Maastricht, il ne s'en affirme pas moins européen, et peut-être même « meilleur européen » que ceux qui approuvent le traité. Son argumentation est simple : « On ne peut prendre le risque de lancer aujourd'hui une telle entreprise, qui comporte de grands risques, pour voir

simplement si cela peut marcher. » Pour lui, il est faux de dire qu'un « marché unique » doit correspondre à une « monnaie unique ». En outre, le risque majeur de l'inflation ne lui semble en rien conjuré par la future monnaie unique. Bref, M. Caesar ne veut pas lâcher la proie du mark pour l'ombre d'un écu unitaire incertain. Aussi souhaite-t-il que le Bundestag et le Bundesrat puissent émettre un vote lors du passage à la monnaie unique (en 1997 ou 1999), ce que d'ailleurs le chancelier Kohl a promis.

A cette analyse économique sur les limites du traité s'ajoute la conviction que la banque centrale européenne ne jouira peut-être pas de toute l'indépendance nécessaire. De ce point de vue, les déclarations faites par François Mitterrand, le 3 septembre sur TF1, avant le référendum, à propos des pouvoirs de la future banque centrale — composée selon lui de « techniciens » aux ordres des politiques — ont créé en Allemagne un émoi profond. Le président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger, a exprimé publiquement, le 5 novembre, son désaccord avec l'interprétation du traité faite par le président français dans le contexte de la campagne référendaire. « Le traité est ce qu'il est, et il n'appartient ni aux uns ni aux autres de le tirer dans un sens. L'indépendance de la banque centrale européenne (BCE) est inscrite dans le traité, même si le politique conserve des compétences en matière de fixation des taux de change et de la définition des politiques économiques », a tenu à souligner, à Potsdam, Jean François-Poncet, président de la branche française du Mouvement européen.

Le député centriste français Edmond Alphandery a, pour sa part, surpris son auditoire en proposant une accélération du processus d'union monétaire jouant sur le « noyau dur » du SME (France, Allemagne et Benelux) en anticipant la création de l'institut monétaire européen (IME). La dernière tempête monétaire de septembre a montré que sans un solide ancrage collectif au cœur du SME, le risque de dislocation était considérable.

« Il faut donc faire vite ! », estime le vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, M. Dagmar Roth-Behrendt, député allemand au Parlement européen, a exprimé ses réserves vis-à-vis d'une telle initiative. Elle a mis plutôt l'accent sur la nécessité de développer une pédagogie pour mieux expliquer aux Allemands les avantages de la monnaie unique par rapport au mark.

La rencontre de Potsdam a également permis aux participants de rappeler avec force à quel point la

coopération franco-allemande ne peut se relâcher dans la phase de turbulences actuelle. Jean François-Poncet s'est dit convaincu que, dans une période caractérisée par une forte « crise institutionnelle et culturelle », les relations franco-allemandes « sont en train de trouver une nouvelle actualité » : « C'est le devoir de la France et de l'Allemagne, qui se sont tant déchirées dans le passé, de montrer le chemin de l'unité », a-t-il lancé devant un auditoire depuis longtemps acquis à cette certitude.

PIERRE SERVENT

**LE PORTUGAL
A PARTIR DE
1570F* A-R**

**Quand les prix atterrissent,
les clients décollent.**

*Tarif valable au départ de Bordeaux et Toulouse, à partir de 1900 FR au départ de Paris, Lyon, Marseille et Nice, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Renseignez-vous auprès de Tap Air Portugal ou de votre agent de voyages.

2P AIR PORTUGAL
chaque jour d'avantage

ESPACE EUROPEEN

REVUE
DE PRESSE

Ici
et ailleurs

L'Allemagne aux prises avec elle-même et avec ses voisins. Les mêmes thèmes ressortent de la lecture de la presse. La manifestation de dimanche dernier à Berlin et l'incapacité des forces de l'ordre à protéger les plus hauts personnalités de l'Etat des exactions de quelques trouble-fête ont été largement commentées (le Monde du 10 novembre).

Elle a eu une suite regrettable, que Die Welt qualifie d'*"affront pour tout le monde"*: la station de télévision qui couvre l'ancienne Allemagne de l'Est a retiré une invitation faite à Ignaz Bubis, porte-parole des juifs allemands, de participer à une émission le 11 janvier, sous prétexte qu'il n'aurait pas de liens suffisants avec l'ex-RDA.

L'autre sujet, c'est le procès Honecker, « cette course contre la mort », dit Der Spiegel en faisant allusion au cancer du vieux chef communiste. « Il s'agit d'une simple question de droit », écrit la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Est-ce qu'une loi sur les frontières qui a provoqué la mort de deux cents personnes est couverte par le droit de l'ancienne RDA, ou bien doit-elle être soumise à des normes de rang beaucoup plus élevé, que la RDA elle-même avait au moins formellement reconnues ?

La réurgence
des archaïsmes

L'Allemagne est encore aux prises avec son passé. Mais elle n'est pas toute seule à devoir lutter contre la réurgence des archaïsmes. « Les raisons originelles qui ont donné naissance à l'idée d'Europe », explique la Stampa de Turin, « étaient essentiellement pratiques, économiques. Aujourd'hui qui se propage le racisme, le provincialisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'anti-européisme, l'idée d'Europe devrait être avant tout éthique et dans un certain sens prophylactique. Ou Sarajevo ou Maasticht. Le choix, le choix vrai et sain, si l'on regarde les choses en profondeur, est là ».

L'Europe, justement, elle ne se porte pas très bien. Le GATT, la ratification de Maasticht, lui donnent quelques soucis. Lors de sa rencontre avec John Major, mercredi, le chancelier Kohl lui a fait valoir tous les inconvénients qu'il y aura à repousser le débat sur le traité, mais, sur le premier point, « le premier ministre britannique a enregistré avec soulagement que les Allemands ne sont encore dans le même bateau », conclut la Süddeutsche Zeitung.

De la coopération franco-allemande, parlons-en, relève l'éditorialiste de la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Paris et Bonn préparent un texte sur les missions du corps d'armée franco-allemand.

« En ce qui concerne le dialogue franco-allemand sur la sécurité et la défense, les ambiguïtés liées à l'euro-corps renvoient à un problème plus profond, écrit le quotidien de Francfort (...). Il n'y a pas de « conception commune ». Politiquement, la plupart des questions restent dans le vago, les militaires s'occupent de l'intendance et entre les deux il y a un énorme fossé. Sans doute peut-on ainsi créer des symboles, mais aussi des malentendus. »

L'Allemagne,
géant entravé

Suite de la page 7

Même si, dans ce cas précis, il affirme que le passé de l'Allemagne interdirait à son armée de revenir sur les lieux des sinistres exploités de la Wehrmacht. L'opposition du Parti social-démocrate à une telle réforme, dont l'assentiment est nécessaire pour l'obtention de la majorité des trois cinquièmes au Bundestag, le paralyse. Le SPD est disposé à accepter la participation de la Bundeswehr aux opérations humanitaires des « casques bleus », mais refuse, avec une bonne partie de l'opinion publique, que les soldats allemands tirent un seul coup de feu hors de la zone de défense de l'OTAN, même pour une bonne cause.

Les difficultés auxquelles l'Allemagne est confrontée ces derniers mois ont par ailleurs contraint les diplomates et leur chef à revenir à une vision plus modeste et moins idéaliste de leurs objectifs. La « politique du bon exemple » a fait place à une solide *Realpolitik* de défense des intérêts immédiats de l'Allemagne. Si Helmut Kohl s'attache à la préservation des acquis

en matière de construction européenne et de coopération franco-allemande, il revient à son nouveau ministre des affaires étrangères de faire en sorte que l'action du chancelier ne soit pas entravée par des difficultés extérieures. Il lui faut ainsi tout à la fois défendre et promouvoir les industries allemandes d'exportation, afin de préserver une capacité d'investissement dont le pays a un besoin criant pour les nouveaux Länder de l'ex-RDA, tenter d'arrêter le flot de demandeurs d'asile dont l'afflux provoque la montée du racisme et de la xénophobie en Allemagne, et enfin apparaître comme le défenseur des droits de l'homme pour satisfaire une opinion publique sensibilisée à ces thèmes. Un exercice de grand écart que le jockey passionné Klaus Kinkel a bien du mal à exécuter. « Je n'aurais jamais pensé que je devais passer autant de temps à expliquer que l'Allemagne n'est pas fondamentalement un pays xénophobe », soupire encore Klaus Kinkel au cours d'un voyage en Asie effectué à la fin du mois d'octobre, où ses interlocuteurs pakis-

« L'Europe doit affirmer ses idéaux »

nous déclare Karl Lamers, le responsable
de la politique étrangère de la CDU-CSUBONN
de notre correspondant

« UNE Déclaration des principes de l'Europe », telle est l'idée lancée par Karl Lamers, responsable des problèmes de politique étrangère au groupe parlementaire chrétien-démocrate. Il souhaite qu'une telle Déclaration puisse être adoptée, en appoint au traité de Maasticht, afin d'affirmer solennellement les principes et les idéaux qui fondent la construction européenne et répondre ainsi aux interrogations des opinions publiques sur la finalité de cette construction.

« Sous le vocable de subsidiarité, nous débattons de la question constitutionnelle européenne, puis-je nous nous interrogeons sur qui doit faire quoi dans la Communauté. Quels objectifs poursuit cette Communauté, quelle est sa base d'universalité ? Mon idée est que nous définissions le caractère modèle de sa création, que nous nous fixions en même temps comme but de développer un modèle pour la résolution des problèmes liés à la civilisation dont les Européens ont été les bâtisseurs », estime Karl Lamers dans l'entretien qu'il a accordé au Monde.

Il faut une Déclaration « qui soit l'expression des principes de base ».

des objectifs fondamentaux de la Communauté, poursuit-il. J'en attends un plus grand appui, un plus grand engagement pour cette Communauté, surtout parmi les jeunes. Aussi longtemps, quand nous évoquons la Communauté, que nous parlerons seulement d'argent et d'économie, nous ne remuons pas le cœur des gens, spécialement des jeunes gens. La Communauté est une institution qui correspond aux intérêts bien concrets de tous. Mais sans un minimum d'idéalisme, d'engagement sur des idéaux, une œuvre aussi importante ne peut pas réussir ».

Pour Karl Lamers, il ne devrait pas y avoir de difficultés majeures à formuler le contenu de cette Déclaration, une fois passée la ratification des accords de Maasticht. « Ce ne serait que la formulation de ce qui nous unit tous, et cela pourrait nous aider à surmonter telle ou telle difficulté rencontrée dans nos relations. » Karl Lamers estime qu'un tel texte pourrait servir de point de départ à l'élaboration de la véritable Constitution européenne que beaucoup de pro-européens en Allemagne appellent de leurs vœux mais pour laquelle les temps ne semblent pas encore mûrs.

Propos recueillis par
HENRI DE BRESSON

Les clefs du savoir 1992

Le système administratif français
Pierre Sadran

Prix unique: 60 F

Montchrestien
Tel. (1) 43.50.1.67

nais, chinois ou philippins lui rappelaient poliment les événements de Rostock lorsqu'il s'avisait de formuler des observations sur les atteintes aux droits de l'homme dans ces divers pays. Il a même été obligé de subir sans broncher l'insolence de Li Peng, premier ministre chinois, qui lui fait perfidement remarquer que l'on compte très peu de Chinois parmi les demandeurs d'asile en RFA, et qui est ainsi mal venu à exiger de Pékin un comportement moins brutal vis-à-vis des dissidents...

Un siège
au Conseil de sécurité ?

Klaus Kinkel, en dépit des critiques qu'il doit essuyer de la part d'une presse allemande d'autant plus sévère qu'elle avait accueilli sa nomination avec bienveillance, essaie néanmoins de s'installer sur une ligne médiane.

Ainsi, en même temps qu'il met un bâton dans le feu de son prédécesseur dans l'affaire yougoslave, il affirme haut et fort devant l'Assemblée générale des Nations unies que l'Allemagne sera candidate à un siège au Conseil de sécurité dans le cadre d'une réforme des structures de l'ONU. Cette exigence a été formulée bien évidemment sans concertation avec les partenaires français et britanniques : « Vous n'imaginez pas que j'aie vu Roland Dumas ou Douglas Hurd pour leur demander l'autorisation de poser notre candidature... Je sais trop ce qu'ils m'auraient répondu... Non. Nous estimons que la composition actuelle du Conseil de sécurité reflète la situation politique internationale au lendemain de la seconde guerre mondiale. Elle n'est pas adaptée aux conditions nouvelles créées par la fin de la guerre froide », nous déclarait-il, un peu offusqué que l'on s'interroge sur l'opportunité d'une telle démarche.

Cette offensive, décidée par Klaus Kinkel en personne, et soutenue a posteriori par le chancelier Kohl, était, affirmait-on dans l'entourage du ministre des affaires étrangères, une réponse aux manœuvres japonaises visant à faire entrer Tokyo dans le cercle des membres permanents du Conseil de sécurité en arguant que l'Allemagne, elle, n'était pas vraiment candidate.

« Les membres actuels du Conseil de sécurité auraient tort de s'opposer trop longtemps à une réforme de cette institution », affirme encore un des proches de Klaus Kinkel. Ce qui peut se passer en cas de statu-



M. Kinkel, à l'occasion de l'inauguration de l'école franco-allemande de Manille, aux Philippines.

quo, c'est que les décisions importantes se prennent dans les coulisses, avec les pays qui jouent un rôle clé dans le monde.

La position de Bonn sur cette question est accueillie avec un intérêt non dissimulé dans les pays qui estiment que le directeur mondial ne tient pas assez compte des intérêts du tiers-monde. A Islamabad, comme à Manille ou à Djakarta, on encourage vivement Bonn à jouer de sa puissance et de son crédit pour accélérer cette réforme des Nations unies souhaitée par toutes les nouvelles puissances régionales qui ont émergé au cours de la dernière décennie.

Klaus Kinkel assure pourtant que son pays ne mènera pas une « politique agressive » sur ce thème. Il n'empêche : la question est sur le tapis, et la réponse ne pourra être indéfiniment repoussée.

Ainsi, en dépit de ses handicaps, l'Allemagne entend bien retrouver une place correspondant à sa puissance économique. Elle s'emploie, assez habilement, à promouvoir son image et ses points de vue dans des

lieux stratégiques : la création et le financement par le gouvernement de Bonn de chaires d'études européennes dans les plus prestigieuses universités américaines, Harvard, Georgetown, John's Hopkins et Berkeley, contribuent à donner aux élites politiques américaines une « lecture allemande » de la réalité européenne qui se substitue peu à peu aux « lunettes britanniques » utilisées jusqu'alors.

L'Allemagne, qui rêve d'être le point d'ancrage de la stabilité politique et de la prospérité économique en Europe, n'a pas atteint l'objectif de perfection qu'elle s'était peut-être imprudemment fixé dans l'euphorie de la réunification. Elle n'est pas non plus retournée aux « vieux démons » hégémoniques dont certains, en France et en Grande-Bretagne, la soupçonnent d'être saisi. Elle cherche, non sans maladresse parfois, à occuper dans le monde la place à laquelle elle estime avoir droit, ni plus ni moins.

LUC ROSENZWEIG

Klaus Kinkel, le Souabe au franc-parler

La scène se passe à Pékin, dans la somptueuse maison des hôtes du ministère chinois des affaires étrangères. Un repas est offert pour saluer l'arrivée de la délégation allemande, conduite par M. Klaus Kinkel. Son voisin de table, M. Qian Qichen, le chef de la diplomatie chinoise, déguise son potage aux allures de requin avec l'air savamment ennuyé qui convient à ce genre de circonstances. Brusquement, Klaus Kinkel est saisi d'une agitation joviale : il se met à parler fort et brandit un papier sous le nez de son homologue chinois. Les diplomates allemands piquent du nez dans leur soupe.

On apprendra plus tard que M. Kinkel venait de découvrir que, contrairement aux affirmations chinoises, le commerce entre la RFA et la Chine était décliné au détriment de la première. Dans la conversation précédant le repas, la partie chinoise avait tout simplement inclus le commerce avec Hongkong dans les échanges bilatéraux.

Il est comme cela, Klaus Kinkel. A cinquante-trois ans, blanchi sous le harnois de la haute fonction publique allemande, juriste jusqu'au bout des ongles, mais capable d'enthousiasme juvénile et de « sorties » fort peu diplomatiques. Les diplomates allemands ne sont plus tous formés à l'école aristocratique prussienne, mais ils regardent tout de même le bout de leurs chaussures impeccablement cirées lorsqu'ils entendent leur ministre qualifier en public son collègue britannique de « armes Schweins », ce qui correspond à peu près à un « pauvre chou » consolateur que l'on lance à un copain en difficulté.

« Je n'y peux rien, je suis comme ça, et ce n'est pas mon titre de ministre des affaires étrangères qui changera ma nature », constate-t-il. Ce versant populaire, voire populiste, de la personnalité du successeur de Hans Dietrich Genscher n'a rien d'artificiel. Il contribue à humaniser le juriste précis, voire tatillon qui a déconcerté au début ses homologues européens, habitués

au style de négociation moins notarial de M. Genscher. Ainsi M. Roland Dumas, qui n'a pas oublié qu'il fut naguère l'avocat du Canard enchaîné, avait commenté ses premiers contacts avec Klaus Kinkel par cette formule : « Ça ne va pas de Souabe ». Les rapports se sont, par-à-à, améliorés depuis que les deux hommes se sont retrouvés en Dordogne, sur les terres de M. Roland Dumas, pour faire mieux connaissance devant une bonne table...

L'espoir du FDP

Son origine souabe, Klaus Kinkel le revendique : il ne l'ime pas plus son accent qu'il ne rejette les qualités et les défauts attribués aux gens du Wurtemberg : une certaine lenteur d'esprit peut-être, mais un bon sens paysan sans faille qui a permis à ce pauvre terroir de devenir, en moins d'un siècle, une des régions industrielles les plus prospères d'Europe.

Fils de médecin, tenté un moment par les études médicales, il se dirigea pourtant vers des études de droit dans deux universités prestigieuses pour cette discipline, Tübingen et Bonn. Entré en 1965 au ministère de l'Intérieur, il y est spécialiste des questions de sécurité publique. Ramené par M. Genscher lors du passage de ce dernier au ministère de l'Intérieur, il fera une carrière brillante dans la haute administration comme « homme fort » de M. Genscher, qui appréciait ses qualités de « dévoreur de dossiers ».

Klaus Kinkel suivra son patron au ministère des affaires étrangères en 1974, occupant successivement les fonctions de directeur de cabinet, puis de chef du centre d'analyse de prévision de l'Auswärtiges Amt. Lorsque Hans Dietrich Genscher estimera qu'il est temps d'ôter les services de renseignement allemands à l'influence exclusive de la CSU de Franz Josef Strauss, c'est Klaus Kinkel qu'il envoya en 1977 à Pullach, le siège du BND. Il est de retour à Bonn en 1982,

comme secrétaire d'Etat (fonctionnaire) du ministre de la Justice Hans Engelhard (FDP).

Il acquiert là une réputation de « libéral », en tentant de reprendre le dialogue avec les membres de la Fraction armée rouge désireux de renoncer à la violence. Officiellement « sans parti », Klaus Kinkel est néanmoins classé parmi les hauts fonctionnaires proches du parti de MM. Genscher et Lambach. Sa contribution à l'élaboration des aspects juridiques de l'unification – il est notamment le promoteur du principe très controversé de la priorité donnée à la restitution des biens nationalisés par la RDA à leurs anciens propriétaires sur leur indemnisation – le met en bonne position pour occuper le poste de ministre de la Justice en 1990.

Il adhère alors au FDP, dont il devient très vite l'une des figures de proue. Sa nomination au ministère des affaires étrangères en avril 1992 s'est effectuée dans une ambiance de manœuvres politiques typique du petit monde de Bonn : il fut imposé par le groupe parlementaire libéral, alors que le président du parti lui avait préféré M. Imgard Schweser.

Jusqu'où montera M. Kinkel ? Il devrait prendre, l'an prochain, la présidence du FDP après le retrait politique annoncé de l'actuel titulaire, le comte Lambach. La place qu'il occupera dans la vie politique allemande dépendra de l'issue des élections de 1994. En cas de reconduction de l'actuelle coalition, il est très vraisemblable qu'il sera maintenu à son poste par le chancelier Kohl, qui l'apprécie beaucoup. Si, au contraire, l'arbitraire parlementaire impose, comme certains augurent l'annonce, la constitution d'une « grande coalition » de la CDU et du SPD, il lui reviendra le rôle de chef de l'opposition. Une gageure pour un homme qui n'a jamais eu, jusqu'à ce jour, à affronter directement le suffrage universel...

L. R.

Nous nous faisons

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

« Nous nous faisons »... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de... c'est le titre d'un livre de...

ESPACE EUROPEEN

TRIBUNE

« Nous nous faisons du souci pour l'Allemagne... »

par Richard von Weizsäcker

Nous publions ci-dessous de larges extraits du discours prononcé par le président de la République fédérale d'Allemagne, dimanche 8 novembre à Berlin, à l'occasion de la manifestation contre les violences extrémistes et le racisme (le Monde du 10 novembre).

POURQUOI sommes-nous réunis ici aujourd'hui ? Parce que notre pays nous tient à cœur et parce que nous nous faisons du souci pour l'Allemagne.

Ne nous racontons pas d'histoires ! Ce qui s'est passé cette année ne s'était encore jamais produit chez nous depuis la fin de la guerre. C'est très mauvais : attaques contre des foyers pour étrangers ; haine de l'autre ; voies de fait sur de jeunes enfants ; profanation de cimetières juifs ; saccages de monuments dans les camps de concentration de Sachsenhausen, Ravensbrück et Ueberlingen ; brutalités des extrémistes de droite ; violences croissantes contre les faibles, qu'ils soient étrangers ou allemands ; incendiaires et assassins courent les rues.

Et que faisons-nous, nous citoyens allemands, contre ces agissements ? Minimiser les choses ? Nous habituer à la barbarie quotidienne ? Nous en remettre aux hommes politiques, à l'Etat et à l'exercice de sa force ? Jamais nous ne devons nous y résigner ! Car il en va de notre Etat démocratique !

Il est fort ou faible dans l'exercice de sa force, chacun et chacune d'entre nous - nous engageons activement pour cette démocratie. Il est nécessaire que l'Etat ait le monopole de la force. Mais ce n'est pas une arme miracle qui nous enlèverait toute responsabilité. Il

n'a pas empêché l'effondrement de la République de Weimar. Nous ne devons jamais oublier pourquoi la première République a échoué : non parce qu'il y a eu trop de nazis trop tôt, mais parce qu'il n'y a pas eu assez de démocrates pendant trop longtemps.

Cela ne doit plus se reproduire. Il est grand temps de relever la tête. Nous sommes tous appelés à agir.

La confiance de l'étranger dans la stabilité de la démocratie allemande est pour nous et pour toute l'Europe d'une grande importance. Mais nous ne manifestons pas ici en regardant vers l'extérieur. Nous nous adressons à nous-mêmes. Notre communauté démocratique, notre honneur, sont en jeu (...).

La leçon de l'Histoire

Naturellement nous ne pouvons pas toujours vivre ensemble sans tension. Les chances dans la vie sont trop différentes, les intérêts trop contradictoires. Nous luttons pour plus d'égalité. Mais il y a quelque chose de fondamental qui nous lie au-delà de tous les conflits, quelque chose qui nous rassemble inconditionnellement : le refus de la violence et le respect de la dignité de l'homme. Mettre en pratique tous les jours ce consensus est absolument vital pour notre démocratie.

Nous, Allemands, savons par l'expérience douloureuse de notre longue Histoire où nous avons été du plus fort ou la victime. C'est toujours l'humanité qui en est la victime. L'homme est privé de droits, pourchassé, humilié ; il devient l'objet impuissant de la violence. Notre Constitution, dans son premier article, a tiré la leçon de cette expérience : « La dignité de l'homme est inviolable ». La dignité vaut pour tous, quel que soit l'âge ou le sexe, la couleur de la peau, la

religion ou la nationalité. Elle ne dépend pas de la chance, des talents ou des handicaps, des succès ou des échecs.

Que nous fondions sur des convictions rationalistes ou sur notre foi chrétienne l'idée que l'homme conçoit sa dignité comme une image de Dieu, nous sommes d'accord sur la conclusion : la dignité est le noyau moral inaliénable de chaque individu. Elle est le fondement de tous les droits fondamentaux.

La Constitution dit qu'il revient à l'Etat de respecter et de protéger la dignité de l'homme. Mais celle-ci ne peut vivre véritablement que si chacun d'entre nous la ressent comme une obligation. Je ne peux pas séparer la dignité de mon voisin de la mienne. Je ne peux même l'éprouver que si j'apprends à respecter l'autre dans sa propre dignité. Et je ne l'aide pas à protéger la sienne, je porte atteinte au même coup à ma propre dignité. Nous savons pertinemment qui a le plus besoin de cette protection : le faible, qui ne peut pas s'en sortir tout seul ; l'étranger, qui est placé dans une situation inconnue.

Ce sont les règles de base d'une conduite humaine et les fondements de notre civilisation dont dépend la viabilité de notre démocratie. Sans elles nous retomberions dans la barbarie.

Dans notre Histoire, à côté de la terreur et de l'injustice, nous avons aussi de bonnes traditions. Des siècles entiers ont été marqués par l'esprit humaniste, par de grands penseurs sociaux. Kant nous a appris que la liberté est impensable sans devoir moral. L'hymne européen vient de Schiller et de Beethoven. L'ouverture humaniste par rapport à tout ce qui est nouveau, à tout ce qui est étranger, à tous ceux qui souffrent, a une forte tradition dans notre pays, et elle reste toujours aussi vivante.

De la Nuit de cristal à la chute du mur

Aucun pays d'Europe n'a, après la seconde guerre mondiale, accueilli autant de personnes venues de l'extérieur. Et les millions de travailleurs étrangers, avec leurs familles, avec lesquels nous vivons en bonne intelligence, ne sont pas pour rien dans la prospérité de notre pays.

Dans deux heures il fera noir. Selon l'Ancien Testament, avec la tombée de la nuit commence le lendemain. C'est le 9 novembre, une date fatidique pour l'Allemagne. Plusieurs fois dans notre Histoire elle a marqué la perte violente de notre liberté, de notre culture ancestrale, de notre dignité - le jour le plus sombre fut celui où les juifs furent dépouillés, pourchassés dans les rues et leurs synagogues incendiées.

Puis est venu, il y a trois ans, le jour de liberté. Des Allemands valaient le courage indéchirable de la non-violence transformée les épées en socs de charrue. Ils avaient tenu tête aux oppresseurs, mais avec des bougies, pas avec la force. Et ils l'avaient emporté. Partout dans le monde, on s'est réjoui avec tout le peuple allemand et on a appris à respecter de nouveau notre pays.

Nous ne devons permettre à quiconque de mettre cela en cause. Nous allons coopérer pacifiquement avec les autres peuples. Nous allons accueillir les étrangers avec hospitalité dans toute la mesure de nos possibilités. Comme ça a été le cas auparavant.

Il y a encore quelque chose que nous ne voulons pas oublier : nous ne devons pas seulement à nous-mêmes ou aux réformateurs de Moscou, nous devons aussi à nos amis français, britanniques et américains le fait que nous puissions, hic et nunc, nous rassembler librement dans notre ancienne et nouvelle capitale. Voilà seulement quatre ans, c'était encore un rêve. C'est devenu possible grâce à la solidarité de l'étranger avec l'Allemagne. Maintenant il nous faut relever les nouveaux défis, de l'immigration et de l'asile d'une part, de la violence extrême d'autre part. Gardons-nous de mêler les deux, voire de les mettre sur le même plan.

Les tribulations se font les mains quand nous leur livrons ce prétexte avec lequel ils piègent des jeunes. En réalité, ils se moquent des cibles. Quand ils ne trouvent pas un demandeur d'asile, ils se prennent même des handicaps (...).

Nous avons le devoir de traiter les immigrés avec humanité. Après la fin de la guerre froide nous sommes menacés en Europe par une nouvelle division entre les pays riches et les pays pauvres. Comme

les frontières sont ouvertes, les gens cherchent à quitter les régions les plus pauvres. Il en a toujours été ainsi dans l'Histoire. Dans la mesure où jusqu'à maintenant nous n'avons trouvé aucune règle juridique satisfaisante pour gérer ces flux massifs, à part le droit d'asile, nous se présentent à travers ce chaos de l'asile qui n'était pas prévu pour ça. Mais cela ne nous donne pas le droit de traiter ces étrangers comme des « faussaires du droit d'asile », comme c'est si souvent le cas. Au contraire, en tant qu'hommes politiques, nous devons de toute urgence créer un système qui canalise l'immigration, limite et en même temps protège le vrai droit d'asile.

Etant donné la situation dramatique et les guerres civiles en Europe et dans le monde, nous ne devons pas nous attendre à une solution globale rapide. Mais nous devons insister pour que les responsables politiques de tous bords arrivent à s'entendre, en respectant la Constitution. (...) L'Etat a le devoir de garantir le fonctionnement normal de la société, de protéger les citoyens juifs aussi efficacement que les bâtiments officiels, de ne pas assister sans réagir à la propagation scandaleuse des slogans haineux de l'extrême droite et - là où c'est nécessaire - de durcir les lois. Mais il est encore plus important d'acquiescer notre conscience (...).

Ne pas se tromper sur l'Allemagne

« L'Allemagne aux Allemands ». Les extrémistes parcourent les rues avec de tels mots d'ordre. Qu'est-ce que cela veut dire ? Une nouvelle Constitution ? Un autre article premier ? Il n'y est pas dit que « la dignité des Allemands est inviolable », mais que « la dignité de l'homme est inviolable ». C'est ainsi et cela doit le rester. S'il venait un jour à en être autrement, c'est justement la dignité des Allemands qui serait en question.

Celui qui prétend avoir recours à la violence dans l'intérêt de l'Allemagne se trompe sur le nom de notre nation. L'Allemagne n'est ni un slogan ni une arme, mais notre pays qui nous tient à cœur.

Nous avons surmonté des séparations. Nous ne voulons pas laisser surgir de nouvelles frontières. Nous n'avons qu'un destin, à l'Est comme à l'Ouest. Nous sommes dans le même bateau. Nous avons des problèmes internes. Cependant nous savons que la vie d'autres peuples est encore bien plus difficile. Nous n'avons aucune raison et aucun droit à avoir peur. L'Allemagne d'aujourd'hui n'est pas la République de Weimar. Mais il ne faut non plus rien enjoliver. Cette manifestation sans précédent n'a d'autre sens que de nous secouer. Dans quel but avons-nous appris à être des démocrates, soit par la pratique soit par une révolution pacifique ? Afin que chacun et chacune à sa place contribue à protéger notre civilisation de la violence. Afin que nous répondions tous ensemble de la dignité de l'homme. C'est notre responsabilité de citoyens libres.

La traduction, les titres et intertitres sont de la rédaction du Monde.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesquart, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferey
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Daniël Vernet
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Tournier (1985-1991)

REDACTION ET SECRE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Téléphone : 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-59
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONIN-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25
Télécopieur : 40-65-30-10

Ce soir à "Caractères"

ALAIN TOURAINE



Alain Touraine

CRITIQUE DE LA MODERNITÉ

FAYARD

464 p.
150 F

Le livre de Touraine donne, de la modernité et de l'histoire moderne, une interprétation tout à fait originale.

Jean-Baptiste Morongiu et Marc Ragon, *Liberation*

Un livre de conviction et d'alerte.

Georges Balandier, *Le Monde*

Son livre peut être considéré comme une véritable synthèse philosophique de tout son travail antérieur... Il convient de réhabiliter d'un même mouvement les droits de la raison et ceux des sujets individuels contre l'idéologie dominante des années 60... Loin d'abandonner l'héritage des Lumières, Touraine propose de l'approfondir.

Luc Ferry, *L'Express*

FAYARD

LIVRES ET REVUES

Sous le regard des autres

Qui veut s'informer sur l'Allemagne n'a que l'embarras du choix. Essais politiques, réflexions économiques, ouvrages universitaires ou tous les textes fondamentaux depuis la Constitution de 1949 jusqu'au traité d'unification sont reproduits, annotés et commentés, thèses d'historiens, rien ne manque pour se faire une idée de l'Allemagne nouvelle, débarrassée si possible des clichés toujours vivaces. Comme l'a tristement montré la récente campagne pour le référendum sur Maastricht en France.

Notre propos n'est pas de passer en revue tous ces livres dont le Monde a déjà le plus souvent parlé, mais d'attirer l'attention sur une véritable somme parue avant l'été et de mentionner deux autres publications plus récentes.

La somme est due à deux historiens, Dennis L. Bark et David R. Gross, attachés à la Hoover Institution de l'université Stanford aux Etats-Unis (1). Ils ont rédigé une monumentale histoire de l'Allemagne depuis 1945, dont l'édition française a été enrichie par trois chapitres tenant compte des changements intervenus depuis 1989. Ils ont accompli un travail de fouille. Le résultat est impressionnant de minutie et d'érudition. Ce qui n'exclut pas cependant un certain parti pris. La démocratie chrétienne en général et le chancelier Kohl en particulier ont droit à toute l'indulgence des deux auteurs qui sont beaucoup moins tendres pour les socialistes-démocrates.

La conclusion de Bark et Gross est résolument optimiste. Ils voient une « Allemagne européenne » sans réticence, capable d'affirmer ses intérêts nationaux au sein et au service de la Communauté, mais assez consciente d'elle-même pour ne pas retomber dans le nationalisme « hystérique » du passé. Ils dénoncent le mythe commode consistant à confondre la puissance économique allemande et des volontés hégémoniques.

L'économie...

Volonté ou pas, la question n'est pas là, semble répondre Georges Valance dans un livre qui analyse les rapports de force mondiaux autour de trois pays, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne (2). Concernant cette

dernière, ce livre est un prolongement de l'ouvrage précédent du même auteur, dont le titre, *Le Retour de Bismarck*, ne laisse guère de doutes sur les intentions. Pour Georges Valance, la cause est entendue : l'Allemagne réunifiée sera le leader de l'Europe et ce leadership s'exercera « de façon à la fois égoïste et désinvolte ». Que les Allemands le veuillent ou non, cela n'a aucune importance, puisque l'Allemagne sera hégémonique « par aspiration ».

... ou la culture

Ce point de vue n'est pas à rejeter sans examen, mais il mériterait au moins d'être nuancé. Et il est remarquable que les voisins proches ou éloignés de l'Allemagne aient suivi le processus d'unification avec des sentiments qui ne devaient rien au machisme. Le livre collectif dirigé par Michel Korinman (3) sur l'Allemagne vue d'ailleurs met en lumière cette ambivalence que l'on rencontre en Israël même. L'Allemagne n'est pas seulement une « ultra industrielle » son destin - et le nôtre par la même occasion - est aussi et d'abord déterminé par la profondeur de sa culture démocratique. Les Allemands en sont conscients, ce qui est peut-être la meilleur signe d'espoir.

D. V.

(1) Dennis L. Bark et David R. Gross, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*, Coll. « Bouquins », Robert Laffont, 1994 pages, 180 francs.

(2) Georges Valance, *Les Maîtres du monde*, Flammarion, 296 pages, 120 francs.

(3) *L'Allemagne vue d'ailleurs*, sous la direction de Michel Korinman, Baland, 346 pages, 135 francs.

► A signaler en outre, pour les lecteurs comprenant l'allemand : *Nachdenken über Europa* (Réflexions sur l'Europe), recueil des discussions qui ont eu lieu au début de l'année à Francfort-sur-l'Oder, dans le cadre de l'Université européenne de cette ville de la frontière germano-polonaise, créée avec l'appui de la Commission de Bruxelles (Verlag Volk und Welt, Glinkastrasse 13-15, O-1086 Berlin).

Et un petit livre bilingue *Littérature et politique en Allemagne. Tradition et actualité d'un conflit permanent*, par Wolfgang Bergsdorf, conseiller du chancelier Kohl (Ed. Bouvier).

L'AFFAIRE DU

DÉFENSE

La proposition de mise en accusation de M. Fabius, de M^{me} Dufoix et de M. Hervé devant la Haute Cour

La droite sénatoriale accuse les trois anciens ministres d'avoir « fait courir des risques mortels » aux transfusés et aux hémophiles

La droite sénatoriale, majoritaire dans cette assemblée, a déposé, jeudi 12 novembre, la proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de l'ancien premier ministre, M. Laurent Fabius, de M^{me} Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé. Les sénateurs ont retenu les incriminations d'homicide et blessures involontaires, de non-assistance à personne en danger (articles 319, 320 et 63 du Code pénal) ainsi que celle de tromperie aggravée du contractant (articles 1 et 2 de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et les falsifications en matière de produits ou de services). Cette proposition de résolution, signée par soixante-trois sénateurs (1), sera examinée mardi 17 novembre par le bureau du Sénat et pourrait, selon M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, être discutée en séance plénière avant la fin de la semaine prochaine.

Dans l'annonce des faits de la proposition de résolution, il est indiqué :

« Alors que le test américain Abbott, susceptible d'assurer le dépistage du sida et, partant, d'empêcher l'utilisation du sang prélevé chez les sujets séropositifs, avait été proposé dès le mois de février 1985 au Laboratoire national de la santé, un comité interministériel, siégeant le 9 mai 1985,

sous la présidence de M. François Gros, conseiller du premier ministre, M. Laurent Fabius, a décidé de retarder la mise en œuvre du dépistage systématique. Ce n'est que le 19 juin 1985 que ce dépistage a été annoncé à l'Assemblée nationale par le premier ministre, comme devant être mis en œuvre rapidement. En fait, cette mesure n'a été prise qu'à compter du 1^{er} août 1985.

M^{me} Georgina Dufoix, au moment des faits ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, a indiqué, le 24 juillet 1985, lors de son audition en qualité de témoin devant la 1^{re} chambre correctionnelle du tribunal de Paris, qu'elle avait été informée pour la première fois, par une note datée du 12 juillet 1985, de la contamination par le virus du sida des dérivés sanguins distribués aux hémophiles par le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) et de la nécessité de leur inactivation par chauffage.

Pour sa part, M. Edmond Hervé, au moment des faits secrétaire d'Etat à la santé, a déclaré, lors de la même audience du 24 juillet, qu'il avait été informé de manière précise quelques jours après la réunion, le 20 juin 1985, de la Commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS), de la contamination de ces mêmes produits.

Or, c'est par une lettre du 13 mai 1983, adressée par le direc-

teur du Laboratoire national de la santé au directeur général de la santé, que les ministères dont M^{me} Dufoix et M. Hervé avaient la charge avaient été informés des risques de contamination par le virus du sida des lots de sang distribués par le Centre national de la transfusion sanguine.

Devant cette situation, dont leurs services avaient ainsi connaissance depuis plus de deux ans, ces membres du gouvernement chargés de la tutelle de la transfusion au moment des faits, se sont bornés à disposer, par l'arrêté du 23 juillet 1985, signé de leurs directeurs de cabinet respectifs, que les produits antihémophiliques non chauffés ne seraient plus remboursés à compter du 1^{er} octobre 1985 et à fixer les tarifs de cession des produits chauffés à partir du 1^{er} août 1985. Aucun texte ni aucun arrêté n'est venu interdire la distribution et l'usage des produits non chauffés, ni en ordonner le retrait, ni prendre parallèlement les mesures qui s'imposaient pour importer les quantités nécessaires de produits sanguins chauffés.

En retardant la mise en œuvre du dépistage systématique de la séropositivité des dons de sang, en n'ordonnant pas le retrait immédiat des produits sanguins non chauffés, M. Laurent Fabius, M^{me} Georgina Dufoix, M. Edmond Hervé ont ainsi pris la responsabilité de faire courir des risques mor-

taux aux patients transfusés comme aux hémophiles.

(1) MM. Jacques Sourdilhe (RPR), Claude Huriet (UC), Jacques Bimbenet (RDE), Jean Arthuis (UC), François Delga (NI), Charles Descoms (RPR), Jean-Pierre Fourcade (UREI), M^{me} Nelly Rodi (RPR), MM. Philippe Adnot (NI), Bernard Barbier (UREI), Christian Bonnet (UREI), Joël Bourdin (UREI), Philippe de Bourgoing (UREI), M^{me} Paulette Briepierre (RPR), MM. Camille Cabana (RPR), Michel Caldeyrol (RPR), Paul Carron (UC), Ernest Cartigny (RDE), Jean-Pierre Cantegrit (UC), Louis de Cateulain (UC), Jean Chamant (RPR), Jean Chéron (RPR), Roger Chissard (UREI), Jean Clouet (UREI), Charles-Henri de Cost-Brisac (UREI), Étienne Dailly (RDE), Hubert Durand-Chastel (NI), Pierre Fauchon (UC), Jean Faure (UC), Philippe François (RPR), Alfred Foy (NI), Jacques Golliet (UC), Adrien Gouteyron (RPR), Jean Gradon (NI), Yves Guénès (RPR), Bernard Guyonard (UC), Jacques Habert (NI), M^{me} Anne Heintz (NI), MM. Daniel Hefflé (UC), Jean Hechon (UC), Roger Hazon (RPR), Charles Jolibois (UREI), André Jourdain (RPR), René-Georges Laurin (RPR), Max Laguerre (RDE), Charles-Edouard Lengle (RDE), Simon Lencobotte (RPR), Pierre Louvor (UREI), Marcel Lucotte (UREI), André Maman (NI), Serge Mathieu (UREI), Michel Mauricot-Bolankowski (RPR), Michel Mironod (UREI), Lucien Naudin (RPR), Charles Ornano (NI), Joseph Ostermann (RPR), Charles Pasqua (RPR), Michel Poniatowski (UREI), Henri de Raincourt (UREI), Bernard Seiller (UREI), Alex Tuck (NI), Pierre Vallon (UC), Xavier de Villepica (UC).

Le PS s'interroge sur l'attitude à adopter

Les dirigeants socialistes ont assuré M. Laurent Fabius de leur soutien, jeudi 12 novembre, lors de la réunion du bureau exécutif du PS. Toutefois, ils s'interrogent sur la marche à suivre face à la demande de mise en accusation du premier secrétaire - qui entend conserver cette fonction pendant les semaines et les mois à venir - et de deux autres anciens ministres, par le droit, devant la Haute Cour de justice, pour homicide involontaire, alors que le vote de députés de la majorité sera nécessaire pour la faire adopter.

La droite s'est entendue, au Sénat, jeudi 12 novembre, sur une proposition de résolution tendant à traduire devant la Haute Cour M. Laurent Fabius, M^{me} Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé. Les chefs d'accusation retenus contre ces trois anciens ministres ne sont pas énoncés dans la proposition, qui se contente de renvoyer au code pénal. Or, les articles de celui-ci cités en référence concernent, en premier lieu, l'homicide involontaire.

Cette constatation n'a pu être faite par les membres du bureau exécutif du Parti socialiste, qui, réunis jeudi, en fin de matinée, ne disposaient pas du texte de la ré-

solution préparée par la majorité sénatoriale. Nul doute, cependant, que s'ils l'avaient connue, la position de ceux qui ont émis des doutes sur le point de savoir si M. Fabius devait accepter la procédure de la Haute Cour en aurait été confortée. Le débat, qui va revenir devant le comité directeur, convoqué extraordinairement le 15 novembre, est d'autant plus sensible que le rapport des forces, à l'Assemblée nationale, fait dépendre des députés socialistes le vote de la mise en accusation des trois anciens responsables gouvernementaux.

Le premier secrétaire du PS estimait, jeudi matin, que les socialistes ne devaient plus faire obstacle à la constitution de la Haute Cour. Jus- qu'alors, l'Assemblée nationale n'avait pas pu désigner ses juges dans cette instance haute d'accord quant au processus. Dès le 10 novembre, après les déclarations du président de la République à la télévision, les socialistes étaient convenus, avec les autres groupes, d'être les juges la semaine pro- chaine. Pour autant, permettre à la Haute Cour de se mettre en place n'entraînait pas, nécessairement, qu'elle serait saisie du cas de M^{me} Dufoix. Cependant, devant les quelques députés socialistes pré- sents à l'Assemblée nationale jeudi matin, M. Jean Auroux, fabiusien, président du groupe, a expliqué que l'acceptation de la formation de la Haute Cour signifiait celle de la mise en accusation des anciens ministres.

« Nous sommes seuls »

Fallait-il participer à cette mise en accusation? La question était posée devant le bureau exécutif. Les socialistes ayant refusé la résolution commune proposée par la droite l'avant-veille, il n'était pas envisagé qu'ils puissent voter le texte déposé par l'opposition. Devaient-ils voter contre? S'abstenir? Comment concilier la volonté d'être jugé, affirmée par M. Fabius il y a presque deux semaines, et la dénoncia- tion de la « justice politique » que représente, selon les socialistes, la Haute Cour, seule instance habili- tée, aujourd'hui, à juger des ministres?

M. Lionel Jospin, tout en approu- vant la démarche du premier secrétaire et en l'assurant de son entière solidarité, s'est interrogé sur le risque qu'il y a, selon lui, à affirmer conjointement la résolution d'aller en justice - afin de faire la clarté et d'être innocenté de façon incontestable - et la suspicion à l'encontre de ses juges. « Je crois à la force de la vérité, je crois, aussi, à la force de la cohérence », a déclaré l'ancien ministre de l'Éducation nationale. M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, a exprimé, au nom des recordistes, les mêmes interrogations.

A l'inverse, M. Daniel Percheron, fabiusien, premier secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais, a plaidé pour le refus de la Haute Cour, voulue, selon lui, par une droite « tire de revanche » après avoir été privée du pouvoir pendant douze ans. « Nous sommes seuls », a dit M. Percheron en faisant allusion aux propos de M. Mitterrand, res- senti comme un abandon des socialistes par le président de la République au moment où ce dernier avait été privé du pouvoir pendant douze ans. Le sénateur du Pas-de-Calais en conclut que les socialistes doivent tout faire pour préserver leur parti, qui « est une fin en soi », de l'opprobre dont la droite cherche à le couvrir pour les années à venir. Au nom de la Gauche socialiste, qui avait eu maille à partir avec M. Fabius ces dernières semaines, M. Jean-Luc Mélenchon a affirmé sa solidarité, tout en soulignant que le PS adopte une attitude politique offensive et ne se borne pas à une dénonciation morale du comporte- ment de ses adversaires.

Le premier secrétaire a précisé, de son côté, qu'il aurait pu se « retirer sur l'Avenir » en se mettant en congé de sa fonction pour assurer sa défense. Il se serait exempté, ainsi, de toute responsabilité dans la campagne électorale et dans la défaite aujourd'hui probable. Il a choisi, au contraire, de lier son sort à celui du parti. Et celui du parti au sien.

PATRICK JARREAU

Les socialistes peuvent empêcher, arithmétiquement l'envoi des anciens ministres en Haute Cour

Le bureau du Sénat, auquel sera soumise mardi 17 novembre la proposition de mise en accusation des trois anciens ministres social- istes, devrait se contenter, confor- mément à la loi organique, d'un examen de forme : signature par au moins 10 % des effectifs du Sénat, énoncé sommaire des faits reprochés, visa des dispositions législatives en vertu desquelles la poursuite est engagée.

La proposition sera ensuite ren- voyée à une commission ad hoc, composée de trente membres élus au scrutin plurinominal. Sur le rap- port de celle-ci les sénateurs se prononceront en séance publique. Ils devront voter la mise en accu- sation à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée (article 68 de la Constitution), sans que les douze juges titulaires et les six juges suppléants ne puissent participer à ce vote. La droite étant largement majoritaire au Palais du Luxembourg, cette étape de la procédure ne devrait pas soulever de difficultés.

Les députés seront immédiate-

ment saisis de la résolution votée par les sénateurs, qui sera envoyée à une commission ad hoc, composée de quinze mem- bres désignés à la proportionnelle des groupes : sept socialistes, quatre RPR, deux UDF, un centriste et un communiste, soit une ma- jorité PC-PS.

286 voix difficiles à trouver

Le rapport de cette commission sera débattu en séance publique, après que son inscription à l'ordre du jour complémentaire - celui qui n'est pas décidé par le gouverne- ment - aura été votée par l'As- semblée. Comme au Sénat, la mise en accusation devra être votée à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée : elle devra donc recueillir 286 voix, puisque cinq députés ont été élus sénateurs, et que deux dépu- tés ont démissionné. Les juges titulaires et suppléants de la Haute Cour ne pourront pas prendre part au vote. Or le droit RPR, UDF et

UDC ne peut compter, si l'on se réfère à la dernière motion de cen- sure, que sur 281 voix, dont il faut déduire ses six juges titulaires et ses trois juges suppléants. Elle n'est donc assurée de disposer pour cette mise en accusation que de 252 voix. Si le PC lui apporte son soutien, celui-ci se limite, pour les mêmes raisons, à vingt- cinq suffrages. Pour obtenir les 286 voix constitutionnellement indispensables, il en faudrait encore neuf...

Les socialistes peuvent donc éviter l'envoi de leurs anciens ministres devant la Haute Cour, une simple abstention ou un refus de vote ne permettant pas d'abais- ser la majorité requise. S'ils veu- lent que M. Laurent Fabius, M^{me} Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé s'expliquent devant elle, il faut qu'ils votent clairement en faveur de leur mise en accusation, ou demandent au non-inchâti qui habituellement la soutient de s'associer à la droite.

THIERRY BRÉHIER

M^{me} Dufoix est prête à aller devant la Haute Cour

M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales de 1984 à 1986, a indiqué, jeudi 12 novem- bre, sur France 3 Nord-Pas-de-Calais, qu'elle est prête à aller devant la Haute Cour si la proposition de résolution demandant sa mise en accusation est adoptée. « J'irai devant la Haute Cour comme dans tout lieu où on me demandera de m'exprimer », a-t-elle déclaré, ajou- tant : « Je n'ai pas peur de m'expli- quer. J'ai écrit tout ce que j'avais à dire de façon à ce que ce soit clair et précis, et, malheureusement, ce que qu'on ne peut faire de plus et de mieux, c'est d'expliquer ».

Pour M^{me} Dufoix, aujourd'hui déléguée interministérielle à la lutte contre la toxicomanie, « la très grande difficulté dans cette affaire du sang, c'est de se remettre dans l'état d'esprit et des connais- sances de cette époque ». « Je m'aperçois, au fil des mois, a-t-elle dit, qu'il y a relativement peu de gens qui essaient de comprendre ce qu'il s'est passé, ce qui a été fait et ce qui n'a pas été fait, et ce qui a été fait et ce qui n'a pas été fait, et ce qui a été fait et ce qui n'a pas été fait ».

M. Chirac dénonce les « insinuations » visant son gouvernement

M. Jacques Chirac, invité du journal régional de France 3 jeudi soir, a déclaré : « On ne peut pas éviter de dire aux Français tout ce qui s'est passé, ne serait-ce, d'ail- leurs, que pour que (...) de tels drames ne se renouvellent pas. On ne peut pas se contenter de juger des exécutants, sans que ceux qui assument des responsabilités poli- tiques - je ne préjuge pas du tout de leur rôle - soient également entendus. Nous avons, pour cela, une procédure. Peut-être n'est-elle pas excellente (...) peut-être faud- rait-il la modifier un jour, je ne me prononce pas sur ce point, mais elle existe, elle est constitutionnelle : c'est la Haute Cour de justice. Le président de la République a en ra- son de dire qu'il faut réunir la Haute Cour de justice ».

S'agissant du rôle de ses ministres, pendant la cohabitation, dans ce dossier (ils avaient eu à connaître des premières demandes d'indemnisation présentées par les hémophiles), M. Chirac a indiqué que leur mise en cause par les socialistes procède d'une démarche « de diversion et d'amalgame », qui le « choque ». Il s'agit, à ses yeux, d'« insinuations », qui, a-t-il dit, « ne font pas honneur » à leurs auteurs. « Lorsque le gouvernement de cohabitation est arrivé, toute cette affaire était réglée, terminée, a-t-il souligné. Le gouvernement précédent, avait - avec beaucoup trop de retard, et c'est bien tout le problème - pris les mesures qui s'imposaient ».

M^{me} Barzach : « Hystérie collective »

L'un des deux ministres concer- nés par le dossier du sang dans les années 1986-1988, M^{me} Michèle Barzach, alors ministre de la santé, aujourd'hui candidate de l'UDF aux élections législatives dans le Loiret, a déclaré, jeudi soir, sur TF 1, que M. Fabius avait « pris les décisions qu'il devait prendre dès qu'on lui [avait] soumis les problèmes qui se posaient » et qu'il l'avait fait « contre l'ensemble de ses conseillers ». « Ce qui se passe est grave, a dit M^{me} Barzach. Il y a une espèce d'hystérie collective autour de cette histoire, qui est dan- gereuse. Il faudrait, maintenant que les instances judiciaires sont mises en place, que [la procédure] se déroule dans la sérénité la plus totale. (...) Sinon, cela va mal se terminer ».

M. Bayrou (UDF) : « Juger les responsables »

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a déclaré, jeudi 12 novembre, sur France 3, que la « détermination commune » des parlementaires, devant l'affaire du sang contaminé, doit être de « juger les responsables, quel que soit leur rang ». Il a indiqué que, selon son « sentiment personnel », M. Laurent Fabius n'est pas « parmi les premiers responsables » dans cette affaire. Il a ajouté, cependant : « Je n'ai pas envie d'entrer dans la ques- tion de savoir qui est responsable de quoi. Cette question, c'est un problème pour les juges ».

« Notre problème, à l'Assemblée nationale, notre problème de res- ponsabilités politiques, c'est que per- sonne ne puisse se dire à l'abri de la loi », a continué le député (UDC) des Pyrénées-Atlantiques, en préci- sant qu'à ses yeux, dans la perspec- tive des prochaines élections légis- latives, « le problème très grave » du sang contaminé, « symbolique de l'irresponsabilité générale », n'est pas « le seul problème de la France ».

M. Giscard d'Estaing souhaite que la mise en accusation soit votée dans les prochaines semaines. M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, jeudi 12 novembre, sur France 2, que la mise en accusation devant la Haute Cour de justice des ministres consi- dérés comme responsables dans l'affaire de la transfusion, doit être « décidée avant la fin de la présente session parlementaire », en décembre, afin que l'instruction puisse débiter et que « l'on ne se perde pas dans la procédure ». « La Haute Cour est la seule institution qui permette, à l'heure actuelle, de juger les hommes politiques qui exercent des respon- sabilités et prennent des décisions à prendre », a affirmé le président de l'UDF.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Novembre 1992 (8 pages)

MAASTRICHT, AVANT, APRÈS

Le traité de Maastricht a été ratifié en France après une campagne particulière- ment animée, mais le travail d'explication pédagogique est loin d'être terminé. Ce numéro de *Dossiers et Documents* cherche à faire sous une forme concise le point le plus complet possible sur les divers volets que recouvre le traité : la monnaie, l'Eu- rope sociale, la politique étrangère et de sécurité commune, les pouvoirs de la Com- mission de Bruxelles... Avec en complé- ment, des schémas et un lexique.

Au sommaire des clés de l'info : le projet de loi sur la corruption, la difficile transition roumaine, l'affaire Toubert, spéculation et crise monétaire, le rôle du Sénat, les aléas du logement, les files Kouriles, le mystère des vaches folles, les prix littéraires.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

الطريق إلى

SANG CONTAMINÉ

De nouveaux documents sur la crise de février 1985

Comment le docteur Garretta et ses amis évincèrent le professeur Ruffié de la présidence du CNTS

Un des épisodes essentiels de l'affaire de la contamination des hémothésies par le virus du sida porte sur les circonstances dans lesquelles le docteur Michel Garretta a réussi en 1985 à prendre les pleins pouvoirs à la tête du Centre national de transfusion sanguine (CNTS). Le moment crucial

est le moment où le professeur Jacques Ruffié, nommé président du CNTS en 1983, a été évincé de la présidence du CNTS. Jusqu'à présent le seul document officiel connu sur cette affaire était le compte rendu de la réunion du conseil d'administration du 25 février 1985.

Plusieurs nouveaux documents permettent de mieux cerner les affrontements qui ont conduit à l'éviction du professeur Ruffié d'une présidence qu'il avait perçue comme insuffisamment, les dangers et les zones d'ombre. Outre le problème sanitaire lié à l'extension de l'épidémie du sida, ces documents mettent en évidence un aspect d'ordre financier jusqu'ici méconnu.

Le professeur Jacques Ruffié est élu à l'unanimité, le 18 décembre 1984, à la présidence du conseil d'administration du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) où il succède au professeur Jean Bernard. Le 25 février suivant, M. Ruffié est évincé de ce poste lors d'une réunion du conseil d'administration. Cette réunion est décrite et résumée dans les tensions provoquées au CNTS par les divergences d'appréciation quant à la politique à suivre face au risque de transmission du sida par les produits anti-hémothésiques, écrit le président de la 16^e chambre du tribunal de grande instance de Paris, M. Jean-Louis Mazères, dans le jugement qu'il rend le 23 octobre 1992 dans l'affaire des hémothésies contaminées par le virus du sida.

Le coup de force contre le professeur Ruffié avait été organisé par le docteur Michel Garretta qui occupait le poste de directeur général du CNTS depuis le 30 septembre 1984 (1). Fin 1983, le professeur Ruffié avait soutenu la candidature à la direction du CNTS du docteur Garretta. C'est d'autre part le professeur Jean Bernard qui avait demandé avec insistance au professeur Ruffié d'assurer sa succession. Pourqu'il, comment, en sept semaines, l'ancien titulaire de la chaire d'hématologie du centre régional de transfusion sanguine (CRTS) de Toulouse au CHU Purpan, proche de M. François Mitterrand, et ami de la famille Gar-

retta, est-il devenu un gêneur à écarter d'urgence alors qu'il possédait a priori toutes les qualités pour réussir à la tête du CNTS ? Au poste de président du CNTS, le professeur Ruffié s'aperçoit très vite de la situation qui prévaut à l'intérieur du centre : baisse régulière du nombre des prélèvements, piètre qualité des produits fabriqués au CNTS, multiples problèmes financiers. Tous ces éléments coïncident avec le développement en France de l'épidémie de sida ainsi qu'avec la confirmation des hypothèses sur la transmission du virus responsable de cette maladie par les produits dérivés du sang. Le débat sur l'importance qu'il convient d'accorder au type de produits anti-hémothésiques (chauffés et non chauffés) ne cesse de s'échauffer au sein de la communauté des spécialistes de cette maladie, l'importation des produits chimiques relevant en France du seul CNTS.

C'est ainsi que des tensions commencent à se faire jour dans l'état-major du CNTS. La Direction générale de la santé (DGS) en est rapidement consciente. Le 21 février 1985, M^{me} Marie-Thérèse Pierre, directrice adjointe de la santé, adresse une note - inédite - au professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, après avoir reçu le jour-même le docteur Garretta et deux de ses collaborateurs venus lui faire part de « la crise » qui couve au CNTS.

« Ses interlocuteurs se « laissent braver » par une situation qui ne peut se prolonger sans conduire le CNTS au « désastre ». « Aucun travail efficace ne peut être accompli, le temps et les efforts de chacun étant mobilisés par la crise », ils ajoutent que les déclarations du professeur Ruffié « ne sont fondées sur aucune étude sérieuse des dossiers ». Ils préviennent qu'en cours de conseil d'administration du 25 février un vote éventuel aboutirait à une motion de censure à l'égard de M. Ruffié.

Pierre précise alors : « M. Garretta et ses amis » proposent « une solution » : elle consisterait à obtenir du professeur Ruffié qu'il « exprime le désir d'être déchargé de ses responsabilités administratives ». Le docteur Garretta « et ses amis » proposent en outre que M. Charles Farine, représentant de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) au conseil d'administration du CNTS, soit nommé président par intérim. M^{me} Pierre craint que, si ce scénario se réalise, un conflit « extrêmement grave » n'éclate. Aussi donne-t-elle au professeur Roux un numéro de téléphone grâce auquel il pourrait joindre « dimanche » le docteur Garretta.

Cela ne sera pas suffisant pour déjouer la conjuration. Le 25 février, le professeur Roux ne parvient pas à contrecarrer les menées des détracteurs du professeur Ruffié. Bien que le directeur général de la santé ait menacé de « retirer son agrément » au docteur Garretta et déclaré que de « graves dangers menacent la France », le professeur Ruffié est mis en minorité : par 19 voix contre 2 et 3 abstentions, il se voit contraint de démissionner. M. Farine est désigné président par intérim (2). Par la suite, M. Roux déclare que le représentant du ministère de la santé ne s'oppose plus au conseil d'administration tant que l'enquête « indique qu'il a demandé d'urgence son rapport (nous avons rendu compte de cette réunion dans nos colonnes du 8 octobre 1991) ».

Dès lors, il reste à comprendre pourquoi une personnalité aussi éminente que le professeur Ruffié, ayant l'appui du directeur général de la santé, a ainsi été évincé de la présidence. En quoi pouvait-il contrecarrer les visées de celui qu'il avait intronisé deux ans auparavant pour succéder au professeur Soulier à la direction générale du CNTS ? Deux documents permettent d'y voir plus clair.

« Une lettre de M. Garretta Roux... » Le soir du 25 février, le professeur Roux fait, par écrit, au docteur Claude Weissberg, conseiller technique au cabinet de M. Edmond Hervé, un compte rendu de la réunion : « L'offensive, très bien organisée, a été conduite par M. Farine, vice-président (membre coopté après avoir été le représentant de la CNAM au conseil d'administration), par le professeur Strelitz, le professeur Logez (représentant du maire de Paris) et par M. Garretta (...). L'opération politique est évidente, le professeur Ruffié étant considéré comme proche du gouvernement. Mais surtout [ces deux mots sont soulignés] il faut que des intérêts importants soient en jeu, ou que des erreurs graves ou des malheurs... »

La réponse la plus plausible figure « en creux » dans un rapport sur le CNTS que l'inspection générale de l'action sanitaire et sociale (IGAS) a établi en juillet 1985. Ce rapport dont le contenu a été révélé dans nos colonnes (le Monde du 15 octobre 1991) a été cité dans le rapport Lucas de 1991 sur la contamination des hémothésies. La mécanique d'un compte spécial alimenté par les bénéfices sur la vente des fractions coagulantes importées (facteur VIII en particulier) y est décrite.

Depuis 1982, le ministère de la santé avait confié au CNTS le monopole de ces importations et, le 11 février 1982, il avait convenu que le CNTS réserverait, sur un compte spécial, les bénéfices réalisés à l'occasion de la vente (les prix de

cession officiels français étaient en effet fixés à un tarif supérieur au prix d'achat à l'étranger). Ce « compte réservé » devait servir à financer des programmes de recherches communes à plusieurs centres de transfusion (Lille, Bordeaux, Strasbourg et Paris), le CNTS, association régie par la loi de 1901, ne pouvant pour sa part tirer de profits. Mais ces programmes de recherche, figurant en premier lieu la production du facteur VIII par génie génétique au terme d'un accord passé avec la société Transgene.

Le professeur Ruffié était attaché à cet accord. Selon lui (le Monde du 16-17 décembre 1984), les extraordinaires progrès des biotechnologies devaient permettre de résoudre le problème de la contamination des fractions de sang humain « par des molécules parasites qui ont parfois des conséquences désastreuses : quand il s'agit par exemple de virus hautement pathogènes tels ceux de l'hépatite ou du sida ». Or, en prenant la présidence du CNTS, il s'aperçoit que les sommes destinées aux recherches de Transgene n'ont pas été utilisées aux fins prévues. Le rapport au CNTS de ces sommes n'a pas été fait. Le professeur Ruffié déclare : « Nous avons la chance d'avoir dans ce domaine un homme de qualité, le docteur Jean Logez, qui a été désigné pour être directeur général... »

(1) Le 21 février 1985, lors d'une réunion du conseil d'administration du CNTS, le professeur Ruffié déclare : « Nous avons la chance d'avoir dans ce domaine un homme de qualité, le docteur Jean Logez, qui a été désigné pour être directeur général... » (2) L'intérim de M. Farine dura jusqu'au 30 juin 1985, date à laquelle le professeur Jean Logez, adjoint au directeur général, prit la présidence du CNTS.

La réunion du 24 janvier 1985 sur les produits chauffés

Le débat sur l'importance qu'il convient d'accorder au type de produits anti-hémothésiques (chauffés et non chauffés) et l'importation des produits chauffés relevant en France du seul CNTS est jugé d'importance importante début 1985 pour que soit organisée, au secrétariat d'Etat à la santé, le 24 janvier, une réunion à laquelle participaient plusieurs responsables du haut niveau. Parmi ceux-ci figuraient notamment le professeur Jacques Dangoumau, directeur de la pharmacie et du médicament, M^{me} Marie-Thérèse Pierre, sous-directeur de la santé, le docteur Robert... général du Laboratoire national de santé, le docteur Broyelle, l'IGAS et le docteur Garretta. Le but de cette réunion est de « clarifier » le problème des importations de produits sanguins. Trois questions sont successivement abordées, parmi lesquelles l'importation de produits...

guins par le CNTS. M. Netter... d'embellir observer qu'en... qui concerne l'importation de... VIII chauffés... expérience ne prouve actuelle... que ce produit serait plus sûr... Le professeur Dangoumau... fait les... suivantes : « Les importations se révèlent trop coûteuses (57 millions de francs) ; il est regrettable que la France, qui est un pays évolué, soit obligée d'importer des produits sanguins ; les résultats obtenus en ce qui concerne la production de facteur VIII qui sera autosuffisante en 1985 ».

En... il est précisé qu'un... comité de l'hémothésie... cours de constitution auprès du CNTS aura pour mission de suivre la production, l'importation... répartition... coagulantes tout en... chargé l'évaluation... nouvelles importations de produits...

La Cour des comptes avait été alertée

La Cour des comptes s'interrogera-t-elle un jour dans le détail à la transfusion sanguine ? En février 1985, à la veille de son éviction, le président du conseil d'administration du CNTS, le professeur Jacques Ruffié, avait tenu à s'adresser à M. Pierre Molnot, procureur général à la Cour des comptes : « M. le procureur général, écrit-il alors, la situation préoccupante du Centre national de transfusion sanguine, dont je suis l'ancien président du conseil d'administration, me conduit à vous demander de comprendre cet organisme dans

un prochain programme de vérification. (...) Si cela était possible, il serait souhaitable que cette vérification ait lieu le plus rapidement possible. »

Quelques jours plus tard, M. Molnot répondait au Pr Ruffié : « J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 22 février 1985, écrite M. Molnot : je m'engage ce jour même à M. le président de la cinquième chambre, Monsieur le président de la Cour des comptes pour cette vérification. »

Sept ans plus tard, on ignore ce qu'il est advenu de cette demande.

d'exercer librement son métier - n'honore ni l'honneur du jeudi ni la société des journalistes, qui a cru devoir, en surplus, dénoncer publiquement ses confrères du Monde de la presse, le CNTS « stigmates de l'absence de règles déontologiques les plus élémentaires de la profession, qui jettent le discrédit sur la médiocrité de la presse ».

« Un sang impur : l'affaire des hémothésies contaminées », de M^{me} Sabine Pangam

Chronique d'une colère

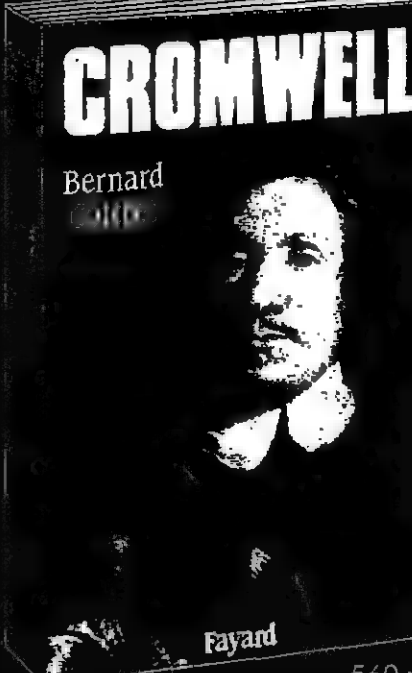
Tout ce qui ont suivi le procès des hémothésies contaminées, ont été, se souviennent longtemps de sa silhouette drapée du noir. M^{me} Sabine Pangam, présidente de l'Association française des hémothésies, dénonçait parmi ses confrères. Vibrante et candide, la lignée désemparée, les larmes au visage, les avocats des hémothésies contaminées par le virus du sida.

C'est M^{me} Pangam dénonçant l'absence de procès et son... Elle s'étranglait à l'idée qu'en regard de l'absence de procès par le CNTS Garretta et ses collègues, on puisse rendre la justice sur la base de la loi sur les fraudes de 1903. « Cette loi a été faite pour la moutarde, le yaourt ou de l'eau Perrier. Pas pour le sang ! ».

CROMWELL

A côté de l'homme de guerre et de l'homme d'Etat il restait à crayonner le visionnaire, le bouffon, le père, le mari, l'homme-Proteus, en un mot le Cromwell double, homo et vir.

Victor Hugo



560 p.
160 F.

Bernard Cottret d'abord beaucoup d'ironie et de finesse pour mettre en évidence la vérité dans le portrait de cet homme énigmatique... On ne peut qu'être intrigué par ce dictateur, à la fois conscient de sa mission et... calculateur.

Jean Cozanneville, Le Figaro de l'histoire

L'Histoire
chez
FAYARD

TÉS

« J. » : Epée de cernaia, 8^e de Bole, 5^e AS SAUTER Hallas, 1^{er} an-Concorde, amuso, 14^e Franpaia, 8^e aia (ex Furmont Aléa, masia, 14^e 4^e II, 10^e

1^{er} Parame, 8^e « J. » : Uopia, 8^e Balzac, 9^e

« J. » : Amba-1-03 : Grand Trois Locom-10-43 : Club 3-68-62-78. Express, 1^{er} 15-62-41-46 15-74-85-40 Uéala, 14^e

Sumone Las ou Opéra, 2^e Odéon, 8^e safeuille, 8^e « J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

Pr : 14 Ju-

« J. » : Las Halles, de-Ars II, 8^e safeuille, 8^e « J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

russe, v.o. : 5-33-57-77

PRISUS

E (A, v.o.) : « 85-10-46 », 1^{er} Action 3-29-44-40

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

« J. » : 11-43-42-04-67 lna (ex Fau-za Parame Aléa, 14^e grenala, 15^e ramion, 15^e 1^{er} II, 18^e

POLITIQUE

Le congrès national de Génération Ecologie

M. Brice Lalonde souhaite une «recomposition démocratique»

Parallèlement à l'assemblée générale annuelle des Verts, réunie à Chambéry, Génération Ecologie organise le 14 et 15 novembre à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) son premier congrès national depuis sa création en 1990. Le récent accord passé avec les Verts sera au cœur du débat.

Pour le premier jour depuis le début de la longue carrière politique, M. Brice Lalonde va devoir se confronter au débat d'un parti, Génération Ecologie, qu'après deux ans d'existence, les gouvernements il avait cru nécessaire de fonder en 1990 afin d'établir un rapport de plus en plus étroit avec l'environnement qu'il était. Certes, l'aura de M. Lalonde ne peut que lui donner de la légitimité, mais l'opinion comme au sein de son propre mouvement, que l'exercice ne présente guère de risques. Il n'en est pas moins certain que c'est avec une attention particulière que l'on observera la reconversion de celui qui avait été le ministre de la Sorbonne aux «carrières» et qui est maintenant en mandarin l'écologie politique.

Les moins de vingt-deux contributions ont été déposées.

À l'appréciation des députés du congrès. Certains s'interrogent sur la pertinence de la démarche. «Sommes-nous sûrs que les accords avec les Verts seront suivis d'effet à la base?», s'interrogent les députés de la contribution Le Guénédal, coignée par le secrétaire général de la Fédération Ecologie, M. François Donzel, et par M. Jean-François Donzel, ex-PS de Grand-Couronne (Seine-Maritime), conseiller régional Haute-Normandie, ancien porte-parole du mouvement. «Comment dire qu'il y a un candidat commun vert qui, hier encore, se prononçait pour le non à l'Europe?», ajoutent-ils. Ils marquent leurs préférences pour un «regroupement écolo-social-démocrate humaniste» et de réclamer davantage de «fraternité» dans les règles de fonctionnement interne. Alain contestataire, M. Yves Matuszewska, maire (ex-UDF) de Lons-le-Saunier, conseiller régional de Languedoc-Roussillon, franchit un pas supplémentaire en observant «la frustration des militants à l'égard du rang de députés réduits».

Concernant l'alliance avec les Verts, M. Matuszewska se demande comment on a pu «conclure un accord programmatique sans avoir soi-même un programme», sauf à admettre, précise-t-il, «qu'il y a une Génération Ecologie qui n'est pas naturellement porteuse du programme sans que celui-ci ait été mis au moins en débat». M. Lalonde, propre contribution, M. Lalonde

reconnaît lui-même quelques «brèves dans l'inspiration». Sur le fond, il marque sa préférence pour une stratégie bâtie «autour de l'élection présidentielle, «outil le plus efficace pour construire l'autre alternance». Se faisant le porte-parole «des militants multicolores, «à la fois pluridimensionnels, des premiers citoyens planétaires, des justiciers conviviaux et des judicieux du marché», l'ancien ministre estime que les écologistes ne seront pas les «suppléants» du PS ou de l'UDF. «Le PS a mené la guerre, il est aujourd'hui à bout de souffle. Il dépose son drapeau. Il a failli à ses principes. Dans ces conditions, pourquoi risquer d'attirer le discrédit frappant le PS aux élections?», mieux vaut donc se tourner vers l'écologie, le seul parti capable de dépasser le PS pour amorcer la reconstitution démocratique.

Après avoir été l'un des rares écologistes à mener l'été dernier une campagne active en faveur du traité de Maastricht et après avoir assisté sur le terrain, à deux reprises, à la campagne américaine du ticket gagnant Clinton-Gore, M. Lalonde a déterminé à inscrire un «rose-vert-bleu» beaucoup plus large que le pôle écologiste formé avec les Verts. Génération Ecologie, préface à une «Génération Fraternité», pourrait être ainsi, selon les vœux de l'ancien député à l'Assemblée nationale, un «comité d'initiative» d'un parti démocratique.

JEAN-LOUIS SAUX

En progression de 9,3 % par rapport à 1992

Le budget de l'environnement est adopté grâce à l'abstention du Parti communiste

Les députés ont adopté, jeudi 12 novembre, les crédits du ministère de l'environnement présentés par M. Ségolène Royal. Ce budget de 1,5 milliard de francs, soit une progression de 9,3 % par rapport à celui prévu pour 1992, a été voté par 317 voix contre 100. Les communistes ont voté contre, les socialistes ont voté pour. En revanche, les crédits du ministère de la jeunesse et des sports, présentés ensuite par M. Frédéric Bredin, ont été réservés, faute d'une majorité pour les adopter. En augmentation de 4,8 % par rapport à 1992, ce budget de 1,1 milliard de francs a été voté par 317 voix contre 100.

C'est fin de législature à l'Assemblée nationale. A quelques mois de la fin de la législature, les députés ont voté le budget de l'environnement. A quelques mois de la fin de la législature, les députés ont voté le budget de l'environnement.

M. Royal a eu à cœur de faire passer le message de la jeunesse et des sports du prochain gouvernement. M. Michel Barnier (RPR, Savoie), ministre de l'environnement, a été élu ministre de l'environnement. M. Barnier a été élu ministre de l'environnement.

Maquignonnage parlementaire

Stimulé par le groupe socialiste, le ministre a plaidé pour une «écologie qui fasse de la loi l'environnement humanitaire, nouvelle citoyenneté, puisse respecter l'environnement c'est respecter les autres, et un nouvel instrument de lutte contre l'inégalité» à l'égard de la planète, puisqu'en la matière «la capacité d'autodéfense des citoyens est proportionnelle à leurs revenus et à leur niveau d'éducation».

Tout humanisme, cependant, a ses contingences. Pour le ministre,

travaux pratiques consistent en la construction d'un bâtiment à énergie zéro, le projet d'adopter un crédit, le projet d'adopter un crédit, le projet d'adopter un crédit.

Les députés ont voté le budget de l'environnement. Les députés ont voté le budget de l'environnement.

L'impatience de M. Guy Druet

Bon prince, le ministre a enfin réussi à répondre à un des sujets de préoccupation de M. Barnier, auteur d'un projet de loi relatif à la protection de l'environnement, en indiquant qu'il se faisait fort de conclure avec le CEA, EDF et la COGEMA une convention les invitant à verser 200 millions de francs pour assurer les meilleures conditions de démantèlement de certaines installations nucléaires. Ces largesses dispensées, le vote du budget de l'environnement n'a plus été qu'une formalité.

Plus tard dans la soirée, M. Druet a eu moins de chance, son projet de loi relatif à la protection de l'environnement n'a pas été adopté. M. Druet a eu moins de chance, son projet de loi relatif à la protection de l'environnement n'a pas été adopté.

des arbitrages qui ne permettent pas de financer la progression des crédits. «Les résultats mirobolants vous annoncent l'absence d'apport à la souffrance budgétaire», a crié le porte-parole du RPR.

M. Bredin n'a pas le moins de soutien de la part de M. Georges Hago (PC, Nord). «Votre budget relève de l'escomote», ne point dit de la manipulation, a-t-il affirmé. Depuis vingt ans, la honte cette maison, les ministres passent et je demeure. Chaque année, je les entends dire que leur budget est meilleur que le précédent: en fait de quoi il représente toujours deux mille du budget de la nation», MM. Edouard Landrain (app. UDF, Loire-Atlantique) et Hubert (UDF, Var) ont tout aussi impitoyables. Les socialistes, MM. Gérard Bapt (Haute-Garonne) et Alain Hilt (Puy-de-Dôme), ont donc été les seuls à se réjouir du fait que pour la première fois «le seul des 3 milliards est franchi».

Tous les orateurs se sont inquiétés de la suppression, contestée par M. Bredin, de quatre-vingt-quatre cadres techniques. Tous ont également regretté le déficit chronique du FNDS. Le ministre a annoncé que l'Etat renoncera en 1993 à 155 millions de francs de recettes au profit du fonds, qui devrait bénéficier, comme le propose M. Migaud, de recettes autonomes. M. Bredin a précisé que le volume de ces recettes atteindrait le milliard de francs.

Plus tard dans la soirée, M. Druet a eu moins de chance, son projet de loi relatif à la protection de l'environnement n'a pas été adopté. M. Druet a eu moins de chance, son projet de loi relatif à la protection de l'environnement n'a pas été adopté.

GILLES PARIS

Le projet de réforme des institutions

M. Chirac invite l'opposition à «ne pas tomber dans le piège» tendu par M. Mitterrand

LONS-LE-SAUNIER

de notre envoyé spécial

La campagne des élections législatives a commencé jeudi 11 novembre à Lons-le-Saunier (Jura) par le président de la République. Le président du RPR a déclaré au département de l'opposition ne semble pas rencontrer d'obstacle majeur. Alors que les socialistes détiennent deux circonscriptions législatives sur trois, la droite espère réaliser le grand chelem du tiers républicain, avec MM. Jacques Chirac (RPR), maire de Lons-le-Saunier, et Jean-Pierre Charnonnet (RPR), député de Charnonnet, et Gilbert (UDF), député, maire de Dole.

En début de soirée, le président du RPR a tenu une réunion publique en présence de deux mille personnes, à Lons-le-Saunier. Il a dressé un bilan sans concession du socialisme et il s'est élevé contre la dernière réforme

constitutionnelle suggérée par le chef de l'Etat, qui, a-t-il dit, «n'a pas pour objet d'améliorer les institutions dont M. Mitterrand a usé et surtout abusé». L'ancien premier ministre a estimé que «trois conditions» seraient nécessaires pour mener à bien «cette œuvre importante et complexe»: «Ne pas chercher à changer l'esprit et l'équilibre de nos institutions, ne pas avoir l'arrière-pensée politicienne d'introduire un nouveau sujet de discordance entre les Français, le faire dans le respect de la légitimité d'un pouvoir dont la légitimité ne puisse être contestée». Selon M. Chirac, «ces conditions ne sont pas réunies» et «il n'appartient pas à un pouvoir frustant de prendre une telle initiative». «L'opposition serait bien inspirée de ne pas tomber dans ce nouveau piège et de refuser de s'engager dans cette voie avant les prochaines élections législatives», a-t-il conclu.

Evitant les «responsabilités qui incombent désormais à l'opposition»,

le maire de Paris en a cité trois: «Dire la vérité aux Français», ce qui nécessite de «réaliser sans délai un audit approfondi permettant de mesurer avec précision l'état de la France»; «rassembler les Français autour d'un projet» regroupant deux idées-forces: «la liberté du citoyen et l'égalité des chances»; la troisième responsabilité de l'opposition, selon M. Chirac, est «le devoir d'union» car «la fin du socialisme est proche, mais son rejet par l'opinion, aussi clair et profond qu'il soit, ne peut tenir lieu de projet d'avenir pour notre pays».

M. Chirac a enfin affirmé que «les différentes familles qui composent l'opposition ne sont pas encore réellement parvenues à incarner aux yeux des Français une perspective rassurante d'alternance», mais il a ajouté: «Nous sommes plus près encore d'un projet commun que nous ne l'étions fin 1985».

OLIVIER BIFFAUD

M. Giscard d'Estaing se dit hostile à un comité consultatif constitutionnel

M. Valéry Giscard d'Estaing a opposé, jeudi 12 novembre, sur son 2, une fin de non-recevoir à la proposition de créer un comité consultatif constitutionnel pour préparer une réforme des institutions. M. François Mitterrand avait, lors de son intervention télévisée, répercuté ainsi une suggestion de M. Edouard Balladur. «Je suis tout à fait hostile à la création de ce comité consultatif parce qu'il n'a aucune existence légale, ni constitutionnelle», a dit le président.

UDF. Je souhaite que ce soit le Parlement qui reçoive les propositions du président de la République. Cette révision constitutionnelle ne pourra être votée que par la prochaine Assemblée», a estimé l'ancien président de la République, qui a ajouté: «Il y a une seule réforme que l'on peut réaliser tout de suite, c'est le quinquennat. Elle est prête, elle a été votée conforme par les deux Assemblées. Il suffit soit de la mettre au référendum, soit de la faire voter».

M. Giscard d'Estaing a assuré qu'il est mis d'accord avec M. Jacques Chirac pour ne pas «tomber dans le piège» de l'opposition. M. Mitterrand a réformé la Constitution. «S'il y a l'idée d'utiliser cette initiative pour diviser l'opposition, nous ne la suivons pas», a-t-il dit. «Nous prendrons une position commune: nous ne laisserons pas une fausse réforme nous diviser».

Les cérémonies du 11 novembre

Indignation d'organisations juives après l'absence d'une gerbe présidentielle sur la tombe de Pétain

Plusieurs organisations représentatives de la communauté juive ont exprimé, jeudi 12 novembre, leur tristesse et leur indignation après le dépôt de gerbe effectué, la veille, au nom du président de la République par le préfet de Vendée sur la tombe de Philippe Pétain sur l'île d'Yeu. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a fait part de la «très vive émotion» et de la «douleur profonde» de la communauté juive à l'annonce de ce geste sur la tombe de l'ancien chef de l'Etat, dans le cadre d'une cérémonie, l'anniversaire des juifs de France et la chasse aux résistants fut

primordial. Le CRIF considère qu'«en cette année du cinquantième anniversaire de la grande rafle du Vel'd'Or», ce geste incompréhensible est une blessure, infligée aux rescapés et aux familles des victimes et se veut une provocation à l'égard du régime de Vichy. Le CRIF estime donc «indispensable de demander la représentation nationale, Assemblée et Sénat, de pérorer par un texte solennel, le souvenir de l'infamie commise sur le sol de France par l'Etat français».

L'idée d'un débat parlementaire sur la période de Vichy est également défendue par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui demande

que la proposition de loi de M. Jean Le Garrec (PS, Nord) visant à faire du 16 juillet (date de la rafle du Vel'd'Or) de 1942, NDLR, une «journée nationale de commémoration des persécutions et des crimes perpétrés contre les juifs par l'Etat français de Vichy» soit inscrite à l'ordre du jour des travaux du Parlement. A l'appel de l'UEJF, environ cent cinquante personnes se sont réunies, jeudi en fin d'après-midi, devant l'emplacement du Velodrome d'hiver à Paris.

M. Le Garrec (PS)

ne comprend pas. Du côté du gouvernement, M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a justifié le geste présidentiel en indiquant que «c'est la mémoire de celui qui a été l'un des chefs de guerre de la première guerre et non la mémoire de celui qui a incarné un régime d'oppression insupportable qui est honorée». «Il y a eu deux Pétain et je n'ai pas à juger si cette tradition est bonne ou mauvaise, à poursuivre le ministre. J'ai bien sûr un sentiment intérieur, mais je le garde pour moi».

Cette version officielle des «deux Pétain» suscite toutefois un certain malaise au Parti socialiste. M. Le Garrec, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, nous a déclaré que cette «habileté» est «une fausseté qui ne trompe personne» et «n'est pas à la hauteur de la situation». M. Le Garrec, qui se dit «sévère» dans cette affaire, affirme «ne pas comprendre l'attitude du président de la République».

Demande de levée d'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron (Charente)

L'Assemblée nationale a été saisie, mardi 10 novembre, d'une demande de levée d'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, député (non inscrit) de la Charente, ancien maire de Saint-Angoulême, et de la requête du procureur général près la cour d'appel de Bordeaux, M. Claude Jord.

Selon la lecture du premier acte public, jeudi par l'Assemblée nationale, le dossier général de la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Boucheron, député (non inscrit) de la Charente, ancien maire de Saint-Angoulême, et de la requête du procureur général près la cour d'appel de Bordeaux, M. Claude Jord.

Le dossier concerné l'usine de Saint-Angoulême, lequel, M. Jord, le député de la Charente, pourrait être inculpé, «sous réserve des délais de prescription délictuelle», «complicité, par instructions données, de faux en écritures privées, de commerce et de banque», «faux», «recel d'abus de biens sociaux», «corruption passive».

En vertu du règlement de l'Assemblée nationale, une commission ad hoc, composée de quinze membres (7 PS, 4 RPR, 2 UDF, 1 UDC et 1 PC) a été constituée mercredi 11 novembre en vue d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Boucheron. L'ancien maire de Saint-Angoulême fait déjà l'objet de deux inculpations à Saint-Angoulême et à Bordeaux.

Ils répondent aux questions qu'ils n'ont pas toujours envie d'entendre.

Chère de Vichy

2 France

Dimanche 15 novembre à 12 h, François-Henri de VIRIEU reçoit Henri EMMANUELLI

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur:

REFLEXIONS SUR LES IDENTITÉS

Envoyer 80 F (Minibars à 2,50 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LE 14 NOVEMBRE,
7 CHAINES DE TELEVISION VOUS
OUVRIRONT LE MONDE.

CANALSATELLITE lance la réception directe
satellite en France.



13 H. PLUMES DES CHAMPS SUR PLUMET OU PLUMES DE CHOUILLIS SUR CINE CINEFIL



11 H. MORT DE TROUILLE SUR CINE CINEFIL OU MORT DE RIRE SUR CANAL 3

CANALSATELLITE c'est 7 chaînes françaises,
chacune sur un thème différent.

CINE CINEFIL : le monde des **chais-d'œuvre**
en noir et blanc, la grande époque
de Hollywood, les **classiques français**.

un monde d'imagination pour les
enfants, enfin une chaîne faite pour eux.

toute notre **planète** et son
histoire mises en **images**.

les plus **marquantes** succès du
cinéma des 10 dernières années,
plus de 30 disciplines,
des directs de tous les continents en passant
par votre équipe régionale.

MCM : la musique d'aujourd'hui, **méga concert**,
clips, interviews de vos stars préférées.

l'enthousiasme des années 60,
l'ambiance d'une époque mythique
qui rassemble les **généralistes**.



12 H. APPROCHES SUR PLUMET OU CINE SUR CANAL 3



10 H. BÊTE DE BRIN SUR TV GÉANT OU BÊTE DE SCÈNE SUR MCM

Sur le même satellite, les chaînes Ciné Channel
Canal + et France 2 diffusent aussi
des programmes au format **écran large** (16:9).

Toutes les chaînes CANALSATELLITE sont également
diffusées sur la plupart des réseaux câblés.

Pour vous abonner à CANALSATELLITE et vous
équiper d'une antenne satellite, adressez-vous à votre
opérateur de télévision ou à CANAL +
ou CANALSATELLITE, tapez 3615 CANALSAT
ou appelez le 01 40 87 34 23.

CANAL SATELLITE

7 chaînes pour vous ouvrir le monde

ITÉS

v.o.) : Spée de
comars, 8°

de Bois, 6°

AS SAUTER

Hallier, 1°

en-Concordia,

varasse, 14°

Francia, 9°

ains (ex Fer-

mont Aléa,

masse, 14°

ier II, 18°

IS (Fr.) : Le

2. de Benu-

Pagode, 7°

Balzac, 8°

Secelle, 11°

t Parnass, 6°

v.o.) : Utopia,

1. Balzac, 8°

mont Ambe-

5-08) : Grand

Trois Luxem-

70-43) : Club

12-55-52-73)

Express, 1°

Bretagne, 8°

45-52-41-48

15-74-98-40

Aléa, 14°

Gaumont Les

ont Opéra, 2°

Océan, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

Jefferville, 6°

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant la cour d'assises de la Marne

La boulangère et le fusil

Marie-Josée Garnier, trente ans, comparait depuis le 12 novembre devant la cour d'assises de la Marne pour répondre du meurtre d'Ali Rafa, vingt-trois ans, tué d'une balle de 22 long rifle dans la tête le 12 février 1989 à Reims. Elle a la peur, le goût des armes et l'alcoolisme qui semblent à l'origine du drame.

REIMS

de notre envoyé spécial

Reims. Le mot est bien fort, et Jacky Tollon ne l'accepte pas. Boulanger à Reims depuis 1983, il a travaillé dur. Pour maintenir les emprunts et payer la dette de l'ouvrier, le revenu du travail se jour ne suffisait pas. Alors, le week-end, il a développé le commerce de nuit. À partir de 23 heures, tous les clients étaient admis. Le magasin était ouvert. De 1 000 à 1 500 F le jour, la recette passait à 3 000 F la nuit.

Certes, la clientèle était effrayée et M. Tollon se plaignait d'avoir subi beaucoup d'agressions. Il ne sait pas combien et ne se souvient pas très bien des dates, mais il y a un fait saillant. La justice a gardé la trace de deux d'entre elles, mais il ne déposait pas une plainte à chaque fois. En tout cas, il avait peur. C'est lui, on a trouvé une carabine, un fusil et un pistolet. Il avait même acheté une chemise dessinée pour la garde, mais l'installateur avait tardé à la poser.

D'un autre côté, M. Tollon n'avait pas la réputation d'être un homme très sûr. Une remar-

que sur la fraîcheur d'un jeune homme lui avait suffi pour dégrader un pistolet afin d'expulser ce client. Tollon, inquiet, lui avait offert à boire un peu trop vite qu'il prenait des médicaments pour ses nerfs. L'avocat général, M. Georges Gutierrez, ne mâche pas ses mots : « Pour la victime, expert, vous êtes un alcoolique et pour les témoins vous n'êtes pas très aimable, notamment avec la clientèle maghrébine. »

M. Tollon a répondu qu'il ne comprenait rien à ce qu'on lui disait. « Quand la justice a dit que j'étais un alcoolique, j'ai voulu me venger. » Mais quand qu'une fois il a été accueilli par le boulanger armé d'un fusil, il a retourné quand même son fusil et a copié, car « parfois il nous trompe ». Mais.

« J'ai paniqué »

C'est dans cette ambiance que Marie-Josée Garnier. En 1983, elle avait eu son oncle Jacky Tollon, lorsqu'il avait été un boulanger. Il avait eu peur de sa femme et, selon l'expert psychologue, c'est la pitié qui avait guidé Marie-Josée. « Elle était un peu de sauvagerie. » En tout cas, l'affection se transformait en amour pour un homme qui ne lui était pas son père. En parlant de lui, elle disait « mon mari ». Elle vivait dans l'angoisse des agressions, même si elle non plus ne peut pas donner de dates précises. Elle se borne à répéter : « Ça devenait inquiétant, ça dégénérait. »

Le 12 février, vers six heures, elle a été réveillée par du bruit. Elle a pris la carabine 22 long rifle qui était sous son lit et elle est descendue dans la boutique. A-t-elle vu deux ou trois personnes ? Ou bien encore une personne, comme elle n'avait dit aux

enquêteurs, en ajoutant : « J'ai vu un homme, j'en prenais le monnaie. »

Toujours est-il qu'elle a tiré, l'arme à la hanche. Et Ali Rafa s'est écroulé, atteint à la tempe. « J'ai pris peur, j'ai paniqué, j'ai voulu me venger. » Mais aujourd'hui, je suis ici, murmure Marie-Josée. C'était pour les effrayer, pour les faire sortir du magasin. Je n'ai pas visé. Je n'ai même pas voulu blesser quelqu'un. Pour moi, c'était comme tirer au plafond. Et l'expert en balistique est venu confirmer qu'une inclinaison supplémentaire de quelques millimètres aurait suffi pour que la balle passe au-dessus de la tête d'Ali Rafa.

Mais que s'est-il passé avant que Marie-Josée ne descende de sa chambre ? La cour aura bien du mal à le savoir. Selon M. Tollon, sept ou huit jeunes gens sont arrivés dans sa boutique en demandant à être servis. Il a voulu voir s'ils avaient de l'argent. On lui a montré un billet de 50 F. « Pendant ce temps-là, les autres me volaient sur les étagères. Je me suis fâché. Ils m'ont tabassé. Il y en a un qui a essayé de faire la course. » Par certains côtés, sa version ressemble à celle que les jeunes gens ont racontée aux enquêteurs aussitôt après les faits, même si de nombreux détails diffèrent.

Une arme en vente libre

C'est sur ces déclarations que plusieurs d'entre eux ont été condamnés pour vol à des peines allant du tribunal correctionnel. Mais aujourd'hui, Delle, Abdelkrim, Mohamed, Abdelkrim, Ali et leurs amis n'ont pas compris le but du procès.

A les entendre, il ne s'est rien passé ou si peu, et la cour d'assises se penche uniquement sur

un vol à l'intérieur admis du côté des lèvres. Il y a donc bien eu une arme à feu, mais elle n'a pas été précisée si, à l'instinct ou par hasard, M. Tollon se trouvait véritablement menacé. Car les jeunes gens admettent au plus quelques chapardages de gâteaux. Bien sûr, ils avaient un anniversaire et certains avaient un peu bu. Cela est certain, comme il est certain qu'Ali Rafa n'avait pas car il n'avait pas resté près de la porte.

« Tout ce que je faisais d'Abdelkrim », dit une jeune fille, policière. Car, avec 1,33 g d'alcool dans le sang, Abdelkrim n'est pas plus commode que M. Tollon avec 1,63 g. Et c'est peut-être pour cela que l'avocat général a posé aux deux hommes la même question : « Est-ce que vous ne vous sentez pas quelque part un peu responsable ? »

Mais d'après Marie-Josée Garnier que l'on juge, et aujourd'hui elle a quitté M. Tollon, elle ne veut pas en dire de mal. « Non, je m'excuse, c'est le vœu de juger », répète la jeune femme. A l'époque, elle ne s'était même pas aperçue que M. Tollon avait et l'avocat général lui-même l'a dit, un surcroît d'un expert explique par une dépendance relationnelle.

Pour expliquer son geste, Marie-Josée bredouille : « Je voyais la pitié, j'avais peur que ça dégénère. Et à propos de la carabine, elle répond : « J'ai toujours eu peur des armes. » L'expert en balistique prend la parole. L'arme était une carabine 22 long rifle, très dangereuse. Extrêmement courante. C'est celle qui est la plus utilisée pour le tir à l'arc. Elle est en vente libre. »

MAURICE PEYROT

SCIENCES

Mort de l'astronome hollandais Jan Hendrik Oort

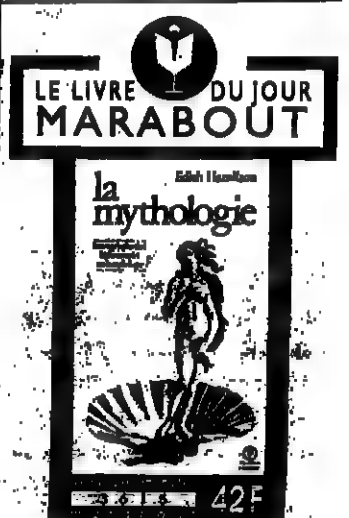
L'astronome hollandais Jan Hendrik Oort est mort le 11 novembre dernier à l'âge de quatre-vingt-douze ans, a-t-on appris jeudi 11 novembre. Directeur de l'observatoire de Leyde (Pays-Bas) de 1945 à 1970, il était l'auteur de plusieurs découvertes qui ont permis des avancées fondamentales dans l'étude des galaxies.

Le profane qui s'intéresse un peu à l'astronomie connaît forcément le nuage d'Oort, cette concentration de petits corps célestes situés au confins du système solaire, et d'où se détachent les comètes que nous pouvons observer périodiquement. Cette théorie, aujourd'hui communément admise, fut développée par Jan Hendrik Oort en 1950. « Elle a permis, explique Jean-Louis Bertaux, de l'observatoire de Meudon, d'expliquer que les comètes étaient bien des morceaux de notre système solaire. » Il devenait alors possible, à partir de l'étude de ces paquets de glace et de poussière formés il y a 4,6 milliards d'années, de déduire des informations importantes sur la composition des planètes internes (Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune et Pluton).

Pour les astronomes, cependant, Jan Oort reste avant tout l'homme dont les travaux ont permis une avancée spectaculaire dans l'étude des galaxies. En 1927, il démontre que les étoiles et les nuages de gaz composant notre galaxie sont liés par un point central, selon une loi qui fait se comporter l'ensemble un peu comme un fluide. C'est la rotation différentielle. Il s'attacha ensuite à utiliser cette loi pour étudier la répartition des étoiles de notre galaxie, et mettre en évidence sa structure en spirale. Plus tard, en 1951, il montra (en même temps qu'une équipe d'astronomes américains) que l'hydrogène, le second élément chimique de l'univers, peut être détecté par radio, sur une longueur d'onde de 21 centimètres.

« La découverte de cette « raie à 21 centimètres » nous a fourni un outil extraordinaire pour sonder l'univers sur de très grandes échelles », souligne M. Lucienne Gugenheim, radioastronome au Geminet de Nancy (Cher). Par ailleurs, les travaux de Jan Oort ont permis de fournir le premier indice sur l'existence d'une « matière cachée », une sorte de matière encore invisible, qui constituerait 80 % du contenu de l'univers. »

J.-P. B.



EN NOVEMBRE CHEZ CITROËN

9000 F

sur l'achat d'une CITROËN AX
à moteur catalysé pour
tous les Amoureux de la Nature.



2000 F D'AIDE FISCALE + 7000 F DE REPRISE MINIMUM. CITROËN reprend votre véhicule 7000 F TTC minimum, quel que soit son état ou aux conditions Argus* + 7000 F si la carte grise est à votre nom depuis plus de 12 mois, pour tout achat d'une CITROËN AX neuve AM 93, d'une cylindrée au moins égale à celle du véhicule à reprendre. En plus, sur toutes les CITROËN AX essence catalysées, vous bénéficiez de l'aide fiscale de 7000 F. Offre valable dans la limite des stocks disponibles, pour les véhicules commandés en novembre et immatriculés au plus tard le 31 décembre 1992, dans tous les points de vente CITROËN affichant l'opération. Offre non cumulable avec d'autres offres promotionnelles. *Valeur de reprise Argus calculée en fonction du cours moyen de l'Argus du jour, du kilométrage du véhicule, et diminuée des frais éventuels relatifs à l'état standard et de 15% pour frais et charges professionnels. Relations clientèle 05 24 24 (appel gratuit) ou Minitel 3615 CITROËN.

CITROËN AX ESSENCE OU DIESEL

CITROËN

CITROËN préfère TOTAL



Handwritten text in Arabic script: "مكتبة ابن خلدون"

Désormais chaque semaine

Le Monde

HEURES LOCALES

consacre 8 pages
à la vie régionale



L'actualité des collectivités territoriales
Un tour de France des cités
Le dossier de la semaine
L'Ile-de-France...

*Avec les informations pratiques,
les débats, les livres.*

**Chaque week-end, un cahier séparé
avec des pages couleur,
pour mieux connaître la vie locale**

RENDEZ-VOUS LE SAMEDI 14 NOVEMBRE

(numéro daté dimanche 15-lundi 16 novembre)

مكة امنه الوطن

[illegible]

ÉCONOMIE

BILLET

La fin d'une batellerie

La modernisation de la batellerie française par l'abolition d'une règle archaïque qui régit son fonctionnement : le tour de France. Un projet de loi présenté jeudi 11 novembre par les ministres devrait permettre dans un délai de deux ans le début de cette pratique corporatiste d'une loi de 1941.

Actuellement, un système anti-concurrence impose aux chargeurs de la filière le premier tour de France. Les navires sont donc obligés de faire le tour de France pour aller à destination de la France. Cette obligation du tour de France, qui touche l'ensemble des 1 300 bateaux français, ne concerne pas aujourd'hui que 15 % du trafic de marchandises par voies fluviales, pour des raisons de coût. Elle ne s'applique quasiment pas aux navires fluviaux, aux pratiques industrielles, à la batellerie industrielle. Mais son projet de loi, le ministre de l'Équipement, M. Georges Sarre, a voulu se garder des excès de la libéralisation du transport routier organisée en 1991, qui a conduit à une guerre des prix qui nuit à la profession.

C'est ainsi que l'effort progressif qui se mettra fin au tour de France, si ce n'est en effet, sera de permettre le tour de France, particulièrement utile dans le transport de marchandises, pour protéger les travailleurs pendant une période transitoire qui leur permettra de profiter pour élargir les possibilités de recrutement dans les maritimes européens et avec les autres modes de transport, explique le ministre.

Durant six ans, le tour de France sera aménagé de telle sorte qu'après deux heures de travail, les vingt-quatre heures de travail effectuées en mer pourront être effectuées en terre. Cette transition, qui sera librement conclue. Pendant cette période transitoire, les navires de transport par voies navigables composés de bateliers, des chargeurs, d'armateurs et des représentants de l'administration seront soumis à la modernisation de la batellerie. Enfin, à l'issue de cette transition, les navires de transport fluviaux seront régis par la loi commune et les tarifs librement établis.

MARTINE LARONCHE

Rencontre avec le futur PDG, M. Robert Eaton

La fragile résurrection de Chrysler

Au 1^{er} janvier 1993, M. Robert Eaton, cinquante-deux ans, ancien patron de General Motors Europe débauché par la firme américaine au printemps dernier, succède au légendaire Lee Iacocca à la tête de Chrysler. Seule parmi les trois firmes de Detroit à présenter un bilan positif pour son exercice 1992, Chrysler a réussi à réduire ses coûts», affirme M. Eaton dans un entretien accordé à plusieurs journalistes européens lors d'un voyage à Londres. Jugant insuffisante la présence de Chrysler en Europe, M. Eaton juge très sévèrement la direction de Bruxelles de la firme américaine et leur entrée dans la CEE. «C'est une situation très délicate», dit-il, «Chrysler n'attend pas en vain...»

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Changement d'homme, changement de style. M. Robert Eaton, qui fut quatre années durant le patron des activités européennes de General Motors, les deux années bénéficiaires, d'un formidable succès qui fut Lee Iacocca. Le ton est posé. Les projets sont systématiques, les indications sont claires. «Je me souviens d'une lettre de Lee Iacocca au début de son mandat, précisait-il. Bref, M. Eaton a mis pas un «showman». Au physique de bonhomme de M. Iacocca, il est plus jeune, il oppose une allure un peu ronde. Moins sûr, mais plus sûr.

Son itinéraire est celui d'un ingénieur de formation, puis devenu spécialiste de la gestion de la production, s'est révélé être un chasseur de coût. Compétitivité et productivité sont deux mots-clés du vocabulaire Eaton. Son expérience européenne l'a visiblement marqué. Critique vis-à-vis du peu de goût pour l'industrie automobile, il a prouvé les deux présidences précédentes qu'il était en exemple l'Allemagne. «On a laissé se dégrader le tissu industriel en Europe», dit-il, «c'est une erreur que les services devraient éviter à l'avenir». A ses yeux, cette erreur est énorme, une vraie catastrophe.

Séjant à l'université de Stanford, M. Eaton impute à ce manque d'intérêt pour l'industrie «la progression des salaires et l'augmentation du niveau de qualification des travailleurs». Qu'attend-on chez Chrysler de la nouvelle présidence américaine? «Qu'elle fasse preuve de réalisme et de naïveté», rétorque le futur patron du constructeur de Detroit. Les États-Unis, capiteux-t-il, ont au cours des dix der-

nières années péché par excès d'idéalisme. «Nous avons agi comme si le reste du monde partageait cette vision de marché totalement ouvert, de libre-échange. Nos concurrents européens, comme japonais, ont été beaucoup plus pragmatiques», assure-t-il.

Le climat politique s'y prête. Convoqué d'être, il a été mieux reçu à la Maison Blanche, Chrysler se se battra pour la Commission de Commerce par exemple, qui a proposé en septembre dernier d'appliquer un tarif de douane européenne de 10 % sur les mini-vans Voyager (un modèle concurrent de la Renault Espace) cotabriqués par la firme américaine et un partenaire européen, Graz. Chrysler pourrait aller devant la Cour suprême de justice, confirme M. Eaton. «La justice a été modifiée par les données économiques de notre investissement. Si nous sommes sur un terrain d'équité, nous demandons à être remboursés de notre mise de fonds.»

Pas d'alliance

avec un constructeur européen

L'affaire est importante pour Chrysler qui, à la différence de General Motors ou de Ford, reste peu présente en Europe. Le groupe a décidé d'acquiescer le Vieux Continent avec des véhicules très ciblés : les fameux mini-vans, les 4x4, les sportives. Des modèles qui seront, pour l'essentiel, fabriqués aux États-Unis. «Nous n'avons pas les moyens financiers pour construire une base industrielle en Europe», reconnaît M. Eaton, qui écarte toute idée d'alliance stratégique majeure avec un constructeur du Vieux Continent.

Pas les moyens? Chrysler, le plus petit des «big three» de Detroit, était pratiquement dépourvu pour mort il y a à peine un an et demi. En 1992, ce sera sans aucun doute le seul bénéficiaire. Le constructeur a gagné de l'argent au deuxième trimestre. Plus encore, lors des trois mois suivants.

Succession en douceur

Ford se prépare à changer de patron

A l'automne de General Motors, le numéro un mondial de l'automobile, qui vient de se séparer du jour au lendemain de son président, le groupe Ford a opté pour une transition en douceur. C'est même qu'il a l'actuel PDG, M. Henry Ford, cinquante-sept ans, n'a pas encore fait connaître la date exacte de son départ à la retraite. Il lui aura fallu en 1993, - la saison d'administration du second groupe automobile américain, réuni jeudi 12 novembre, à la tête de M. Alexander Trotman, cinquante-neuf ans, la direction des

activités mondiales du constructeur. Le futur patron de Ford, M. Trotman occupe actuellement les fonctions de directeur général chargé des activités nord-américaines du groupe.

Cette promotion, qui n'est pas la seule décidée par le conseil d'administration, récompense les services rendus par le constructeur nord-américain. En dix ans, Ford a accru sa part du marché de près de 5 points et de 1,6 point entre 1991 et 1992. Une performance qui ne peut se mesurer qu'à M.

Un rapport de l'OCDE

L'activité sur le marché des capitaux a peu souffert de la crise monétaire de septembre

L'activité sur le marché international des capitaux n'a pas souffert d'un niveau élevé, en dépit des turbulences monétaires du troisième trimestre, selon le rapport de

l'OCDE intitulé «Tendances des marchés des capitaux», publié lundi 9 novembre. Le volume des emprunts internationaux au cours des neuf premiers mois de l'année a atteint 23 milliards de dollars (23 362 milliards de francs), soit 181 milliards de dollars en septembre 1991, soit une hausse de 15 %. Avec 386 milliards de dollars, les pays de l'OCDE ont reçu les principaux emprunts des capitaux (88 % du total des emprunts). Les pays en développement ont reçu respectivement 7,7 % et 0,2 % des demandes de capitaux privés.

Les emprunts internationaux ont augmenté de 9 % par rapport à la même période en 1991. Au troisième trimestre, la composition en devises des emprunts internationaux d'obligations a été fortement affectée par les turbulences monétaires de septembre, au profit des monnaies traditionnellement stables (dollars, yens, francs allemands et schweikars).

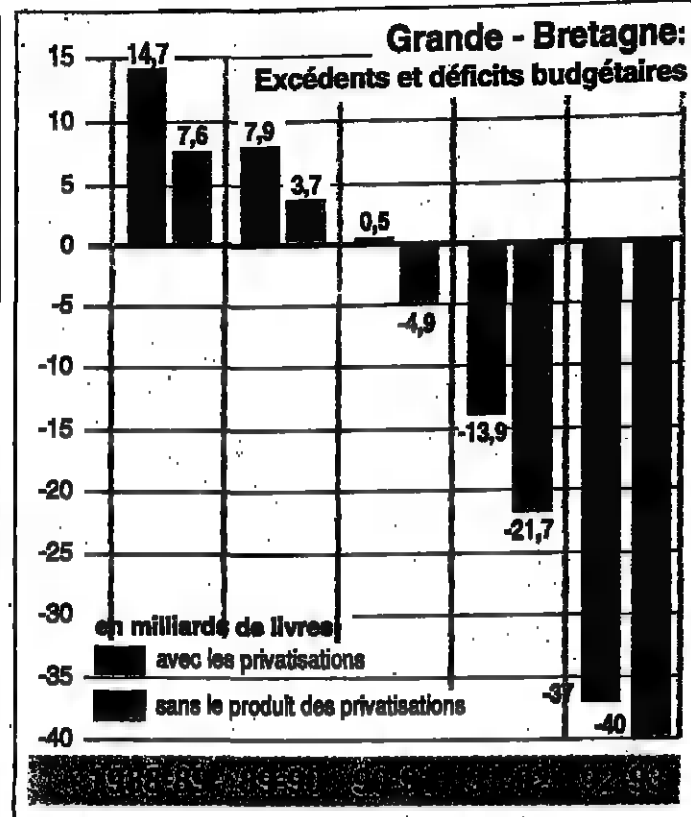
En revanche, le rapport fait état d'un «effacement» du secteur de l'euro-stérilisation, tandis que les obligations libellées en lire - très faibles depuis le référendum de juin - en lire et en pesetas restent «pratiquement fermées» aux nouveaux emprunteurs. Quant au marché de l'euro-franc, il n'a ouvert que début octobre «après une fermeture de huit mois».

Les prêts bancaires syndiqués

ont, quant à eux, augmenté de 15 % par rapport aux neuf premiers mois de 1991 pour atteindre 86 milliards de dollars. La perte de confiance du marché, durablement mise à l'épreuve au troisième trimestre par la crise monétaire, n'a finalement entraîné qu'une légère baisse du niveau des emprunts par rapport au premier trimestre.

Leur niveau a même augmenté de 13 % par rapport au troisième trimestre de 1991. Cependant, la tempête monétaire a eu des effets négatifs sur les perspectives pour les prochains mois, selon le rapport. Ces événements ont notamment affecté le sentiment qui se reflète dans la reprise économique retardée et modeste et qu'il sera plus difficile que prévu d'atteindre le retour à une croissance sans inflation.

«Jusqu'à ce qu'apparaissent des perspectives d'amélioration durable sur le front des taux d'intérêt, la confiance sera fragile», soulignent les experts. Rédigé avant le report britannique de l'examen du projet d'Union économique et monétaire (UEM) au printemps prochain, le rapport de l'OCDE recommande aux pays de la Communauté européenne de ratifier rapidement le traité de Maastricht : «Plus tôt d'aligner la date sur les perspectives d'union monétaire, les récents événements doivent renforcer la conclusion de la plus rapidement possible l'UEM.»



La « stratégie de croissance » de M. Major

Suite de la première page

Cet objectif, parmi ceux des pays européens désireux d'adhérer en 1997 au 1999 dans la future union économique et monétaire n'est plus - s'il le fut jamais - une priorité du gouvernement de M. Major qui se devait, vu l'urgence de la situation politique et économique, de se consacrer par tous les moyens à la relance de l'économie. M. Lamont a donc décidé d'injecter dans les secteurs économiques quelques 4 milliards de livres (1), notamment dans les secteurs les plus touchés par la crise et les plus porteurs d'une éventuelle reprise : immobilier, construction, industrie automobile, les transports en commun, etc. En outre, des dépenses de l'Etat : l'augmentation des salaires du secteur public est limitée à 1,5 %.

Une machine déréglée

Les dispositions de la «mini-budget» (les recettes fiscales connues en mars avec notamment une indispensable augmentation de la pression fiscale) ont provoqué un net renouveau de confiance au sein du parti conservateur. C'était la face des priorités du gouvernement. Les réactions dans les milieux financiers de la City ainsi qu'à la CBI (Confederation of British Industry), le patronat britannique, ont en revanche été plus mitigées.

Depuis ce «mercredi noir» du 10 septembre, la Grande-Bretagne comme une humiliation nationale, le gouvernement de M. John Major se trouvait dépourvu de politique économique. La machine gouvernementale de Whitehall, comme privée de références, a cherché à se reconstruire sur une nouvelle base. C'est la tâche la plus urgente pour lui - gaffe politique - l'incertitude des marchés financiers internationaux (nouveau délai pour ratifier le traité de Maastricht) ou «affaire» (la démission en date du 10 septembre de la «trilogie») - on imagine le premier ministre placé devant un tel dilemme pour son avenir politique. Les événements ont montré que M. Major avait le cuir solide, vu sa capacité à encaisser et à rebondir. Le premier ministre risque bien cependant de jouer son quitte ou double sur l'économie.

Les Britanniques se sont moins directement concernés par les querelles communautaires que par l'évolution du taux de l'argent, lequel a une incidence directe sur le taux de remboursement de leurs emprunts hypothécaires, et par la courbe du chômage. Pour une nation de propriétaires (plus de 67 % des Britanniques possèdent leur logement principal, contre 54,4 % des Français), pendant toute la «décennie Thatcher» a été véritablement poussée à acheter, c'est-à-dire à s'endetter, telle obsession peut-on comprendre. Mais elle signifie aussi que bien des efforts pour créer un climat de confiance restent vains.

Lorsque les Britanniques bénéficient d'une pause fiscale et d'une détente du taux de l'argent, ils préfèrent épargner une partie de leurs dettes plutôt que consommer. Cette leçon s'est vérifiée après les précédentes hausses des taux

d'intérêt. Tel est le risque majeur encouru par la «nouvelle» politique économique du gouvernement.

Le discours de M. Lamont coïncide, d'autre part, avec les chiffres noirs du chômage : celui-ci a augmenté pour le trentième mois consécutif en octobre, atteignant le taux le plus élevé depuis cinq ans et demi. Or bien des licenciements, annoncés ou prévus (comme ceux de l'industrie minière) ne sont pas pris en compte. La courbe du chômage, selon les prévisions du Trésor, risque fort d'atteindre le barre des 3 millions et de rester à ce niveau au moins jusqu'en 1995. A court terme, le train de mesures budgétaires annoncées devrait avoir un effet d'entraînement sur l'économie, mais il n'est pas sûr qu'il soit suffisant pour redresser la situation de l'emploi.

Le chômage va notamment être aggravé par le secteur immobilier : quelques 750 millions de livres (6,2 milliards de francs) seront consacrés à l'achat de 20 000 logements inoccupés (leurs propriétaires étant souvent tombés dans la «trappe» des saisies immobilières), afin de favoriser le logement social. Les autorités locales sont autorisées à dépenser 1,8 milliard de livres (15 milliards de francs) pour des projets immobiliers. Le gouvernement accorde, d'autre part, un prêt au projet de 1,8 milliard de livres de la Jubilee Line, cette ligne de métro qui doit relier le quartier de Docklands, et peut-être contribuer à sauver le projet immobilier de Canary Wharf.

L'abolition de la taxe sur les automobiles (le moyen d'une voiture est réduit d'environ 3 200 francs), ainsi que l'augmentation de 21 % à 40 % des déductions fiscales pour investissement et une «enveloppe» de 100 millions de livres, constituent, d'autre part, de bonnes nouvelles pour l'industrie.

Gel de l'augmentation des salaires du public

Le gouvernement de ces mesures va être suivi par les économies, notamment le gel de l'augmentation des salaires du secteur public. Cette décision, qui concerne quelque 5 millions de salariés, est la plus dangereuse sur le plan politique, dans la mesure où elle risque d'aliéner au gouvernement bien des clientèles : l'éducation et la santé. Pour y remédier, les budgets de ces deux départements ministériels ont légèrement augmentés.

Le gouvernement a réussi à contenir le volume des dépenses dans les limites de 244 milliards de livres qu'il s'est fixées, mais l'impact de la récession se traduit par le creusement du déficit budgétaire, celui-ci risquant d'atteindre 44 milliards de livres en 1993-1994, l'équivalent de 360 milliards de francs.

M. Major a placé beaucoup d'espoirs dans cette «stratégie pour la croissance», une stratégie confortée par la dévaluation de la livre. Mais le premier ministre ne maîtrise pas toutes les cartes : celle de l'inflation d'abord, celle de la confiance ensuite.

LAURENT ZECCHINI

(1) La livre sterling vaut environ 165 francs français.

INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

■ Chômage : 24 200 chômeurs supplémentaires en octobre. - Le nombre des chômeurs d'emploi a augmenté de 24 200 au mois d'octobre 1992, portant à 2 867 millions le nombre total de chômeurs. Le taux de chômage inchangé par rapport à septembre à 10,1 %, a annoncé, jeudi 12 novembre, le ministère de l'emploi britannique en données provisoires corrigées des fluctuations saisonnières. En octobre 1991, le nombre total de demandeurs d'emploi en Grande-Bretagne était de 2 477 millions.

AUSTRALIE

■ Taux de chômage : 11,3 % en octobre. - Le chômage en Australie a atteint 11,3 % de la population active en octobre, contre 10,2 % en octobre 1991, soit le taux le plus élevé depuis les années 30, a annoncé jeudi 12 novembre la statistique australienne. Le nombre de demandeurs d'emploi était en octobre de 979 900 personnes, soit une hausse de 52 200 personnes par rapport au mois de septembre, où le chômage touchait 10,8 % de la population active.

BRÉSIL

■ Taux d'inflation : + 26,07 % en octobre. - L'indice national des prix de la consommation, qui enregistre les variations des prix sur un panier de produits de base pour les familles dont le revenu est inférieur à 416 dollars (environ 2 200 francs) par mois, a enregistré une hausse de 26,07 % au mois d'octobre 1992, contre 21,08 % en octobre 1991, a annoncé mercredi 11 novembre l'institut brésilien de la statistique. La hausse des prix pour le mois d'octobre porte à 1 171 % la hausse d'inflation prévue pour l'année 1992, soit un peu moins de 500 % en 1991.

Handwritten note in Arabic script: "هذا المبلغ"

VIE DES ENTREPRISES

Subissant le contre-coup de la récession

La SNCF prévoit 2,5 milliards de francs de pertes en 1992

La SNCF plonge dans le « rouge ». Frappée par le ralentissement du trafic l'an passé, elle n'arrive pas à remonter la pente en 1992. Bien au contraire. L'année 1991, un chiffre d'affaires de 53,6 milliards de francs, était dû à un bénéfice symbolique de 1 million de francs, mais ce score était le résultat d'opérations exceptionnelles (cessions immobilières, mise en location de matériel roulant...) s'élevant à 2,7 milliards de francs.

Cette année, l'exercice 1992 devrait être par un déficit de 2,47 milliards de francs, un chiffre d'affaires de 55,78 milliards. Le probable report à l'année prochaine de la cession au groupe Air France des actions d'Air Inter, estimées à 450 millions de francs, a fait grimper d'autant le déficit. Selon la SNCF, un mauvais résultat s'explique par le maintien de la dette d'intérêts élevés - l'entreprise cumule un endettement d'une centaine de milliards de francs - par une sous-évaluation persistante des transports et marchandises dans un contexte plus favorable à la route qu'au rail, et par des dépenses inférieures aux prévisions d'environ 11 milliards de francs.

L'année 1993 s'annonce pire

Il faut d'abord harmoniser les conditions de travail des cheminots, les transports routiers et les transports ferroviaires européens. Au 1^{er} janvier 1993, les entreprises de chemins de fer communautaires pourront transférer au rail du transport combiné les infrastructures de la CEE moyennant une contribution à l'amélioration de la compétitivité par une meilleure contribution à l'infrastructure des transports.

Deuxième point, la société de chemins de fer estime ne plus avoir les moyens de faire face aux obligations de service public et d'aménagement du territoire. En période de développe-

ment, les excédents dégagés par les relations bénéficiaires permettent de couvrir les pertes des lignes déficitaires. Aujourd'hui, l'entreprise publique souhaite une contribution des collectivités concernées (Etat, régions) à un cadre contractuel. Le problème se pose particulièrement pour certaines liaisons grandes lignes, notamment les « transversales », à l'origine d'un déficit d'environ 1 milliard de francs.

Enfin l'état des comptes de la SNCF risque de l'empêcher de supporter seule la charge des lignes à grande vitesse figurant au schéma directeur. L'entreprise publique réclame pour la poursuite de ce programme le point d'un schéma de financement comportant une part de fonds publics et un autre par des entités autres que la SNCF, comme ce qui est envisagé pour le TGV-Est. L'entreprise publique n'exclut pas, et les discussions avec l'Etat aboutissent, de financer le TGV-Méditerranée, de moins en moins rentable, de la même manière.

M. L.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

ALLIANCES

■ Gardini et Beca s'allient dans le secteur de la viande bovine. La société française Vital Sogevindes (4,6 milliards de francs), est le premier groupe privé dans le secteur de la viande bovine en France. Beca, filiale du groupe Multifin Beca dirigé par les familles Dell'Olio et Armadori, ont conclu un accord visant à développer une stratégie commune dans le secteur de la viande bovine. Cet accord prévoit la création de sociétés communes (à 50-50) dans la production et la commercialisation des produits frais ou surgelés en Italie. Les premiers marchés

concerneront des produits déjà commercialisés en France : la viande Charolais, Vital Sogevindes (4,6 milliards de francs), est le premier groupe privé dans le secteur de la viande bovine en France. Beca, filiale du groupe Multifin Beca dirigé par les familles Dell'Olio et Armadori, ont conclu un accord visant à développer une stratégie commune dans le secteur de la viande bovine. Cet accord prévoit la création de sociétés communes (à 50-50) dans la production et la commercialisation des produits frais ou surgelés en Italie. Les premiers marchés

VENTE

■ (bois, papier) cède 13 % de Kinnevik. Après un premier refus, le groupe

industriel suédois Stora (bois, papier) a accepté de céder au groupe financier Kinnevik les 13 % des actions et les 15 % des voix du conseil d'administration qu'il détenait dans la société Korsnäs. Stora estime, en effet, que la nouvelle offre qui lui a été faite, est tout à fait « acceptable ». Quatrième groupe papeter suédois, Korsnäs a été racheté par trois premiers trimestres de l'année un bénéfice avant impôts de 417 millions (371 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 2,9 milliards de couronnes. Le groupe Kinnevik, qui pour l'instant possède 44,5 % des actions Korsnäs, a lancé le 30 septembre dernier une OPA sur la totalité des actions pour l'incorporer au sein de Kinnevik Industri-förvaltings AB.

RÉSULTATS

■ Burton Group (confection, distribution) : retour à bénéfices. La société britannique de confection et distribution Burton Group a réalisé, lors de son dernier exercice annuel (clos en août), un bénéfice impossible à 9,4 millions de livres (77 millions de francs) contre une perte avant impôts de 13,4 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires du groupe qui contrôle notamment les chaînes de magasins d'habillement Burton, Topman, Dorothy Perkins et Princesse, a également progressé, s'élevant à 1,765 milliard de livres (1,661 milliard de francs) dernier. Malgré une conjoncture difficile, la progression a été particulièrement sensible (+13,7 %) au deuxième trimestre. Le groupe a, toutefois, annoncé la fermeture de 88 magasins rentables, sans préciser le nombre d'emplois qui seront supprimés.

■ SCETA : progression de 11 % du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SCETA, le holding qui détient la SNCF, s'est élevé à 10,83 milliards de francs pour le premier trimestre de 1992, soit une progression de 11 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression s'explique principalement par l'intégration du porteur danois Samson. Le résultat courant, marqué par la progression des charges financières, est toutefois au même niveau qu'en 1991, soit 185 millions de francs. Pour l'ensemble de l'année, le groupe SCETA prévoit un résultat hors plus-values une progression sur l'exercice antérieur.

LIQUIDATION

■ Liquidation de la Banque commerciale congolaise. La Banque commerciale congolaise (BCC), le plus grand établissement bancaire du Congo, a été liquidée à la suite de difficultés financières. Cette décision a été prise au cours d'une réunion des actionnaires de la BCC, indique un communiqué publié le 11 novembre qui précise qu'une nouvelle banque appelée BCC-Crédit lyonnais Congo sera créée prochainement. La nouvelle banque reprendra les dépôts de la clientèle privée, le passif public, la partie bancaire nationale privée de la BCC, ainsi que le passif envers les établissements de crédit étrangers.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 13 novembre

Sans conviction

Séance incertaine et sans grande passion vendredi 13 novembre à la Bourse de Paris, marquée par des prises de bénéfices. Le CAC 40 a terminé à 1.835, soit une baisse de 0,20 point par rapport à la veille. Les valeurs étrangères ont également subi une tendance à la baisse. Après avoir entamé la journée sur un ton positif, le marché s'est ensuite enfoncé en fin de journée. Les valeurs étrangères ont subi une tendance à la baisse. Les valeurs françaises ont également subi une tendance à la baisse. Les valeurs étrangères ont subi une tendance à la baisse. Les valeurs françaises ont également subi une tendance à la baisse.

NEW-YORK, 12 novembre

Inchangé

Wall Street a clôturé pratiquement inchangé, jeudi 12 novembre, à l'issue d'une séance irrégulière. L'indice Dow Jones a terminé à 2.939,77 points, soit une baisse de 0,56 point (-0,02 %). Le volume des transactions a été très élevé, avec 225 millions de titres échangés. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des titres en baisse : 902 contre 862, alors que 581 titres ont été inchangés.

VALEURS	Cours de 11 nov.	Cours de 12 nov.
Alcoa	47 7/8	47 7/8
AT&T	46 1/4	46 1/4
Boeing	25 3/4	25 3/4
Chrysler	20 1/2	20 1/2
Eastman	40 1/2	40 1/2
Exxon	68 7/8	68 7/8
General Electric	29 3/4	29 3/4
General Motors	20 1/2	20 1/2
Goldman Sachs	84 5/8	84 5/8
IBM	114 1/4	114 1/4
Intel	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	27 1/2	27 1/2
Merck	29 3/4	29 3/4
Microsoft	12 1/2	12 1/2
Oracle	11 1/2	11 1/2
United Technologies	22 1/2	22 1/2
Westinghouse	22 1/2	22 1/2
Yale	26 1/2	26 1/2

LONDRES, 12 novembre

Nette hausse

Les valeurs ont terminé en nette hausse, jeudi 12 novembre à la Bourse de Londres, après l'annonce d'un abaissement des taux d'intérêt britanniques par la Banque d'Angleterre. L'indice Footsie a terminé en hausse à 2.726,4 points, soit une progression de 1,1 %, à 2.726,4 points, en rapprochant son niveau de 11 mai dernier à 2.744,5 points.

M. Lamont, qui a présenté à la Chambre des Communes son plan de réduction des dépenses, a été accueilli par la Banque d'Angleterre. Le plan de réduction des dépenses a été accueilli par la Banque d'Angleterre. Le plan de réduction des dépenses a été accueilli par la Banque d'Angleterre.

TOKYO, 12 novembre

Repli

Le Bourse de Tokyo a clôturé vendredi 13 novembre à légère baisse, après une séance irrégulière, sans orientation définie, faute de motivations d'achat. L'indice Nikkei a terminé en baisse à 48,14 points, soit -0,3 %, à 16.170 points, en approchant son niveau de 11 mai dernier à 16.170 points.

Certains opérateurs ont pesé sur les « futures » le week-end, mais la plupart des investisseurs ont préféré se tenir à l'écart de la publication de résultats de sociétés.

VALEURS	Cours de 12 nov.	Cours de 13 nov.
Agencio	1.210	1.210
Industries	1.100	1.100
Canon	1.200	1.200
Daewoo	1.200	1.200
Daewoo	1.200	1.200
Daewoo	1.200	1.200
Daewoo	1.200	1.200
Daewoo	1.200	1.200
Daewoo	1.200	1.200
Daewoo	1.200	1.200

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	495	490	Imtech	1001	1000
BAC	23 7/8	23 7/8	Imtech	1001	1000
Banque Paribas	484	484	Imtech	1001	1000
Banque Paribas	224	224	Imtech	1001	1000
Banque Paribas	224	224	Imtech	1001	1000
Banque Paribas	224	224	Imtech	1001	1000
Banque Paribas	224	224	Imtech	1001	1000
Banque Paribas	224	224	Imtech	1001	1000
Banque Paribas	224	224	Imtech	1001	1000

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Nombre de transactions estimées : 137 728

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jun 93
Dernier	111	111,74	111,94
Précédent	110,92	111,60	111,86

Options sur notationnel

CAC 40 A TERME
(MATIF)

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 13 871

COURS	Nov. 92	Déc. 92	Janv. 93
Dernier	1 839	1 835	1 839
Précédent	1 819	1 833	1 827

CHANGES

Dollar : 5,2940 F

Le dollar poursuivait une repli à 5,2940 francs, vendredi 13 novembre, à Paris, après 5,3555 francs à la clôture des échanges interbancaires de jeudi. Le dollar américain était également à la baisse à Francfort, s'échangeant à 1,5699 DM contre 1,5800 la veille à la clôture.

LONDRES (Index Financial Times)

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

11 nov. 12 nov.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-28-99

Tél. : 261-3111

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-28-99

Tél. : 261-3111

Édité par la SARL Le Monde

Tirage de la semaine : 10 décembre 1992

Capital : 620 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par le Monde

12, rue M. Guérin

92121 IVRY-CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Renseignements sur les microfilms

Je tiens les

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 NOVEMBRE

VALEURS		Cours préc.	1er cours	Dernier cours	%	Compt. action	VALEURS	Cours préc.	1er cours	Dernier cours	%	Compt. action	VALEURS	Cours préc.	1er cours	Dernier cours	%	Compt. action	VALEURS	Cours préc.	1er cours	Dernier cours	%
4890	CAN 3%	4890	4890	4890	+0.01	4890	4890	4890	4890	4890	+0.01	4890	4890	4890	4890	4890	+0.01	4890	4890	4890	4890	4890	+0.01
802	BNP T.P.	802	802	802	-0.01	802	802	802	802	802	-0.01	802	802	802	802	802	-0.01	802	802	802	802	802	-0.01
795	CL Lyon T.P.	795	795	795	0.00	795	795	795	795	795	0.00	795	795	795	795	795	0.00	795	795	795	795	795	0.00
1045	Renault T.P.	1045	1045	1045	0.00	1045	1045	1045	1045	1045	0.00	1045	1045	1045	1045	1045	0.00	1045	1045	1045	1045	1045	0.00
1015	Stm Sclm T.P.	1015	1015	1015	0.00	1015	1015	1015	1015	1015	0.00	1015	1015	1015	1015	1015	0.00	1015	1015	1015	1015	1015	0.00
750	Thomson T.P.	750	750	750	0.00	750	750	750	750	750	0.00	750	750	750	750	750	0.00	750	750	750	750	750	0.00
530	ACCOR	530	530	530	0.00	530	530	530	530	530	0.00	530	530	530	530	530	0.00	530	530	530	530	530	0.00
735	Av. Liquid	735	735	735	0.00	735	735	735	735	735	0.00	735	735	735	735	735	0.00	735	735	735	735	735	0.00
635	Alcatel-Alsthom	635	635	635	0.00	635	635	635	635	635	0.00	635	635	635	635	635	0.00	635	635	635	635	635	0.00
1440	Alcatel	1440	1440	1440	0.00	1440	1440	1440	1440	1440	0.00	1440	1440	1440	1440	1440	0.00	1440	1440	1440	1440	1440	0.00
240	ALSP	240	240	240	0.00	240	240	240	240	240	0.00	240	240	240	240	240	0.00	240	240	240	240	240	0.00
410	AFI Sclm	410	410	410	0.00	410	410	410	410	410	0.00	410	410	410	410	410	0.00	410	410	410	410	410	0.00
815	Ass. Int. Ch. Méd.	815	815	815	0.00	815	815	815	815	815	0.00	815	815	815	815	815	0.00	815	815	815	815	815	0.00
147	Belp	147	147	147	0.00	147	147	147	147	147	0.00	147	147	147	147	147	0.00	147	147	147	147	147	0.00
60	Bat. Suprem	60	60	60	0.00	60	60	60	60	60	0.00	60	60	60	60	60	0.00	60	60	60	60	60	0.00
610	Bat. Invest	610	610	610	0.00	610	610	610	610	610	0.00	610	610	610	610	610	0.00	610	610	610	610	610	0.00
370	Banque	370	370	370	0.00	370	370	370	370	370	0.00	370	370	370	370	370	0.00	370	370	370	370	370	0.00
630	Beau H-V	630	630	630	0.00	630	630	630	630	630	0.00	630	630	630	630	630	0.00	630	630	630	630	630	0.00
1210	Berger Ind.	1210	1210	1210	0.00	1210	1210	1210	1210	1210	0.00	1210	1210	1210	1210	1210	0.00	1210	1210	1210	1210	1210	0.00
855	Bernard Pains	855	855	855	0.00	855	855	855	855	855	0.00	855	855	855	855	855	0.00	855	855	855	855	855	0.00
1040	Bouygues	1040	1040	1040	0.00	1040	1040	1040	1040	1040	0.00	1040	1040	1040	1040	1040	0.00	1040	1040	1040	1040	1040	0.00
180	B.P.	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
104	B.S.	104	104	104	0.00	104	104	104	104	104	0.00	104	104	104	104	104	0.00	104	104	104	104	104	0.00
184	B.P. C2	184	184	184	0.00	184	184	184	184	184	0.00	184	184	184	184	184	0.00	184	184	184	184	184	0.00
3000	Bouygues	3000	3000	3000	0.00	3000	3000	3000	3000	3000	0.00	3000	3000	3000	3000	3000	0.00	3000	3000	3000	3000	3000	0.00
470	Bouygues	470	470	470	0.00	470	470	470	470	470	0.00	470	470	470	470	470	0.00	470	470	470	470	470	0.00
485	Bouygues	485	485	485	0.00	485	485	485	485	485	0.00	485	485	485	485	485	0.00	485	485	485	485	485	0.00
985	B.P. C2	985	985	985	0.00	985	985	985	985	985	0.00	985	985	985	985	985	0.00	985	985	985	985	985	0.00
990	B.P. C2	990	990	990	0.00	990	990	990	990	990	0.00	990	990	990	990	990	0.00	990	990	990	990	990	0.00
170	Bouygues	170	170	170	0.00	170	170	170	170	170	0.00	170	170	170	170	170	0.00	170	170	170	170	170	0.00
171	Bouygues	171	171	171	0.00	171	171	171	171	171	0.00	171	171	171	171	171	0.00	171	171	171	171	171	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00	180	180	180	180	180	0.00
180	Bouygues	180	180	180	0.00	180																	

Multiplication des plaintes de consommateurs

Un dépanneur rapide condamné à neuf mois de prison ferme

Le patron de l'entreprise de dépannage rapide à domicile L'Ar-
dennais a été condamné le 21 octobre à un an de prison, neuf mois ferme après avoir facturé 884,81 francs à une cliente qui avait fait venir pour déboucher son évier. En butte à des difficultés avec sa banque, le dépanneur s'est tourné vers la direction de la concurrence, la consommation, la répression des fraudes qui a diligenté le dossier, puis en trois jours. Un cas, porte une facture de 800 francs payée à une entreprise par une personne âgée de quatre-vingt-dix ans pour une télévision, panne d'instruction.

La direction Ile-de-France a une brusque recrudescence des plaintes sur le dépannage rapide à domicile. Paris : alors qu'elle démontre une quarantaine de mois l'an dernier, le chiffre s'est gonflé à 63 en octobre. Elles concernent toujours les mêmes entreprises, dizaine à Paris, qui nuisent à la réputation de l'ensemble de la profession.

Les personnes âgées, isolées, fragiles, les familles inondent les sociétés qui inondent les boîtes à lettres et les petits alléchants. Le scénario type est le suivant : appelés pour l'ouverture d'une porte, les dépanneurs une question trouvent mille défauts à l'installation électrique à gaz et pressent le client de la modifier de l'urgence pour éviter un accident grave. Impressionnés par leur assurance, la victime client se laisse vendre du matériel à prix fort, accepte de signer après l'intervention un devis qui aurait dû être établi avant. Si elle se hasarde à protester, elle peut faire l'objet de manœuvres d'intimidation : les toilettes d'une dame âgée qui refusait d'acquiescer une facture ont ainsi été remplies de plâtre à l'arrêt rapide.

« Abus de faiblesse »

Croulant - comme la direction de la répression des fraudes - sous les dossiers, le parquet se montre de plus en plus sévère, utilisant les dispositions prévues en matière d'abus de faiblesse du consommateur ou de publicité mensongère. La profession, qui souffre elle aussi de ces déviations, a constitué un groupe de travail pour les associations de consommateurs, le parquet, l'administration pour mettre au point une convention qui per-

mette au consommateur de sélectionner les entreprises convenables. Le dépanneur a intérêt à s'adresser aux entreprises signataires de la convention, il peut aussi consulter le service Minitel de la Fédération du bâtiment (3614 code FNB), qui donne la liste des entreprises qualifiées, celui du centre technique régional de la consommation (3615 code CTC), s'adresser aux associations de consommateurs ou à la direction régionale de la consommation de la répression des fraudes dont il dépend. Il peut également demander à un plombier, électricien ou serrurier du quartier s'il fait du dépannage rapide... et, en cas de doute, donner un délai de consultation à plusieurs professionnels avant d'engager un service coûteux.

F. V.

Les élections législatives auront lieu les 21 et 28 mars

Sur proposition de Paul Quilès, ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a fixé aux 21 et 28 mars 1993 le premier et le second tour des prochaines élections législatives.

L'actuelle Assemblée a élu les 12 et 19 juin 1992.

Le scrutin aura lieu le 12 et 19 juin 1992, les 21 et 28 mars 1993. L'Assemblée nationale a élu les 12 et 19 juin 1992, les 21 et 28 mars 1993. L'Assemblée nationale a élu les 12 et 19 juin 1992, les 21 et 28 mars 1993.

Alors que M. Lalonde approuve l'idée de primaires

M. Waechter ne croit pas à une candidature unique des écologistes à l'élection présidentielle

Interrogé dans le Figaro du 13 novembre sur la proposition formulée par plusieurs responsables écologistes d'organiser une « primauté » pour désigner le candidat des écologistes à l'élection présidentielle, M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, déclare : « Je pense qu'il y a une confusion dans les esprits. Ce n'est pas parce que nous sommes parvenus à une unité d'action pour les législatives - sur la base de principes concrets qui ne nous empêchent rien de philosopher écologiste - que nous arriverons à la même chose pour la présidentielle. Personne ne fera croire que Brice Lalonde ou la même ligne politique nous. De même, personne ne fera croire qu'un candidat GE acceptera de soutenir un candidat Vert ». Il est clair, ajoute M. Waechter, que dans le cadre d'une élection présidentielle, une candidature unique écologiste réunirait moins de voix que deux candidatures distinctes. Nous n'avons réussi à surmonter des difficultés de forme et de fond pour les législatives. Je ne vois pas comment cela peut être possible pour la présidentielle.

Dans le même numéro du Figaro, M. Brice Lalonde, prési-

dent de Génération Ecologie, approuve au contraire l'idée de primaires, qui va, dit-il, « dans le sens du rapprochement des écologistes ». « Je pense, ajoute-t-il, que le fond est difficile de passer un accord électoral pour une élection législative, mais pour une élection présidentielle. Le projet d'entente électorale Verts-GE pour les législatives peut être interprété comme un pacte de non agression minimum, une étape vers un rapprochement plus important ».

EN BREF

Interpellation de cinq étudiants français dans le tunnel sous la Manche. - Cinq étudiants français qui tentaient de traverser à pied le tunnel sous la Manche à la suite d'un parti ont été interpellés, mercredi 11 novembre, par des vigiles britanniques. Les jeunes gens s'étaient introduits du côté français, mercredi, à 4 h 15, revêtus de bleu de travail et munis d'une caméra vidéo. Leur expédition a pris fin huit heures plus tard, alors qu'ils se trouvaient à mi-chemin du tunnel, après avoir parcouru vingtaine de kilomètres.

Un policier d'Ajaccio pour avoir tué une jeune femme en garde à vue. - Un inspecteur de la sûreté urbaine d'Ajaccio (Corse-du-Sud) a été inculpé de viol, mercredi 11 novembre, par un juge d'instruction de Marseille. Ce policier est accusé d'avoir violé, dans la nuit du dimanche 8 à lundi 9 novembre, une femme de dix-huit ans placée en garde à vue au commissariat d'Ajaccio dans le cadre d'une affaire de stupéfiants. La jeune femme s'est plainte, l'endemain matin, auprès du colonel de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), inspecteur de l'unité de police judiciaire administrative (UPJA) reconnu avoir eu des rapports sexuels avec la jeune femme, mais a prétendu qu'elle était mariée. Il a été écroué à la prison des Baumettes.

FOOTBALL : la composition de l'équipe de France pour la Coupe du monde 1994, samedi 14 novembre. - Le défenseur bordelais Bixente Lizarazu fera partie dans l'équipe de France qui rencontrera la Finlande en éliminatoires (groupe 6) à la Coupe du monde 1994, samedi 14 novembre, au Parc des Princes. La sélection : Martini, Boli, Roche, Casoni, Durand, Sauzet, Deschamps, Lizarazu, Papin (cap.), Cantona, Gravelaine.

CHINE : Amnesty International dénonce la violation des droits de l'homme au Xinjiang. - Amnesty International a dénoncé, vendredi 13 novembre, les violations des droits de l'homme - incluant la torture, la détention et l'emprisonnement des dissidents qui demandaient pacifiquement l'indépendance politique ou protestaient contre la restriction des activités religieuses, au secret, sans procès, dans des conditions très dures. (AFP)

Suite au mauvais rendement du Loto sportif

Le financement du Fonds national pour le développement du sport devrait être modifié

En cours de l'Assemblée nationale, M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, a annoncé jeudi 12 novembre, une réforme du financement du Fonds national pour le développement du sport (FNDS), destiné lui-même à financer les autres subventions allouées aux grandes fédérations sportives. Ce fonds, constitué en 1979, est alimenté par un système de taxes sur le Loto sportif, le Loto urbain (PMU) et sur la consommation de boissons. Il représente près du tiers des recettes du budget de la jeunesse et des sports et est géré partiellement par l'Etat et le mouvement sportif.

Régulièrement surévaluées au moment du budget, les recettes réelles du FNDS étaient depuis cinq ans en chute libre du fait du mauvais rendement du Loto sportif. De 773 millions de francs en 1987 (alors qu'elles étaient systématiquement budgétées à hauteur de 800 millions), les recettes du FNDS ont atteint 630 millions en 1991 et avoisineraient pour 1992 tout juste les 600 millions.

Le recours croissant au déficit budgétaire de fin d'année avait suscité le colère des fédérations sportives obligées de supporter les retards de paiement. Les seules recettes provenant du Loto sportif (soit 30 % des sommes totales entrées sur ce jeu) ont souffert, passant de 469 millions en 1987 à 196 millions en 1991, soit une baisse de 58 %. Le FNDS a augmenté dans le même laps de temps, passant de 253 à 373 millions de francs. En cinq ans, les pertes respectives des deux prélèvements ont ainsi été totalement inversées.

Afin de pallier les manques du Loto sportif et de pouvoir financer les recettes du FNDS à 830 mil-

liards de francs en 1994, une modification des prélèvements sur leur extension aux jeux « instantanés » (type Tacotac) est envisagée, une droite ligne des propositions formulées dans le rapport d'information parlementaire sur le FNDS présenté par le député (PS) de l'Aisne, Didier Migaud et rendues publiques le 5 novembre. La part des prélèvements sur le Loto sportif passerait ainsi de 2,5 % à 3,5 %, quand celle sur le Loto sportif serait abaissée de 30 % à 15 %.

Par ces mesures, le ministre de la jeunesse et des sports entend pouvoir financer sur des recettes plus régulières les dépenses, en particulier les dépenses sportives, des plans de programmation pluriannuels qui pourraient se caler avec les olympiades.

J.-M. Dy.

M. Edouard Balladur invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Edouard Balladur, député de Paris, ministre de l'économie et des finances, sera l'invité de l'émission « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 14 novembre à 18 h 30 à 19 h 30.

M. Balladur, auteur d'un livre sur la réforme, répondra aux questions de Michel Lacroix, de l'émission « Grand Jury RTL-le Monde », et de Michel Arzet, de l'émission « Grand Jury RTL-le Monde ».

Ancien maire de Rome

L'historien et critique d'art Giulio Carlo Argan est mort

Giulio Carlo Argan, qui a combattu un infarctus la nuit du 10 au 11 novembre à Rome à l'âge de quatre-vingt-trois ans, fut plusieurs décennies durant l'une des figures majeures de la vie artistique italienne, mais aussi maire de Rome.

Né à Turin en 1909, établi à Rome en 1931, il mène d'abord une double carrière d'universitaire et de critique. Historien, il s'intéresse à la Renaissance, dont il étudie l'architecture, la sculpture et la peinture. Critique, il fait bientôt figure de maître à penser et jouit d'une position dominante comparable à celle d'un Longhi. De sa période de prédilection, il s'éloigne progressivement, au point de se faire l'historien de l'art moderne et de lui consacrer des ouvrages généraux.

C'est cependant à son activité de critique que Carlo Argan a dû sa plus vaste notoriété : à son engagement politique et à son succès à la tête de la municipalité de Rome. Sur la requête d'Enrico Berlinguer, alors secrétaire général du PCI, il accepte en 1975 de figurer en qualité d'indépendant sur la liste communiste pour les élections municipales romaines et devient ainsi le premier maire non démocrate-chrétien de la Ville éternelle.

Il consacre alors une partie essentielle de son action aux questions patrimoniales et à la conservation des monuments et des œuvres. élu sénateur en 1981, il avait refusé de se représenter à la dernière consultation municipale qui eut lieu en avril 1992. Une traduction française de son Histoire de l'art moderne vient de paraître, en France, chez Belfond.

Ph. D.

SERIES 3 NE COUTE QUE 2490 F. ET SI VOUS AVEZ UNE VIEILLE CALCULATRICE, VOUS POUVEZ L'AVOIR POUR 1690 F*.

C'est le moment de faire évoluer votre calculatrice.

Regardez bien Series 3. C'est l'agenda électronique le plus puissant du monde. Mais aussi le plus simple. Il s'utilise intuitivement, sans lire le manuel. Sa mémoire peut s'augmenter jusqu'à des millions de caractères. Procédé multi-tâches vous évite de perdre du temps pour passer d'une fonction à une autre. Il est léger et son design élégant permet de le loger dans une poche de veste ou dans un sac à main. Son écran à cristaux liquides, même dans des circonstances difficiles. Le tout est livré avec des logiciels simples d'emploi : une gestion multi-fichiers, un vrai traitement de texte, un agenda pratique, formidable calculatrice... Pour n'en citer que quelques-uns. Car vous pouvez ajouter

Tableur. Gestion de comptes bancaires, Traducteur multilingues, Echecs, Finance... Ou vous connecter à un micro, Mac ou PC, ou à une imprimante. Mais la meilleure nouvelle, c'est que vous pouvez avoir un Series 3 128 Ko pour 1690 F* (au lieu de 2490 F) pour apporter votre vieille calculatrice. En vente à la Fnac et chez les Centres Agréés Psion. Pour la documentation gratuite et la liste des points de vente, appelez le (1) 46 36 46 47.

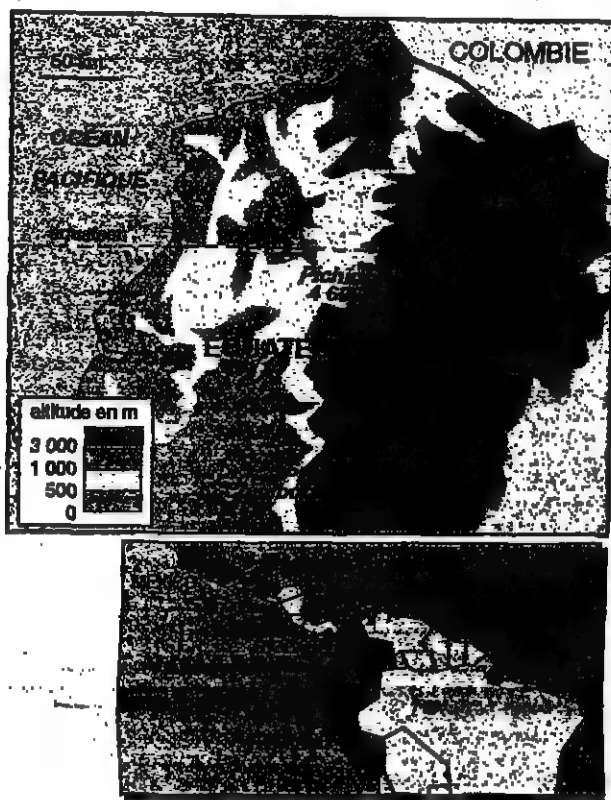
La société Psion est une entreprise britannique spécialisée dans la conception et la production de matériel informatique portable. Elle a été fondée en 1982 et est aujourd'hui l'un des leaders du marché des ordinateurs portables. Ses produits sont utilisés par des entreprises et des particuliers dans le monde entier.

COURRIER	Paris ; la mort du contrebandier Red Mitchell... 17
ÉTRANGER	Etats-Unis : la première conférence de presse du président... 2
ESPACE EUROPÉEN	La nouvelle diplomatie... 1
POLITIQUE	Les répercussions de l'affaire du... 11
SOCIÉTÉ	Devant la cour d'assises de la... 14
CULTURE	Musiques : le géorgien Djan... 15
ÉCONOMIE	La fragile résurrection de Chrysler... 20
COMMUNICATION	Les réseaux du... 21
SANS VISA	Quito, l'équateur... 21
Services	Abonnements... 22
FOOTBALL	La composition de l'équipe de France... 23
CHINE	Amnesty International dénonce la violation des droits de l'homme... 24

كنايس، إيل

S A N S • V I S A

Quito, l'équateur en toutes saisons



Voici une ville toute en creux et en bosses, en ravins, en collines, surmontée de sommets neigeux, de volcans actifs ou mal éteints. Une ville accrochée au bord de son haut plateau, à 2 800 mètres d'altitude, au pied du Pichincha, culminant à 4 696 mètres, et qui l'a détruite à plusieurs reprises. Quito, capitale de l'Équateur.

d'altitude, les Andes du Pérou.

Quito est construite par les Incas, l'histoire et la culture. Par les petits hommes Incas en poncho qui trottaient depuis des siècles sur les plateaux de l'Altiplano. Les Espagnols, une fois en campagne, qui établirent les points de contact par la coupe de la glace du Chimborazo, croyaient partir à la conquête du Pérou. Mais que les Indiens rencontrés leur paraissent d'un fleuve immense qu'ils appelaient « Viru ». Ils ignoraient que l'empire immense qu'ils allaient conquérir était un pays à deux têtes : Huascar, roi du Cuzco, Atahualpa, roi de Quito. Et que la rivalité entre les deux fils de l'Inca Huayna Capac, grand constructeur de la Quito indienne, allait devenir une entreprise.

Le « royaume de Quito » était bien distinct de la conquête. Les tribus Caras s'étaient installées dans la région des volcans, autour d'Otavalo et d'Ambato, bourgades qui ont conservé leur aspect indien. Les fouilles archéologiques montrent que ces hautes terres furent peuplées depuis des milliers d'années avant l'arrivée des cavaliers de l'Europe et que les ressemblances entre les différentes civilisations qui se développaient sur le littoral pacifique, depuis le Mexique actuel jusqu'au Chili et sur les hautes terres andines. Les masques de pierre, les serpents à plumes stylisés de Chavin-de-Huancabamba dans la haute vallée du Marañon illustrent, mille deux cents ans avant notre ère, la grandeur d'un style culturel dont se sont évidemment inspirés la plupart des « États » côtiers et des Andes de la période préclassique.

Chavin, dans un valon étroit et facile à défendre, à 3 000 mètres d'altitude, lieu de passage logique entre les Andes, la forêt équatoriale et la côte. A l'intérieur du château, des têtes monstrueuses évoquent les divinités plumes au Mexique. Et le Marañon (le fleuve de la côte) est une pierre de 4 mètres de haut. Chavin marque l'espace mystique des hautes terres du

Tabuatisayuy, l'empire inca, les points cardinaux.

Les Indiens de Quito résistèrent vaillamment à l'offensive inca, quelque soixante-dix ans seulement avant la conquête espagnole. L'écrivain Jorge Carrera Andrade, ambassadeur d'Équateur en France, a décrit avec les couleurs de l'histoire leurs coutumes paisibles, leur prospérité, leur science et la maîtrise des plantes. Mais ils succombèrent, face à l'invasion des Romains de l'Amérique du Sud. Une déroute marquée de massacres et de déplacements massifs de populations. Et c'est à Quito que s'installa Huayna Capac, malgré la protestation de la noblesse de Cuzco.

Un ferment de discorde aggravé en 1527 (à la mort de l'Inca) par la querelle de succession entre Huascar, le « légitime » et Atahualpa, le « bâtard ». La tradition ne condamne pas celui-ci à s'incliner. Atahualpa, vainqueur de son frère, insouciant ou résigné, face à la menace des conquistadors, fait prisonnier par Pizarre en 1532 à Cajamarca, puis lâchement assassiné malgré la fabuleuse rançon en or versée aux Espagnols, l'effondrement brutal de l'empire inca : l'épisode est connu. L'arqueuse et le cheval l'avaient emporté sur la fièvre et les palanquins.

La déposition d'Atahualpa, exécuté par ses fidèles, fut marquée à Quito. Sa mémoire a inspiré plusieurs jacqueries et révoltes indiennes, en particulier celles des deux Tupac Amaru, se proclamant descendants de l'Inca, au XVIII^e et au dix-huitième siècle, décapités tous deux sur la grande place de Cuzco.

Au Mexique, les Incas hostiles aux Aztèques furent vaincus à l'emporter sur Moctezuma et Cuauhtémoc. Les peuples indiens de l'Équateur, asservis par l'Inca, contribuèrent également à la chute du royaume de Quito, défendu par le meilleur général d'Atahualpa, Ruminahui, considéré par les Équatoriens d'aujourd'hui comme le premier « héros » de la résistance.

Ruminahui organisa une guérilla

contre les Espagnols montant à Quito sous les ordres de Sébastien Benalcázar, qui réussit à arrêter leur avance pendant plusieurs mois. La bataille décisive eut lieu près du volcan Cotopaxi, dont l'éruption terrorisa les habitants qui connaissaient la prophétie : l'explosion du volcan surraserait la fin de l'Empire du Soleil. Ruminahui brûla la ville, fit égorger les Vierges du soleil et cacha les tribus de l'Inca. Un final shakespearien.

De Benalcázar était le nom d'emprunt de Sebastián Moyano, un garçon d'écurie de Cordoue, qui avait quitté l'Espagne pour échapper à la justice. Il est passé à l'histoire comme le fondateur de Quito, le 6 décembre 1534. Il ne s'embarrassa pas de sentiments pour la conquête. Exécutions, pillages, pour la recherche de l'or. Il mourut,

chargé d'un navire qui le ramenait en Espagne.

Il ne reste rien de la cité inca à Quito. Huayna Capac avait fait construire des temples, des belvédères, ouvert de nouvelles routes, dont celle qui reliait Quito à Cuzco, longue de 2 000 kilomètres.

Une piste empierrée escaladant les cordillères, taillée dans les rochers abrupts au-dessus des fleuves. Les chasquis, les courriers Incas qui relayaient, pouvaient, dit-on, la parcourir en vingt jours. Un exploit. Pour les Espagnols, « courrier des sorcières ».

De notre envoyé spécial
Marcel Niedergang
Lire la suite 29

AU SOMMAIRE



- New-York, jours blues p. 30
- Sardaigne, les rivages du prince ... p. 28
- Table, les champignons p. 11
- Paris, l'Irlande à la pression .. p. 34
- Escapes (p. 28) • Table (p. 33)
- Jour (p. 32) • Table (p. 33)

CROISIÈRES CHANDRIS *Celebrity Cruises*

Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ?
ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ?
MEXIQUE ? VENEZUELA ?

Quel que soit votre choix, le soleil des Caraïbes vous y attend !
... à des prix très très très compétitifs
(ex : à partir de 11 135 F, au départ de Paris)
pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'été en été,
de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes,
sous le signe de la fête, de la farniente et de la découverte
* Jours d'été à 8 jours, cab. int. double, taxes et ass. en sus

OFFRE SPECIALE = 10 %

sur les croisières à ... & Meridian 12/12/92

Sans aucun engagement de votre part, demandez nos brochures
CROISIÈRES CHANDRIS - Lic 175521 - 35 rue Étienne Marcel 75001 Paris

Nom : Prénom :
Adresse :
CP & Ville :

La Sardaigne du prince

COSTA SMERALDA

On dit que la Sardaigne a la forme d'une sandale. Que Dieu l'aurait improvisée à l'ultime heure de sa création, d'une poignée de boue et de pierres, laquelle il aurait donné la forme à son pied. Paul Valéry, lui, la voyait apparaître « à des pics de Corse et de l'immense Etna, un large plateau d'azur jeté au milieu de la Méditerranée » (1). Les trois îles ancrées dans la mer Tyrrhénienne - Corse, Sardaigne - c'est la plus sauvage. Et si elle se dévoile, c'est qu'on lui a forcé le main.

Tout commence au début des années 1930, comme dans une comédie américaine de la grande époque. Un prince charmant, jeune et riche, survole le nord-est de l'île. Frappé par la beauté des lieux, il décide de s'offrir 30 kilomètres de côtes, entre Olbia et Arzachena. Ce prince, c'est Karim Aga Khan, héritier d'une dynastie chiite et chef spirituel de quinze millions d'ismaélites. Ce petit coin de paradis, il va, finalement, en faire un Eden touristique. Pour milliardaires. La Costa Smeralda naît. Elle se veut le « joyau de la Sardaigne », la vitrine qui marque l'entrée de l'île dans une nouvelle ère, celle du tourisme.

Avant, quelques voyageurs s'en allaient découvrir l'île juste qu'ils y allaient. La destination restait peu connue du grand public. A Olbia, on se souvient encore du temps où la Costa Smeralda n'était qu'une terre vierge, un immense désert rocheux et granitique, travaillé par le vent, ciselé par la mer couverte de bruyères, d'oliviers et de pins maritimes. A l'époque, il y avait, en tout et pour tout, une seule maison. Aujourd'hui, on en compte trente-huit, auxquels s'ajoutent vingt-quatre autres et vingt-huit autres.

On se souvient et on se parle, sans regrets. D'autant que l'Aga Khan n'a pas ménagé ses efforts pour respecter le site. Conçu pour s'intégrer au paysage, l'architecture s'inspire de styles divers mais méditerranéens. On y relève des emprunts à l'architecture traditionnelle sarda et à l'art arabe et espagnol : murs blancs, tours, maians, il arcades, haciendas, etc. Mieux, le talent de quelques grands noms de l'architecture et de l'urbanisme a souligné les beautés naturelles du site. Le Club de Volpe, par exemple, l'hôtel le plus chic de la Costa Smeralda - voire de l'Italie - est une véritable sculpture. Il définit lui-même un « sculpteur de maison ». Jacques Couelle, l'architecte français associé au projet, en a réalisé la maquette comme s'il sculptait une pierre. Une imposante structure qui déploie ses ailes comme pour embrasser la mer. Etonnante manière de faire, qui sacrifie la symétrie à la beauté et à l'originalité. Les couloirs, ni coins, ni angles à 90°, mais des formes arrondies, des tunnels et des arches. Le résultat est un manque de poésie.

La Costa Smeralda, affichant clairement ses intentions d'attirer une clientèle très « haut de gamme », a toujours découragé les routards et autres adeptes du sac à dos. Y passent néanmoins quelques voyageurs bohèmes, et ces navigateurs qui s'installent à Porto Cervo. Situé au cœur de la Costa Smeralda et également conçu par Jacques Couelle, ce port algues sans pudeur ses vitrines luxueuses. Sa marina est l'une des plus grandes et des mieux équipées de la Méditerranée. Sur les îles, les petites maisons blanches, les chemins arrondis se découpent sur le ciel, des cages de pétales, le détour, il ne faut pas, toutefois, y chercher la Sardaigne. On y voit une Italie entre parenthèses, dans un lieu de villégiature mondaine où l'on trouve partout la même architecture de piscine à débordement.

Pour découvrir, il faut aller au vrai visage de l'île, il faut longer la côte jusqu'à Capo Testa. L'extrémité nord, saluer la Corse et les blanches falaises de Bonifacio puis descendre jusqu'à Alghero, la côte vers le sud, Castelsardo, ville fortifiée qu'un poète décrit



comme la « fleur de lumière » sur le haut d'un promontoire. Dans une ruelle déserte, une femme fabrique des corbeilles tressées. Plus bas, trois religieuses, vêtues de blanc, fuient les objectifs des touristes.

Alghero. L'été, la troupe de la « gracieuse » Colonne, au quatorzième siècle, la ville, avec son architecture gothique et ses

remparts sur la mer, garde l'empreinte d'une longue occupation espagnole. A peu de chose près, on y parle encore un dialecte proche du catalan. Malgré le tourisme, l'endroit reste attachant. Le centre-ville historique, à son cœur, de ruelles étroites pavées de galets, se voit avec des quartiers anciens. Un résumé de l'Italie avec un patrimoine superbe. A la fois arabe et italien.



Guide

S'y rendre. Par avion : l'année, voir Alitalia (40-15-01-40) Paris-Olbia via Milan : 3 550 F en saison et 3 110 F à partir du 1^{er} novembre ; les compagnies Meridiana (42-61-81-50) et TAT (42-79-05-05) proposent des vols uniquement saisonniers, la première avec un vol direct pour Olbia : 2 000 F et la seconde avec une escale à Alghero - pour 2 200 F en tarif normal et 2 000 F pour les personnes âgées. Par bateau : voir la SNCM (49-24-24-24), au départ de Toulon ou de Marseille pour Porto Torres, l'aller, 375 F par adulte et 105 F pour les enfants de quatre à douze ans. Supplément de 105 F, selon la catégorie de la cabine. Egalement, au même prix, un cargo, deux fois par semaine, au départ de Marseille, jusqu'en décembre.

Se loger et se restaurer. Sur la Costa Smeralda, les hôtels de luxe sont rares. Les tarifs sont plus abordables, surtout en basse saison, au Luci de la Montagna (19/39-789-92051), à Porto Cervo. Un hôtel à dimension humaine très prisé des navigateurs. A Alghero, l'hôtel de la Costa (19/39-789-49000) surprend par son architecture moderne, un peu froide de l'extérieur mais

chambres y sont agréables et l'accueil très cordial. Avec un accès direct à la mer, l'hôtel Pini (19/39-799-30157) ne manque pas de charme. Endroit idéal pour les amoureux du grand calme. Dans le centre-ville, le restaurant La Lapanto (19/39-799-79116) propose, à un prix tout à fait raisonnable, une remarquable cuisine. Le patron est l'auteur d'un ouvrage illustré sur l'art d'accueillir le poisson. Des recettes inédites.

A consulter et à lire. Le Guide Bleu Italie du Sud (Hachette), le Grand Guide de la Sardaigne (Bibliothèque du voyageur, Gallimard) et la Sardaigne (Marcus), qui sera réédité au janvier prochain. Grand Deledda, Sarda, a obtenu le prix Nobel de littérature en 1926. L'ensemble de son œuvre est un hommage à la Sardaigne. Lire notamment les Tentations, recueil de nouvelles publié aux éditions Ombres (Diffusion Harmonia Mundi).

Voir. Le film des frères Taviani, Padre Padano. Adaptation du roman biographique d'un Sardo, ce film a obtenu le Prix d'Or à Cannes en 1977.

Se renseigner. Office italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris ; tél. : 42-66-85-411.

un laisser-aller, une sorte de désinvolture illustrée par la multiplication des chantiers. A quelques kilomètres, sur le promontoire de Capo Caccia, l'érosion a percé la roche, faisant apparaître une série de dimensions impressionnantes. D'après la légende, c'est sous ce plafond de stalactites que le dieu de la mer aurait trouvé refuge. D'où son nom : la grotte de Neptune.

Partir à la découverte de la Sardaigne, c'est se condamner à un coup de foudre, cela provoque par les paysages, imposants, tous les sens s'éveillent, qui ressemblent à des rêves pleins de magie. Les murs ont jusqu'à 7 mètres d'épaisseur et 10 mètres de hauteur. Ils sont sept mille, disséminés sur l'île, à évoquer une civilisation quatre fois millénaire : la civilisation nuragique. Les peuples de bergers a laissé les nuraghi suffisamment majestueux pour mériter l'admiration, mais trop peu d'indices pour permettre aux ethnologues d'y mener un travail approfondi. Aujourd'hui encore, on s'interroge sur l'origine du nuraghe. Simple habitation ? Point de ralliement d'un clan ? Lieu de culte d'un peuple ? Les réponses ? Fortes pour se défendre des envahisseurs venus de la mer ? Reste, à l'heure actuelle, une énigme qui frise l'insolence : omniprésente sur l'île, elle n'a pas été jugée nécessaire de justifier leur présence.

Dans ce musée à ciel ouvert, les « domus de janas » ou « maisons des fées », antérieures à la civilisation nuragique, provoquent le même étonnement. A première vue, on dirait des habitations troglodytes. En réalité, ce sont des petites grottes funéraires creusées dans la roche, qui imitent, dans des proportions réduites, la demeure des vivants. Un témoignage du respect des populations de l'époque pour la mort. En 1905, une de ces nécropoles a été découverte à quelques kilomètres d'Alghero, celle d'Anghele-Ruigi. On y a découvert, au droit d'entrée, un visite à toute heure.

A l'image des Nuraghiens, les Sardes seraient-ils très enclins aux confidences ? Non, à une agriculture pastorale, échaudée par les vagues d'invasions, les Sardes vivent repliés à l'intérieur de leurs familles. Les Siciliens parvenus à l'île, les Sardes, eux, ont préservé leur mystère. Difficile de réduire à un cliché, un tempérament qui mériterait l'intérêt des Puniques, le réalisme des Romains, la violence des Sarrasins, la gentillesse des Toscans, la fierté et l'orgueil des Espagnols, mais l'indiscipline italienne et la méfiance des peuples plus anciens » (2). Raison de plus pour ne pas réduire la Sardaigne à un simple cliché. L'âme de l'île est définitivement ailleurs.

De notre envoyée spéciale
Anne Crignon

(1) Sardaigne, terre de lumière, de F. Haywood et J. Imbert. Librairie spécialisée.

L'Ethiopie copte

La nourriture ? Médiocre dans l'ensemble. Le confort ? Très sommaire (notamment à Kombolcia et à Lalibela) où l'on est réduit à un sac de couchage. Les vaccins ? Obligatoires. Le voyage ? Fatigant, avec certains parcours très difficiles. On sillonne les pistes des hauts plateaux (entre 2 000 et 3 500 m) à bord de véhicules tout-terrain. Bonne condition physique exigée. Le préambule, le vol, est du genre austère, presque décevant. La poursuite des circuits proposés par les voyageurs Explorator (16, place de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 42-66-66-24) à l'horizon (32, rue du Laos, 75015 Paris, tél. : 43-06-73-13) est l'Ethiopie copte en fête. Elle attire le cœur des grands voyageurs, ceux qui aiment à l'esprit sportif et à la découverte de vrais itinéraires.

Il est vrai qu'il s'agit notamment d'aller en janvier, au cœur d'un hiver doux du temps, l'Ethiopie, à la recherche de Timkat (l'Epiphanie copte) à Lalibela, dans un cours desquelles le climat local, somptueusement paré, porte une procession de pierres noires des églises. Lalibela, celui qui donna son nom à la bourgade des maisons de pierre et de torchis, est un roi, né, dit-on, en 1150 sur le plateau abyssin. Inquiet des progrès de l'islam et de la prise de Jérusalem par Saladin, en 1187, ce pieux souverain fonda, sous l'inspiration divine, de son plein gré, dans ce pays désertique depuis huit cents ans,

une « Jérusalem noire » destinée à rappeler des lieux devenus quasi inaccessibles. Quelque cinq cents ouvriers creusèrent donc dans les rochers, galeries et tunnels. Ainsi naquirent dans le royaume éthiopien des églises monolithiques de 10 à 30 mètres de haut, d'architecture excavée, taillées et sculptées dans le tuf volcanique rosâtre, rectangulaires à l'exception d'une église isolée à l'extrémité de saint Georges et en forme de croix grecque. Certaines d'un seul bloc, d'autres partiellement détachées du rocher ou ne présentant qu'une façade plus ou moins ornée. Un patrimoine exceptionnel d'églises rupestres inscrit aujourd'hui au patrimoine mondial de l'UNESCO. Principales étapes du circuit de 14 jours proposé par Explorator (départ le 14 janvier, 25 800 F) : Addis-Abeba, Kombolcia, Lalibela, Gondar, les chutes du Nil Bleu. Circuits analogues proposés par Explorator, qui parcourt en seize jours (21 900 F) les hauts plateaux d'Abyssinie. Départs les 19 décembre, 12 et 18 janvier (spécial Epiphanie à Gondar à Lalibela), 13 février, 6 et 27 mars et 10 avril.

A signaler, l'exposition « Le roi Salomon et les maîtres du regard » sur le thème « Art et médecine éthiopienne », qui se tient jusqu'au 15 janvier (tous les jours, sauf le mardi, de 10 à 17 h 30, 18 h le samedi et le dimanche) au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, 75014 Paris. L'un des responsables de l'exposition, Jacques Mercier, accompagnerait le circuit organisé par Explorator.

TÉLEX

États-Unis professionnels du voyage, la vingt et unième édition du guide Iccotour 92-93 rassemble, en 772 pages et 8 sections faciles d'accès, tous les renseignements pour organiser un déplacement d'affaires ou d'agrément : formalités administratives pays par pays, tableaux des ambassades, descriptions des climats et tableaux des températures, monnaies et taux de change, répertoires des organismes officiels, des missions de tourisme étrangers et des offices de tourisme étrangers à Paris, des compagnies aériennes, maritimes et fluviales, des loueurs de voitures et de camping-cars, des entreprises d'autocars, des chaînes hôtelières, des voyageurs (et des destinations programmées), des agences, des associations, des compagnies d'assistance et d'assurance. En vente chez Iccotour, 12, cité Falguère, 75015 Paris, tél. : 45-38-51-52, 310 F.

Un aller-retour à moitié prix pour le client passant avec le chèque-cadeau lancé par la compagnie Iberia, jusqu'au 15 janvier, à l'exception de la période du 15 au 31 décembre. Une opération valable pour toutes les destinations espagnoles au départ de Lyon, Bordeaux, Marseille, Toulouse, Nice et Paris. Le voyage, qui devra comprendre une nuitée du samedi, ne pourra excéder un mois. Ce chèque est disponible auprès des agences de voyages ou via le Minitel 3615 IBERIA. Egalement offert, à l'arrivée, à Madrid, d'importantes réductions sur l'hébergement ainsi que des bons d'achats.

Week-end avec l'opéra proposé par la Hilton International dans ses hôtels de Vienne, à l'occasion du spectacle d'une œuvre musicale qui sera la vie de l'impératrice Elisabeth d'Autriche. Environ 1 000 F par

personne pour deux nuits en chambre double au Vienna House avec petits déjeuners, spectacle et dîner gastronomique ; environ 1 375 F au Vienna Hilton en chambre double, petits déjeuners et spectacle. Réservations au 46-87-34-80 ; numéro vert : 05-31-80-40.

Réveil en Tanzanie proposé par Club Fame, spécialiste des safaris photographiques, qui gère dans ce pays plusieurs territoires privés. En vedette, outre le lac Manyara et le superbe cratère du Ngorongoro. On se déplace en 4x4, mais aussi à pied pour mieux approcher les animaux. Départ le 29 décembre, sept jours, 21 000 F. Egalement safaris photographiques de neuf jours, de 19 000 F à 23 000 F selon le nombre de participants. Prix comprenant les vols à partir de Paris, les guides, pistons et porteurs, l'hébergement en pension complète dans des camps de toile confortables. Renseignements au 22, rue Duban, 75016 Paris, tél. : 42-88-31-32.

L'hiver à Hawaï, avec les forfaits séjours de Canadien National, dans les principales îles de l'archipel, dont Oahu, site de la plage de Waikiki, l'une des plus belles du monde et paradis des surfers. Six hôtels au choix, dont l'Outrigger Village Hotel, proche de Waikiki (à partir de 7 000 F par personne avec le vol, six nuits en chambre double, les transferts et excursions), et le Hilton Hawaiian Village, un hôtel de grand luxe (à partir de 8 875 F). Renseignements dans les agences et 47-42-76-50.

Sélection par Patrick Francis et Danielle Tramard.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR EN SIERRA-LÉONE

avec **Jet-tours**

36.15 LE MONDE

Quito, l'équateur



Quito, la capitale de l'Équateur, est une ville fascinante où l'histoire et la culture se mêlent. Elle est située à une altitude de 2 850 mètres, dans une vallée fertile. La ville est connue pour ses nombreux musées, ses églises baroques et son architecture coloniale. Les visiteurs peuvent profiter de la vue imprenable sur la ville et les montagnes environnantes. L'équateur est également célèbre pour ses paysages spectaculaires, ses plages de sable blanc et ses forêts tropicales. Les voyageurs ont l'opportunité de découvrir une culture unique et de vivre une expérience inoubliable.

Tableau-poème

Nous avons sélectionné pour vous un tableau-poème qui vous permettra de découvrir l'Équateur d'une manière unique. Ce tableau est une œuvre d'art qui combine la peinture et la poésie. Il vous offre une vision poétique et artistique du pays. Les couleurs vives et les vers inspirés vous transportent dans un monde merveilleux. C'est une œuvre à posséder et à admirer. Elle sera un véritable trésor pour votre collection d'art.

Trans-Baikal

Après la publication de notre guide, nous avons reçu de nombreux commentaires. Nous sommes ravis de savoir que vous avez apprécié notre travail. Nous vous remercions pour votre soutien et votre confiance. Nous continuerons à vous offrir des guides de qualité et des informations précieuses. Votre satisfaction est notre priorité. Nous espérons que vous aurez une excellente expérience lors de votre voyage en Trans-Baikal.

Je t'embrasse

Quito, l'équateur en toutes saisons



THEODORE VOGEL

Suite de la page 27

Cuzco, c'est la synthèse presque parfaite de l'indien et de l'espagnol. Les églises baroques se dressent au-dessus des monumentales fondations incas. La forteresse de Sacsayhuaman intrigue par sa puissance, par l'ensemble de ses retables de blocs gigantesques. La cathédrale s'élève par sa complexité de son autel et le raffinement de ses retables travaillés souvent par des artistes indiens. A Quito, en revanche, la capitale d'Ambato, n'a pas laissé de vestiges. Ses habitants croyaient au déluge. « Sur la Pichincha, les premiers hommes se sauvèrent du naufrage total quand le Grand Serpent, leur ennemi, déclencha les pluies. Quand les eaux se retirèrent, commencèrent les plaines de Quito l'exode des humains vers le reste du monde. » Ici, tout a été balayé sur les pentes

du Panecillo, qui domine le centre de Quito, proclamé patrimoine de l'humanité par l'UNESCO en 1977.

Voici dans une ville coloniale hispanique. Il faut la déchiffrer, la parcourir lentement, flâner dans ses rues étroites, se laisser emporter par les vendeurs ambulants du quartier de San Francisco, monter au Panecillo, d'où l'on découvre par temps clair le vaste panorama du Cotacachi, jusqu'au Cayambe. Les patios, les chapelles et les couvents du dix-septième siècle n'ont guère changé. Une ville de feu, de pénitence, de moines en robes de bure, de vierges qui dansent ou annoncent l'apocalypse, de carnales, de clochettes aléatoires qui rythment les soirées de veilles dans les salons surchargés d'or, toujours emplies d'une foule dévote. Les patios andalous sont fermés sur la rue par des

portes au bois. Murs de piétement de fidèles, chrétiens, cryptes ou oubliettes, balcons rustiques plaqués sur des façades blanches, roses ou rouges et peintes à la chaux, calvaires, croix géantes de granit : ici, l'Espagne de la conquête et de la colonie s'impose sa marque.

Jésuites, franciscains, dominicains ont rivalisé d'imaginaire et de persévérance pour imposer une société où l'exercice de la pitié était exigé. Mines d'or et d'argent, riches prairies, un commerce en expansion rapide : la prospérité et le raffinement de la colonie ont été le décalogue d'un art baroque. L'explosion d'un art baroque est née de la peinture de Cuzco. La disposition intérieure de San Francisco, la construction a commencé en 1535, à l'emplacement d'un palais inca, servi de modèle à l'Escurial. 30 000 mètres carrés, trois

églises, deux cloîtres : ses ors, ses retables, ses escaliers qui descendent sur une place cour des miracles justifient son titre de « première merveille de l'art en Amérique du sud ». Quito, « ville franciscaine ».

La construction de l'église de la Compagnie a duré un siècle. Commencée au dix-septième siècle, elle ne fut achevée qu'en 1765. Hommage à Ignace de Loyola, la façade d'un baroque déchaîné avec ses colonades torsadées, la nef à l'architecture d'or, suffisaient à établir la réputation de l'importation de l'art espagnol. Ce n'est ici qu'un joyau de plus d'un trésor d'art baroque.

San-Agustín, Santo-Domingo, la cathédrale, qui abrite le maréchal Sucre, la basilique de la Merced. San-Diego, Santa-Clara, les deux chapelles d'El Carmen, la Concepción, le sanctuaire

de Guapolo, au sommet de son ravin : n'y a-t-il pas autant d'églises à Quito qu'à Bahia, à Lima, qui en compte, dit-on, trois cent cinquante-cinq ?

Mais la plupart sont réduites à la toile, masquées par des échafaudages, soutenues par des arbutants provisoires. La nef de la cathédrale est fissurée, comme la coupole de la Merced, le dôme de la nef de San-Francisco. Quito est une ville mourante, qui garde le terreur des éruptions et des séismes.

On dénombre officiellement depuis 1541 une centaine de séismes de même d'une intensité égale ou supérieure à 7 sur l'échelle de Richter. Une quinzaine de séismes ont eu lieu à Quito. Deux, ceux de 1575 et de 1660, furent les plus dévastateurs. L'éruption de la Pichincha, Lézardes, les effondrements, les brèches, les piques ébréchées, les débris des statues, les débris des retables, l'allure d'un chantier de rénovation. Mais la municipalité de Quito, l'aide internationale de l'UNESCO ont permis de préserver les trésors.

A la Merced (bâtie sur ordre de Charles Quint pour le repos de l'âme de Pizarro), dans la pénombre de la nef, une peinture réaliste et anonyme évoque la terrible explosion de 1660. L'apocalypse a inspiré des vierges de douleur et des chrétiens souffrants. Depuis des siècles, on se l'écoute de l'aveu de la ville, on l'implore Marie, la patronne de la ville, au visage de craie et à la robe bleue, et le Jésus au grand pouvoir. La ferveur est à la mesure des peurs. A San-Diego, dans la pénitence de la retraite, où nobles et indiens étaient séparés à l'heure de la messe, les petites sœurs de l'Annonciation de François d'Assise prient devant le Christ au calvaire, le Christ serein de Pampite, un sculpteur indien. Fiers d'être les gardiennes de la Vierge du volcan, taillée en pierre dans le cratère et placée dans la crypte de l'ancien couvent fondé en 1575.

Légendes : sur son portrait, à San-Diego, le père Manuel Almeyda montre un visage aigu et barbu, le Savonarole, mangé de barbe et à demi caché dans une capuche noire. C'était au dix-septième siècle, un moine libertin, comme tant d'autres à l'époque, qui s'échappait chaque soir du couvent pour retrouver en ville la jeunesse de beuverie et de facilité. Circonstance aggravante : pour escalader sa fenêtre, il empoignait sans façon

un Christ qui lui demanda un soir : « Jusqu'à quand, père Almeyda ? » Troublé, le moine renvoya dans la rue un cortège funèbre. On portait la terre, lui dit-on, le frère Almeyda. Plus jamais, jure-t-on à San-Diego, don Manuel ne se livra à la débauche et il termina sa vie en odeur de sainteté. Le Christ de don Manuel est en l'actuelle place de la sacristie. Il a une expression chancelante, l'angle d'un l'oblique, ironique ou désespéré.

Légende encore ou fait-divers : l'Indien Cantuna, bâtisseur d'églises, qui pactisa avec Lucifer, pour terminer son ouvrage, se livra à l'extrême. Il implora in extremis la Vierge de Quito, son amie. Une chapelle dédiée à San-Francisco lui fut accordée. Des jeunes femmes en pleurs supplient saint Antoine de Padoue de leur trouver un mari.

Épopée. Une plaque sur la façade d'or apposée sur la façade de la cathédrale rappelle l'expédition de Gonzalo Pizarro (frère de Francisco) et Francisco de Orellana. En 1541, ils partent de Quito, à la tête d'une troupe de quelques centaines d'Espagnols et de quatre mille indiens. Ils descendent péniblement le contrefort de la cordillère. La faim, les maladies, les indiens de la tribu ralentissent leur marche. Les hommes d'escorte meurent par dizaines. Les chevaux, inutilisés dans les marécages, sont abattus. L'expédition s'arrête, reviendra non sans mal à Quito, avec sa troupe décimée. Francisco de Orellana poursuit sa route, atteint pour la première fois l'Amazonie, descend le grand fleuve jusqu'à son embouchure qu'il atteint en 1542.

Épopée encore : l'expédition dirigée au dix-huitième siècle par une équipe scientifique française (La Condamine, Jussieu, Godin, Bouguer, Senargue) et qui, à l'issue de trois années de travaux épuisants, de drames (Senargue assassiné d'intrigues amoureuses), de certains (la Condamine), de la première fois la mesure d'un arc du méridien en plaçant l'équateur. Cette fois c'est sûr, la Terre est ronde. Et l'Équateur a gagné un nom propre qu'il adoptera en 1830 après l'éclatement de la Grande-Colombie, le rêve de Bolívar.

De l'envoyé spécial
Marcel Niedergang

COURRIER

Tableau-poème

Nous avons souligné dans l'article consacré à Cendrars (« Le Monde Sans visa » du 31 octobre) que l'édition originale du poème *La Prose du Transsibérien* et de la *Petite Jeanne de France*, de 1913, œuvre d'art « simultanée » où les couleurs de Sonia Delaunay répondent aux caractères du texte, était rarement proposée sur le marché. Or il se trouve qu'un libraire parisien spécialiste, M. Jean-Dominique Carré (52, rue Mazarine, Paris 6^e) nous signale qu'il vient d'inscrire à son catalogue un exemplaire numéroté de ce premier tirage : imprimé en quatre planches formant un panneau long de 2 mètres, l'ouvrage était présenté comme un dépliant et glissé dans une pochette de velin noir décorée au pochoir, selon une composition de Sonia Delaunay.

Trans-Baïkal

Après la publication de l'article intitulé « Cendrars était-il dans le train ? » (« Le Monde sans visas » du 31 octobre), M. Jean-Paul Caracalla, qui avait organisé il y a quelques années pour l'association internationale Blaise Cendrars un voyage dans le transsibérien, nous écrit : « Il est juste de dire que pendant tout le voyage on ne cesse de penser au chef-d'œuvre qu'est *La Prose du Transsibérien*. Jean des Cars et moi-même avions souligné, dans un ouvrage illustré publié en 1986 sur ce grand train, qu'au début de la guerre russo-japonaise en 1904, l'armée russe avait posé directement sur la

glace du lac Baïkal des voies de chemin de fer pour acheminer plus rapidement armes et munitions vers le théâtre des opérations. Les wagons chargés étaient tirés par des chevaux ; trois mauvaises photos d'époque illustraient notre propos. J'ai toujours pensé que si Blaise Cendrars, que j'ai bien connu, avait eu connaissance de ce fait, il en aurait vraisemblablement enrichi largement sa *Prose*. J'ai regretté que vous n'ayez fait aucune référence aux œuvres complètes de Cendrars (9 tomes) éditées chez Denoël au moment où je me préoccupe, avec Miriam Cendrars, de la publication du 10^e tome, consacré à sa correspondance avec Henry Miller. »

Amerigo et l'Amérique

Le nom d'Amerigo Vesputi cité dans l'article sur la Colombie intitulé « Au pays de Botero » (« Le Monde sans visa » du 31 octobre) a inspiré à M. Maurice Gabail, de Paris, une lettre dont nous publions ci-dessous des extraits : « La vie du Florentin, telle qu'elle apparaît dans sa biographie complète (1) révèle un homme bien différent d'un voyageur de « seconde main ». Fils d'un notaire, neveu d'un ambassadeur de Laurent le Magnifique, il avait reçu une éducation de bourgeois aisé. Il commence à voyager comme passager, animé par la curiosité et sans doute aussi l'attrait d'un gain possible. Il ne prétend pas commander le navire qui l'emène dans ses premières traversées, mais il en profite pour mettre à l'épreuve ses

connaissances en cosmographie. C'est tard, lorsque les cartes de l'Amérique du Sud jusqu'à la Patagonie, il s'agit de prouver qu'il avait appris le latin de navigateur. (...) »

Mais lorsque, lorsque la nouvelle carte lui apparaît (...) il se reconnaît l'empire d'Amérique du Grand Khan tel que Marco Polo l'avait décrit et à l'instar de ce qu'il admettait (...) qu'un « Nouveau Monde » s'interposait entre la vieille Europe et l'Asie des « Merveilles du Monde ». Cette simple conclusion, par ce qu'elle implique de liberté d'esprit fait de Vesputi un homme moderne et éclairé, un homme de la Renaissance. (...) »

Amerigo ne s'embarquait d'aucun préjugé. Il regardait et racontait. Il savait écrire et ses lettres eurent le succès que l'on voit. Voyageur médiatique par excellence, précurseur des grands reporters modernes (...), la découverte de ses récits par les érudits de Saint-Dié (2) tint à la passion du duc de Lorraine, René II, pour la culture et la diffusion des connaissances. C'était dans l'air du temps. La gloire s'empara d'Amerigo alors qu'il finissait sa carrière de navigateur comme pilote major du royaume d'Espagne (...). »

(1) L'invention de l'Amérique, Thomas Gomez, Aubier.
(2) Le musée de Saint-Dié-des-Vosges conserve de nombreux documents sur les voyages d'Amerigo Vesputi.



Paris-Cancun.

A des prix qui réchauffent le Dieu-Soleil.

5960 F*

Un vrai prix pour découvrir la mer turquoise des Caraïbes Mexicaines et les dieux Mayas.

*Prix à partir de 5960 F comprenant :
- Le vol avec escale Paris/Cancun/Paris en Boeing 767 Aeromexico
- 3 nuits en hôtel 3 étoiles à Cancun, chambre double.

Contactez nous :
Voyageurs Au Mexique
Place André Malraux - 75001 Paris
Tél. 42 86 17 40 - Fax 42 86 10 35



aeromexico

Jours de blues

On entendait : « Pas de justice, pas de paix », « J'avais peur, je découvrais que j'étais noir... », « Survivre, avancer envers et contre tout, ne pas s'agenouiller ». Jours de déprime et d'espoir ordinaires à New-York, peu de temps avant l'élection de Bill Clinton.

ENIGME du mandat à New-York : le candidat sait, à l'heure d'être retourné, de l'avoir approuvée, balisée, aimée, quittée, retrouvée encore, que cette ville s'accorde à son pas. Il porte ceux-ci à lui, des centaines de personnes, par leurs rires, devant un écran de cinéma, narquent la nouvelle d'une Amérique gloomy, sombre, obscure, ténébreuse, lugubre, morne, quelque chose comme le blues suprême d'un blues qui oublierait de chanter dans le noir tunnel de la vie.

La scène se passe au Lincoln Center, Alice Tully Hall, mercredi soir. Le film s'appelle *Lumumba*, la mort d'un prophète, signé Stanley Peck (1). Les images de la première tentative de coup d'Etat contre le dirigeant de l'ex-Congo belge : un Mobutu jeune, beau, au champagne, débarque la nuit en titubant, signifie à l'ami Pétrone, le président se croisant de répondre : « Ça va, ça va, ça va, ça va ». Le complot est déjoué par ces simples mots.

Le lendemain après-midi (temps frais, ensoleillé), James Haughton, dirigeant d'une organisation communautaire dont le nom dit bien ce qu'il veut dire, Fight Back (coup pour coup), nous reçoit dans le nouveau local (en travaux) des « ouvriers de la lutte contre la discrimination dans l'emploi, le système de santé, l'éducation, l'environnement... ». La soixantaine sportive, chemise de bûcheron rouge, l'homme aux cheveux poivre et sel sourit en l'honneur de la ville à version pour souriante : « Sous la façade libérale, New-York a toujours été plus raciste, plus discriminatoire que le sud des États-Unis ». Au mur, vieux poster de Malcolm X, le noir qui revient. L'homme à la bouche de sifflet interlocuteur, une rhétorique guerrière : « New-York est la ville la plus raciste du pays ». D'un père jamaïcain, il a passé sa vie à combattre la discrimination raciale, l'exploitation, la répression ». Il emploie des mots comme « no future » (pas d'avenir), pour dire les dix mille fois l'année qui descendent dans la rue contre le maire noir David Dinkins, mais à trois mille le nombre des sans-abris, évoque les problèmes de la drogue, du sida, du système pénitentiaire, la pollution, bien sûr il est démocrate, mais « no faith » (sans foi).

Varick Street, un éditeur du journal *El Diario*, principal quotidien de la communauté hispanique, arrive à tapoter sur le clavier de son ordinateur. Felipe Luciano est rude : « L'énergie de cette ville est dans le crime. Comme elle est dans l'économie et les finances, dans la politique et la culture. Underground est un surface. New-York est une enclave de pouvoirs. L'argent, l'influence et la force qui fabriquent le pouvoir ici. L'usage de la violence est généralisé : ça ne peut pas dire forcément casser la gueule de l'autre, ça veut dire : si je n'obtiens pas ce que je veux, ça va être très difficile pour moi ». New-Yorkais du groupe The Young Lords - qui fut aux Portoricains à la fin des années 60 ce que furent aux Noirs

américains les Black Panthers - un défilé « Afrocentric ». Quarante-quatre médias, chaîne de télévision nationale, où il fut reporter de *street stories* (histoires de rue), récemment engagé comme journaliste à Fox News, la quatrième chaîne nationale, Felipe Luciano a opéré le grand passage par-dessus les pesanteurs sociologiques, la part maudite des rôles et changements, le risque de l'exclusion, le fait d'être le « mainstream » américain.

Autopublicitaire, la pensée s'avance à flanc d'abîme, nulle part les mots ne bruissent ainsi, déploiement rapide et contrôlé d'un langage à cran d'arrêt : « Noirs, Blancs, Latins, Asiatiques, Caraïbéens, Juifs... communautés communiquent. Contrairement à ce qu'on nous dit, les diplomates ? Les camps ? ceux qui s'aiment et ne veulent pas changer d'identité ; ceux qui aimeraient devenir l'autre. Pour réussir à faire ce que je fais dans ce contexte, il faut connaître les deux langues ». Si je condamne le Noir qui voudrait être un Blanc, je n'obtiens rien de lui. Survivre dans cette ville, c'est en maîtriser toutes les énergies, les rouages, les ficelles.

Les règles du jeu. Savoir utiliser la menace de violence (« threat of violence ») est un art. Dès qu'on sait que vous n'avez rien dans les mains, que vous ne savez rien sur rien, vous êtes perdu, on vous fera très mal. Moi, mon pouvoir vient de la rue où j'ai grandi et des médias. La rue apporte un certain savoir. Beaucoup de jeunes criminels sur les trottoirs de New-York sont au-delà de l'existence. Dans ce pays, l'appartenance à une minorité de naissance ou d'origine qui n'est pas la vôtre est une épreuve.

Il peut se passer des jours sans que le voyageur prête attention à autre chose qu'à des détails, des images floues, des sons : un hélicoptère bleu de la police tournoyant, touffe folle dans la pluie, sur Washington Heights, près du cimetière où se trouve enterré le naturaliste Audubon (Saint-Domingue, 1785 - New-York, 1851) : les manèges d'un arbre de crack sur l'arbre au coin de la rue ; une statue de Manu Dibango dans un taxi marron ; une affiche dans le métro (où la disparition des tags accentue le vacarme) : les mérites d'un expert en blanchiment de la monnaie du New York Times un dimanche (presque 2 kilos).

Par un après-midi éclatant, à Noho, Mott Street, le peintre Robert Reid nous ouvre sa porte. Studio exigü. En 1924, l'année du premier manifeste surréaliste, Reid - dégaîne le boxeur - dit avoir vécu dans « l'Amérique de l'horreur ». Atlanta, Chicago, il préfère New-York où il « heurte parfois » (rires). Au-dessus nos têtes, son portrait d'un Tim. Pendant neuf ans il a loué la Durus (village dans le Lot-et-Garonne) une maison, il est bien Paris.

Le gloom américain ? Reid pense que oui. Le monde d'ailleurs. Il envie de parler politique, ni la police, le plus gros problème à ses yeux est le logement (« même si vous avez l'argent »). Quant aux élections, bah ! les élections (geste las de la main). Il a une réalisation autour de Dijon, en France : champs, routes, maisons, ciels, recréés sur trois ou quatre plans asymétriques, en comment rendre des paysages immédiatement visibles, avec un minimum de noues. Reid a toujours cherché à faire simple. On passe dans la galerie, June Kelly, un coin, sur Broadway, un des espaces somptueux où des toiles traitées de manière irrécusable.

New-York de l'autre côté du miroir : Rikers Island, la prison des cinq boroughs, comme la patte d'un King-Kong flottant sur l'océan. Une vingtaine de barils de béton cimentés de barbelés abritent deux mille détenus en moyenne, faites le calcul du crime, de l'innocence, des coups reçus ou reçus, de l'abjection et des limites franchies, ou en voie de

l'être, ou supposées l'être, de la règle du jeu social dans la mégapole de New-York. Les lumières de l'automne confèrent au lieu un surcroît de monstruosité. Les contrôles, avant le pont, après le pont, passé les Mickey d'accueil à Minnie, une BD d'accueil, sur un mur du bloc que nous visitons, inscription dans la bulle : « Make today the best day possible » (Fais d'aujourd'hui le meilleur jour possible). Le programme est difficile à tenir. « Felipe n'est jamais arrivé à s'évader d'ici », nous assure Felipe.

Des épisodes précédents : notre héros, Felipe Luciano, a été invité par la direction de la prison à parler aux détenus ; Felipe a proposé au voyageur de l'y accompagner. Felipe, à la direction : « J'emmène ce confrère pour qu'il donne de New-York la version optimiste de la ville du jazz et des bons plans ». Hilarité du capitaine Wilson (Correction Department, City of New York) qui explique à l'Africain



Les sénateurs et représentants du Sud ont voulu faire détruire cette photo d'une femme de ménage, Ella Watson, prise par Gordon Parks en 1942. En 1945, il prenait le cliché de ce dockeur sur les quais de New-York.

des médias : « C'est un quel qu'un comme eux leur parler ». Felipe : « Tu veux-tu que je leur cause ? Quel programme ? Quels problèmes ? »

Le programme : « Essayer de leur donner une certaine conscience de soi ». Problème numéro un : la drogue. « Ils trafiquent, ils consomment 90 % d'entre eux sont là à cause de ces saloperies ». Problème numéro deux : « La porte-tambour (the revolving door). Les relâche, ils retournent dans la rue, dans l'environnement, mêmes conneries, ils passent toute la famille, je fais un métier depuis quinze ans, d'autres depuis vingt-cinq ans, nous voyons plusieurs générations, les fils aujourd'hui, les pères hier, grand-pères avant, comment préle le cercle ? Comment faire pour prendre aux jeunes la première fois que la prison est la joie ? Ils vont s'faire sodomiser, comme la figure... »



Chez Delta Air Lines,

nous faisons tout pour

que la qualité du service

à bord soit réellement

exceptionnelle.

C'est peut-être pour cela

que nous faisons voyager

chaque année plus

de passagers que les plus

grandes compagnies

aériennes anglaises,

allemandes et françaises

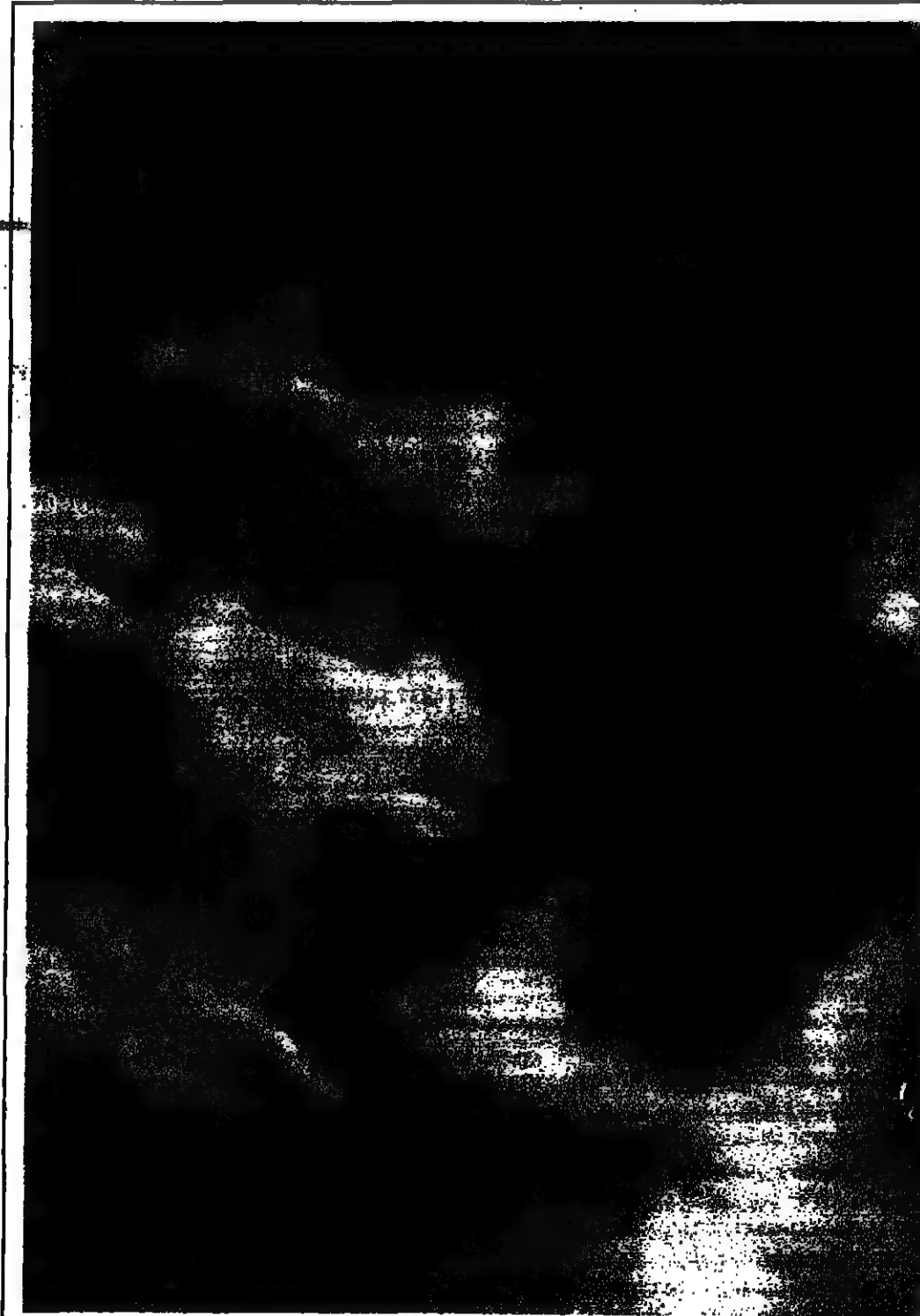
réunies.

Venez découvrir

une façon de voyager

qui ne ressemble

à aucune autre.



© 1992 Delta Air Lines, Inc.

(1) Diffusion sur « Arte » le 18 novembre.

مكتبة

SANS VISA

La Monde • Samedi 14 novembre 1992 31

PARCOURS



PHOTOS GORDON PARKS

Eloge du maire («Such a nice guy») par le capitaine Wilson.

Le personnel (miel) défile dans le bureau, on nous offre quelque chose qui a l'aspect du vin, se révèle être du jus de raisin, plaisanteries, tandis que Luciano se prépare à faire son numéro. La média-star connaît à peu près tout

le monde. Le trapu Gonzalez qui s'exclame : « Bon Dieu, Felipe, je m'ouvrais très bien d'toi, on vivait dans l'même quartier ». Felipe : « C'est pas facile de s'tirer d'un monde si dur ». Maintenant, il va falloir passer aux choses sérieuses.

Les détenus (très peu de Blancs) attendent dans une sorte de salle

de basket dotée d'une scène de théâtre. Une cinquantaine d'adultes en uniforme vert, le plus vieux a soixante-trois ans. Une soixantaine de moins de vingt ans en kaki, le plus jeune a seize ans. Présentations faites, Felipe Luciano, strict costume gris et cravate dans les tons jaunes, debout

à New-York

devant le micro, retrace son trajet biographique : « Vers seize ans, j'ai commencé à me poser plein de questions, j'étais très sensible, dans une confusion totale, j'avais peur, je découvrais que j'étais noir... »

L'éditorialiste qui aura passé le plus clair de la campagne électorale à tirer sur Bush se transforme en un redoutable pédagogue. Machine à remonter le moral des exclus. Dans un langage cru de voyou. La scène se déroule dans la bonne humeur, les éclats de rire, sous les applaudissements. Drogue : « Vous êtes une merde si vous ne comprenez pas dans quelle merde vous êtes avec la drogue. » L'homme attrape sa braguette, mime le macho rouleur de mécaniques face à la fille pousse-à-crime qui minaude (harmoniques aiguës) : « I love you baby. » Singe les violents qui se croient malins. Les flics qui disent (harmoniques graves) : « Tu ne vas jamais t'en tirer ». Les mêmes qui aujourd'hui zappent dans le poste le mec qui a réussi, le lisent dans les journaux. Croquis coluchien de son ami cinéaste Spike Lee : « Physique-

ment, il est petit, et pourtant c'est un très grand bonhomme. » Le racisme : « Avant de sortir des bêtises comme : je n'aime pas les Blancs, je n'aime pas les Noirs, je n'aime pas les Juifs, réfléchissez : un peu, bon sang... »

Fin de séance, dans la salle on dirait vidée de tout - les mêmes ont dû s'aligner face contre mur, on comprend mal pourquoi - vidée des paroles qui pèsent une tonne, des ambivalences, des questions, des silences, du rire et du chagrin, la directrice du bloc, une grande dame élégante, vient embrasser l'orateur. Elle : « Merci Felipe, merci, si je peux un jour t'aider en quoi que ce soit... » Lui, hilare : « Épouse-moi ». Elle, rougissante : « Oh ! »

Béret noir vissé sur le crâne, petites lunettes rondes à la Trotsky, un pantalon ample, multicolore, Melvin Van Peebles tête un bout de cigare éteint. De la fenêtre de son appartement, à l'ouest de Central Park, la vue porte sur un ciel plombé. Melvin est l'auteur de treize livres ; de plusieurs comédies musicales jouées sur Broadway (il comprend mal pourquoi un universitaire français ne le cite que pour ses pièces jouées off Broadway), de plusieurs films, le plus connu étant Sweet Sweetback's Baadasssss Song (1971) et compositeur d'un nombre incroyable de morceaux de jazz, blues... L'hédonomadaire Billboard, le plus important pour la musique aux États-Unis, sous la plume de son rédacteur en chef Timothy White, dans un éditorial de juillet dernier, lui attribuait le titre de « pionnier du rap ». L'équivalent new-yorkais de la chanson Paris s'éveille, c'est lui : New-York au petit matin, avec les graffitis de Times Square, la clochette quémandant un café chaud, l'Hudson qui coule, la statue de Miss Liberty, les réfugiés, le peuple des banlieues, la trépidation de Grand Central, ça s'appelle The Apple Stretching. Spike Lee considère Van Peebles comme « le parrain du cinéma noir moderne ». La Cinémathèque américaine, à Los Angeles, Hollywood, vient de lui consacrer une rétrospective en septembre.

Melvin Van Peebles nous fait écouter un rap en cours de création : No Justice, No Peace (The White Man Ain't No Fool). Il traduit (il a vécu huit ans en France, a écrit dans l'Obs, Hara-Kiri, au Figaro littéraire, a mis en BD La Reine des pommes de Himes avec Wolinski) : « Pas de justice, pas de paix (l'homme blanc n'est pas si bête que ça). »

Cet homme drôle ne rit pas une seule fois au cours de l'entretien : « New-York, c'est le centre de l'univers pour la création. Je passe inaperçu, j'aime ça. Les problèmes du genre bruits, etc., je m'en fous. » On entend les sirènes d'un car de police. « Le racisme ? Les Européens qui aiment tellement débattre de la question ne se rendent pas compte qu'ils sont souvent eux-mêmes les agents du racisme, ça ne m'intéresse pas. »

Un texte de lui dans la revue française CinémaAction résume son point de vue : « Par définition, il n'y a ghetto que quand on a la volonté de s'enfermer. Dehors règne seulement le mainstream. La vraie victoire, c'est de sortir du ghetto sans cesser pour autant d'affirmer sa différence (...). Pour ma part, je ne me veux ni dans le mainstream ni dans un petit courant, qu'il soit noir, blanc ou même américain. Moi je m'balade comme j'en ai envie. »

Le lendemain. Au Chelsea. Dans cet établissement mythique, le peintre Herbert Gentry vit depuis dix-sept ans. Avec, depuis moins longtemps, sa femme Mary Anne, rencontrée à Paris, également peintre. Ils viennent enfin de trouver l'atelier qui leur convient : à l'hôtel même. Herbert raconte son trajet qui, là aussi, sera passé par l'Europe : « Durant la deuxième guerre, j'étais dans les forces de défense antiaérienne en Afrique du Nord. J'ai commencé à apprendre le français. J'ai découvert Paris à la Libération. Retour aux États-Unis. On m'accorde une bourse, je ne me demande même pas si elle est suffisante pour vivre en France. J'y retourne. Qu'une Noire comme Josephine Baker fût si aimée dans ce pays, ça m'avait

beaucoup encouragé. A l'époque, l'idée même de l'existence d'un peintre noir aux États-Unis était incongrue. Harlem, où la vie intellectuelle et artistique était très intense, m'avait en un sens préparé à vivre à Paris. » D'une voix de basse légèrement éraillée, Herbert Gentry fredonne : « J'ai deux amours/ Mon pays et Paris... »

New-York ? « J'ai la nostalgie de l'ancien New-York. Certes il y a moins de discrimination vis-à-vis des Noirs maintenant. Mais les gens qui débarquent aujourd'hui sont plus égoïstes, plus repliés sur eux-mêmes, sur leur groupe. Il y a plus de criminalité. Moins de solidarité familiale. J'ai peur d'aller voir ma tante qui habite dans le Bronx une superbe maison. »

Paris ? « J'y ai rencontré des gens comme Sartre, Simone de Beauvoir, grâce à Richard Wright. Chester Himes m'a beaucoup aidé. Il venait me voir : Herbert, qu'est-ce que j'peux faire pour toi ? T'as besoin d'fric ? C'était formidable. Cette expérience européenne (j'ai également vécu au Danemark et en Hollande) m'a aidé à m'imposer à New-York en tant que peintre. Avant, dans une Amérique qui nous niait, ça me déstabilisait complètement. Il faut dire que mon origine caraïbe m'a beaucoup apporté. »

13 heures. Chez Gordon Parks, au dixième étage d'un gratte-ciel sur la United Nations Plaza : « New-York est si confus parfois. J'aime bien y vivre. Je voyage un peu partout, mais c'est à partir de cette ville que je crée. » Pipe au bec, moustache grise en plumbeau, le photographe nous montre son image-culte : portrait d'Ella Watson, femme de ménage, réalisé en 1942. « Une photo de protestation que des sénateurs et représentants du Sud avaient voulu détruire, j'avais pensé qu'ils y étaient parvenus. Un jour, le Washington Post l'a publiée. Je suis allé là-bas récupérer le négatif. » La vie de l'homme, telle qu'il la raconte dans son autobiographie, Voices in the mirror, se confond avec le siècle. C'est l'Amérique des enfances assassinées par les inégalités, le fils nègre du petit fermier non propriétaire au fin fond du Kansas qui découvre les raisons de la colère par les hivers froids où il passe ses nuits à faire la navette dans les transports au moins chauffés, le boulot de pianiste dans un bordel, le premier appareil photo, la caméra qui conduit à Hollywood, le pinceau, la rage transformée en force créatrice, les voyages, les rencontres (Ingrid Bergman, Winston Churchill). Survivre, avancer envers et contre tout, créer et pas n'importe quoi, ne pas s'agenouiller : histoire entendue ou pas, on sait que ces vies-là réclament le respect.

Gordon Parks sort d'autres images : un docker sur le port de New-York (1945) ; la place de la Concorde, un défilé de mode à Paris en 1949... Il pointe un doigt vers le mannequin de droite : « Voilà Bettina. »

Le voyageur regarde les trous dans son journal. Plein de trous. Il en fera de nouvelles raisons pour retourner à New-York, sans compter les très anciennes. Il pense à Audrey, la jeune présidente noire d'une banque qui nous consola du blues à l'aide d'un verre de rhum d'Haiti (Barbancourt, introuvable alors à New-York) : « Bush a voulu punir tout le monde par cet embargo contre Haiti. » Un quartier calme de Brooklyn. Les rues bordées d'arbres. Musique de jazz et provisions de bouche. On a tous (quinze invités) oublié d'écouter le discours de Clinton, prévu en téléconférence pour 8 h 15 du soir. Il y avait neuf cents flics de ce type à New-York ce jour-là, il fallait ramasser de l'argent pour le parti démocrate, elle en avait organisé une chez elle. Il y eut dans la petite corbeille pour les chèques très exactement 2 510 dollars, elle était heureuse, waaaouh !

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Charles



Bridge

n° 1510

LA SIMPLICITÉ
DE REESE

Les solutions simples sont souvent les meilleures, et l'exemple suivant est typique. Il a été publié par Terence Reese dans une revue anglaise.

♠ 9643
♥ RD
♦ R72
♣ A1095

♠ 872
♥ 65
♦ V9853
♣ R74

♠ 10
♥ 10743
♦ V10832
♣ 965

♠ AD853
♥ ARV5
♦ D97
♣ D

♠ 10
♥ 10743
♦ V10832
♣ 965

Ann. : S. don. Pers. vuln.
Sud Ouest Nord Est
10 10 20 20
3 3 3 3

Ann. : E. don. N.S. vuln.
Ouest Nord Est Sud
20 20 40 40
5 5 5 5

Ouest a attaqué l'As et le Roi de Pique. Comment Reese propose-t-il de jouer pour gagner QUATRE CŒURS contre toute défense. Les atouts étant 4-2 ?

Réponse

Que va-t-il se passer si Sud coupe, donne quatre coups d'atout et fait l'impasse au Roi de Trèfle ? Si Est a le Roi de Trèfle, il prendra et jouera son dernier Pique. Ouest fera ses trois derniers Piques (puisque Sud n'aura plus d'atout pour couper) et le contrat chutera de deux levées.

Après avoir constaté au troisième tour d'atout qu'Ouest avait quatre atouts, il ne servirait à rien que le déclarant joue trois fois Carreau pour inciter Ouest à couper, car il refuserait cette offre et défausserait un Trèfle.

Il y avait cependant une façon simple de gagner le contrat : il suffisait de ne pas couper le second Pique ! Ouest aurait continué Pique. Sud, cette fois, aurait coupé, puis il aurait battu atout et fait l'impasse à Trèfle. Celle-ci aurait échoué, mais Est n'aurait plus eu de Pique à rejouer, et le déclarant aurait perdu en tout les deux premiers Piques et le Roi de Trèfle.

Remarque : en tournoi par paires, il est normal de couper le deuxième Pique afin de faire deux de mieux si le Roi de Trèfle est en Ouest.

L'OSCAR
DE SALSOMAGGIORE

D'après la plupart des journalistes, la plus belle donne des Olympiades de Salsomaggiore est un chelem réussi par une championne italienne au cours du match des éliminatoires contre l'équipe féminine d'Argentine.

♠ 9742
♥ 106
♦ 83

♠ 872
♥ 65
♦ V9853
♣ R74

♠ 10
♥ 10743
♦ V10832
♣ 965

♠ AD853
♥ ARV5
♦ D97
♣ D

Ann. : E. don. N.S. vuln.
Ouest Nord Est Sud
20 20 40 40
5 5 5 5

Ouest ayant entamé le 2 de Cœur, comment Luciano Capodanno a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A CARREAU contre toute défense ?

Note sur les enchères

Le cue-bid de « 2 Carreaux » sur « 1 Carreau » est une enchère artificielle de plus en plus utilisée pour indiquer un bicolore de majeures. Cette convention a été inventée par l'Américain Michael Michaels dans les années 60. Le cue-bid d'une ouverture dans une mineure promet un bicolore de majeures, tandis que le cue-bid d'une majeure (S. : 1 Cœur ; O. : 2 Cœurs) garantit l'autre majeure et une longue mineure indéterminée.

LES DONNÉES
DES OLYMPIADES

Les lecteurs peuvent trouver les meilleures données des récentes Olympiades (où les Français ont remporté la médaille d'or et les Françaises la médaille de bronze) dans deux magazines :

1. Le Bridgeur (28, rue de Richelieu, 75001 Paris ; tél. : 42-96-25-50). C'est la fameuse revue mensuelle de la Fédération. Abonnement annuel : 320 F.

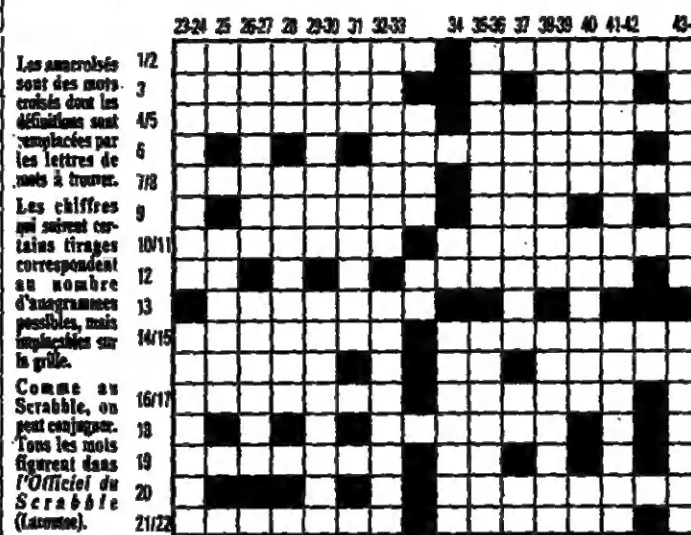
2. La Lettre du bridge (24, rue Saint-Amand, 75013 Paris ; tél. : 45-33-33-66). C'est le magazine bimensuel de huit grandes pages en couleurs de Lebel et Dupont. Abonnement : 330 F. Numéro spécial : 25 F.

Philippe Brugnol



Anacroisés

n° 741



Les anacroisés sont des mots croisés où les lettres de mots à trous sont indiquées par des chiffres.

Les chiffres qui suivent les lettres indiquent le nombre de lettres du mot à trous.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

SOLUTION DU N° 740

1. RANDAGE - 2. DADAISME - 3. AMONCELE (CAMELEON) - 4. UNIFORME - 5. VELOCITÉ - 6. REWARD - 7. INOUIE - 8. DETESTEE - 9. ULEMAS (EMULAS MEULAS MUSULA) - 10. AXIOMES - 11. ISOETE (TOISSE) - 12. CHESSES - 13. MITTES - 14. TABOURRET (BROUETTE REBOUAT) - 15. OSSELET - 16. MECTIONS - 17. GIRAVION - 18. AMURIEZ - 19. ARROSE (ROSE) - 20. ESSORSE (ROSSSES) - 21. YEUSES (ESSUY) - 22. BOURREAU - 23. CHOMAGE - 24. ANNEAUX - 25. PHONEMES - 26. INSTILLE - 27. GUSTITIL - 28. IRRAITER - 29. INCISION - 30. EROITE (BENOITE BROITEN BETOINE) - 31. ENTITES (TENTITES) - 32. BROSSES - 33. DEVIDAGE - 34. ALIENS - 35. AMELIORE - 36. IRRITER - 37. INCISION - 38. SALETTE (ETATISTE) - 39. TETINES (ENTITES ENTITES TEINTES TINTES) - 40. REGION (IGNORE) - 41. ELEVEZ - 42. SONNEUR (NUBUNES)

VERTICALEMENT

23. ACELOPR - 24. AENSTV - 25. EOPYST - 26. BCHOIR - 27. BINOU - 28. ACELRSS - 29. DEELLOPS - 30. AAIIMT - 31. EENNTT - 32. EENNTT - 33. EENRSTU - 34. AAGIMNR - 35. ACCEDEOP - 36. AAEILS - 37. AEOPRUX - 38. EIMNORT - 39. EECINT - 40. EILLT - 41. EEEINNS - 42. AAGLRSS - 43. EIRSTTV - 44. EENSTV

44. EENOSST.

Scrabble

n° 409

A QUOI RÉVÉNT
LES RIBAUTES ?

Nous poursuivons aujourd'hui l'étude de certains mots archaïques insérés dans le Dictionnaire du moyen français (Larousse, 195 F) et recensés par l'ODS (cf. notre chronique n° 399 du 27 juin).

DAIL ou DAILLE, faux, fautive : « La mort avec son dail l'a fait faucher » (Rabelais). C'est à tort que l'ODS donne à ce mot le sens de pierre à faux - DARIOLE, petite pitié - DÉPARLER, vi, abandonner - DÉPARLER, vi, s'arrêter de parler (ne s'emploie qu'à la forme négative) : « Hormis dans les repas, tel une nonne, l'oiseau ne déparle pas » (Gresset) - DESAMOUR : « Si l'on n'est pas sûr que l'esprit vienne aux filles avec l'amour, il semble s'agiter dans le décamour » (H. Bazin) - DIFFLUEUR, vi, se dépeupler : « Si l'on sent des odeurs d'un peu loin, ce qu'il y a d'expansion se perd et diffuse à l'environ » (Plutarque, traduit par Amyot) - DILATION, retard : « Venez-y sans dilution » (Villon) - DOLER, plaindre : « On a tendance à excuser et doler sa faute » (Juvénal des Ursins)

EMBOIRE ou EMBREVER, absorber : « Les Flamands habitant en Saxe emburent les murs et conditions des Saxons » (Rabelais) - EMBENDER, amender : « Ayant les mêmes défauts que Démocrate, pour les élever, il étudia soigneusement à imiter Kacius » (Plutarque, traduit par Amyot) - EMPENNER, garnir de plumes : « O fol qui lide les anes, qui ne sont que trop empennés » (pour aller plus vite) (Du Bellay) - ENTABLER, ajuster à demi-épaisseur - S'ESBAUDIR (se sera ODS qu'en 1994) : « L'ivresse donne aux personnes d'âge le courage de s'esbaudir en danse et en musique » (Montaigne) - EKULCERER, ulcérer : « Leur bouche était mollesse, tendre et facile à exculcer » (Ambroise Paré).

Certains de ces mots ou de leur flexion ont les anagrammes suivantes : RIBAUTES - IODLER (2 anagrammes parmi les mots ci-dessus) - EMOUDRAS - ELANTE. Trouvez-les.

Michel Charlemagne

Solution des anagrammes : EMOUDRAS - ELANTE, DOLERA, DESAMOUR - ENTABLE.

Centre International de séjour de Paris, 6, av. Maurice-Ravel, 75012 Paris.

1^{er} octobre 1992. Tournées lundi et jeudi à 14 h 15.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En barrant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rajouté, sans de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POINTS	FIN
1	EADEITU	EADEITU	10	20
2	VALTRIE	VALTRIE	10	10
3	VWTRNEL	VWTRNEL	10	10
4	NRVTEEL	NRVTEEL	10	10
5	EGORSMN	EGORSMN	10	10
6	CSRAUSD	CSRAUSD	10	10
7	LMIOBAT	LMIOBAT	10	10
8	RUTPHAC	RUTPHAC	10	10
9	AR+ODXZE	AR+ODXZE	10	10
10	AR+NPAUF	AR+NPAUF	10	10
11	ANR+OIM ?	ANR+OIM ?	10	10
12	EABNRO	EABNRO	10	10
13	TNVQIOR	TNVQIOR	10	10
14	Q+EUKIUI	Q+EUKIUI	10	10
15	KII+PTEN	KII+PTEN	10	10
16	IPT+SGLS	IPT+SGLS	10	10
17	QIST+AGE	QIST+AGE	10	10
18	AEPHIS	AEPHIS	10	10
19	PHI	PHI	10	10

L'Irlande à la pression

Paris avait un unique pub irlandais il y a huit ans; on en compte dix-huit aujourd'hui. Français, Anglais et Américains viennent y retrouver auprès des huit mille Irlandais de la capitale une convivialité perdue. Celle, comme le disait une vieille habitée du Tigh Johnny, «des bars des années 30».

comptoir de bois n'autorise pas le stationnement mais l'approvisionnement. Aux heures hautes, s'y rendre et en revenir tient de l'odyssée. Les corps se côtoient, se frottent, se frottent, mais ce sont les mots qui arrêtent. Car le pub tout entier est dédié au verbe. Un empire du bouche à oreille où vous aurez entendu sans même écouter. Dans le brouhaha, les confidences se claquent : fragments de biographies, récits de voyages, témoignages professionnels, entretiens sentimentaux, commentaires sportifs et politiques. Un journal parlé. Une délinquance. Une forme d'hygiène.

Le gars du café prend et livre des commandes, le barman sert d'abord des mots. Premier entre tous les interlocuteurs, représentant d'une région pour ses concitoyens, d'une nation pour les autres. Irlandais de devoir à n'en plus pouvoir, offrant un mélange de ruralité imaginaire, de culture très générale, de jovialité assurée. Tenu de donner corps à l'image où vient s'appuyer l'assemblée. En anglais. Car personne ne lui laissera le temps de placer son français. Et surtout pas ces jeunes Parisiens qui entendent bien échanger leur soit de conversation, leur goût de sa langue, pour le prix de leur consommation.

Si le pub n'ouvre qu'en milieu d'après-midi, c'est qu'il s'estime incompatible avec le monde du travail. Il en est parfois la récom-

pense, peut-être la fin, à tout le moins une issue. Il nous enjoint d'abandonner la rigueur des apparences, nous invite au laisser-aller, à négliger le savoir-faire pour le savoir en rire, à condition de se moquer de soi avant de se tourner vers les autres. Le pub n'ouvre que pour nous aider à franchir le seuil délicat séparant l'entreprise du domicile, le jour de la nuit, et, parfois, la nuit du jour.

L'assurance d'un détour par l'Irlande tient en quelques sonorités, une musique aspirée avec la fumée, autant que dans l'étalage concerté des signes. Les derniers numéros de l'*Irish Times* négativement posés sur une table sont nécessaires mais insuffisants. L'accent des bières - forcément à la pression - est autrement révélateur. Même si la traversée de la Manche amène quelque altération.

Ainsi, la rousse Smithwick, étrangement déclarée improprement par les gossiers continentaux, est devenue Kilkenny (du coup, elle paraît moins rousse).

Quant à la stout des stouts, l'épaisse Guinness, qui semble toujours tirée de profonde souterrains, elle est transportée en conteneurs en Belgique puis transvasée en fûts pour la France, se chargeant de près de 2 % d'alcool en route, et s'allégant d'autant de sa mystérieuse mousse : la pièce de monnaie qui y flotte à Dublin sombre à Paris. A 19 francs la demi-pinte (28,4 cl), comment le lui reprocher ? Pour l'encadrer plus étroitement que les bavards, les musiciens ont une partition difficile à tenir. La résistance des voisins les a heureusement le plus souvent conduits à se réfugier loin du comptoir, dans les caves. Là où l'on ira puiser à la bonne adresse des rudiments de gaélique.

Mais ni le nom du propriétaire ni celui d'un quelconque lieu ne paraît offrir une enseigne assurant mieux du caractère irlandais d'un pub que les noms d'écrivains (James Joyce, Flann O'Brien, Oscar Wilde), ou d'œuvres (*Flann O'Brien Wake, The Quiet Man*). Plus affichées que les paysages, les portraits de fous Beckett, Behan, Joyce, Kavanagh, O'Casey, Shaw, Swift, Synge, Wilde ou Yeats accompagnent volontiers des images noir et blanc du vert pays, comme pour le rendre, avec le temps, plus lointain ou plus dépouillé.

Parmi tous ces fils d'Irlande, nul n'est plus disputé que Joyce. Paris, qui dispose déjà d'un James Joyce Bar, va devoir compter en février prochain boulevard Gouvion-Saint-Cyr avec un James Joyce's Pub. Une apostrophe et un «s» qui marquent toute la diffi-

rence entre une simple dénomination et une volonté d'appartenance. Non sans arguments. Le pub se propose en effet d'offrir un Bloomsday (1) permanent, où chacun des dix-huit chapitres d'*Ulysse*, chacune de ses «stations», sera représenté par un vitrail moulé de Dublin.

Surtout, son initiateur, Brian Loughney, y présentera en vitrine une sélection des trois mille objets joyceens qu'il détient (première collection d'Europe, plus importante que celle du Musée Joyce à Dublin). Avec, notamment, les premières éditions en anglais (Shakespeare and Company, 1922 et la suite) ou en français (traduction Morel-Larbaud) d'*Ulysse*, un exemplaire original rarissime de *Chamber Music*, des lettres et des cartes postales de la main du maître, et de nombreux portraits dont l'un réalisé par sa fille.

«Les universités américaines achètent à tour de bras, mais c'est à Paris que ma collection doit demeurer, assure Brian Loughney. Je ne vois pas de meilleur moyen d'être fidèle à Joyce, et de célébrer les liens qu'il a tissés entre nos deux pays.»

Jean-Louis Perrier

(1) Jour de commémoration (le 16 juin chaque année) du parcours d'*Ulysse* Bloom dans Dublin.

Quelques pubs. Kitty O'Shea's (dublois), 10, rue des Capucines (2^e); Tigh Johnny (rural), 55, rue Montmartre (2^e); Flann O'Brien (discret), 8, rue Balzac (1^{er}); The Silver Goblet (l'anglais), 11, rue du Cygne (1^{er}); Boleyn's (écossais), 18, rue Leprieux (5^e); James Joyce Bar (central), 5, rue du Jour (1^{er}); Carr's (musical), 1, rue du Mont-Théobald (1^{er}); Flann O'Brien Wake (gaélique), 5, rue des Boulangers (2^e).



Au Kitty O'Shea's, rue des Capucines, à Paris.

Putsch déjoué au Pérou

Le mouvement de la gauche péruvienne a été déjoué par le régime militaire. Les dirigeants de la gauche ont été arrêtés et les élections ont été annulées. Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence et a interdit toute manifestation.

Le mouvement de la gauche péruvienne a été déjoué par le régime militaire. Les dirigeants de la gauche ont été arrêtés et les élections ont été annulées. Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence et a interdit toute manifestation.

Dans le sillage de la révolution cubaine, le régime militaire a déclaré l'état d'urgence et a interdit toute manifestation. Les dirigeants de la gauche ont été arrêtés et les élections ont été annulées.

Le mouvement de la gauche péruvienne a été déjoué par le régime militaire. Les dirigeants de la gauche ont été arrêtés et les élections ont été annulées. Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence et a interdit toute manifestation.

Le mouvement de la gauche péruvienne a été déjoué par le régime militaire. Les dirigeants de la gauche ont été arrêtés et les élections ont été annulées. Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence et a interdit toute manifestation.

Le mouvement de la gauche péruvienne a été déjoué par le régime militaire. Les dirigeants de la gauche ont été arrêtés et les élections ont été annulées. Le régime militaire a déclaré l'état d'urgence et a interdit toute manifestation.

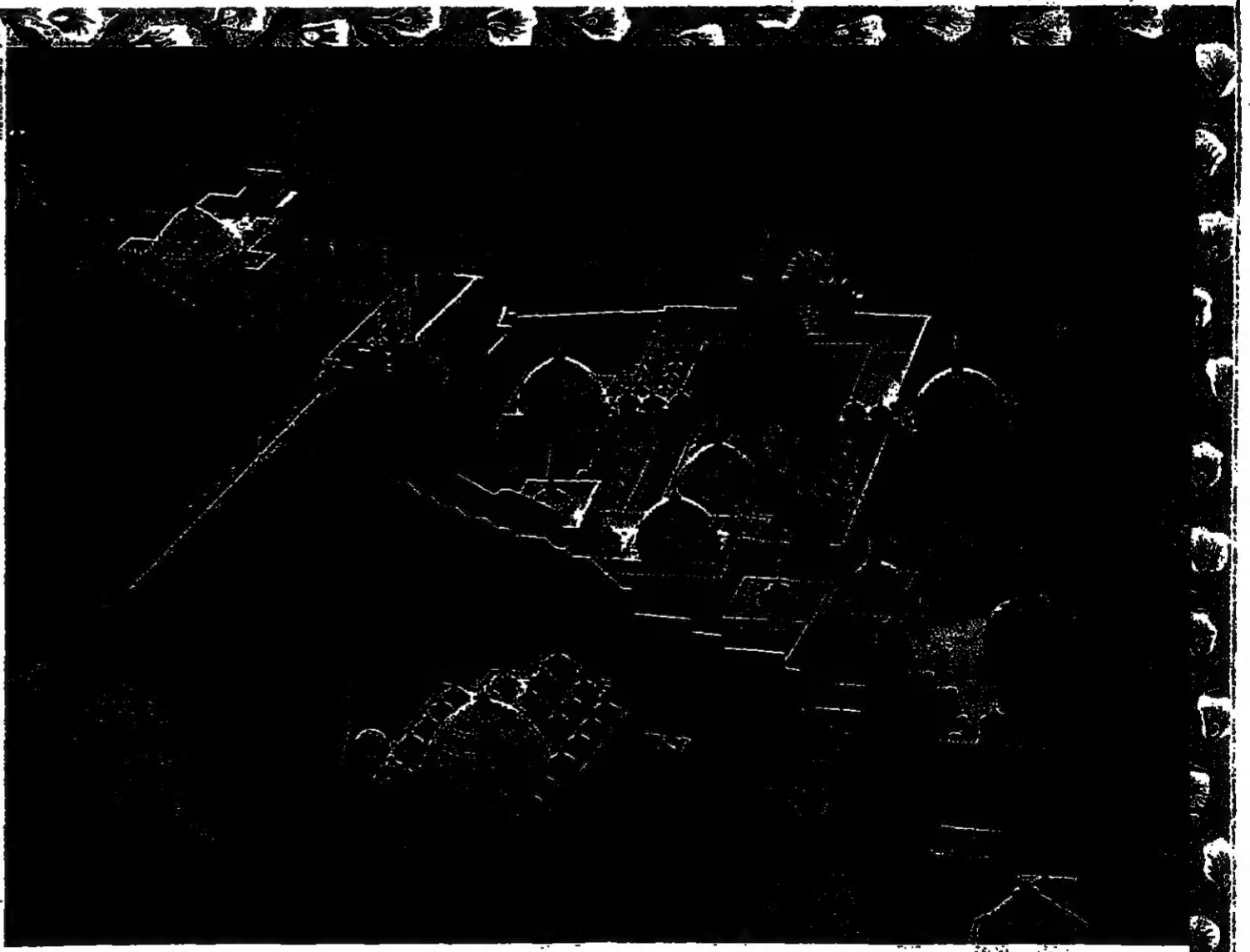
Sur les collines de Girnar et Palitana se dressent des temples d'une beauté envoûtante. Mais l'Ouest de l'Inde recèle d'autres trésors.

Dans la réserve naturelle de Gir vivent les derniers lions d'Asie, mais aussi des panthères, des cerfs et des hyènes.

Les grottes d'Ajantâ et d'Ellorâ abritent des peintures et des sculptures d'une qualité artistique incomparable.

Pour un séjour balnéaire, le littoral de Goa vous offre des kilomètres de plages dorées. Et partout en Inde, vous recevrez le même accueil chaleureux.

Le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest: l'Inde est pleine de trésors. Partez à leur découverte!



Temples jains, Mont Girnar.

Trésors de l'Ouest

Veuillez m'envoyer votre nouvelle brochure.

Nom: _____

Adresse: _____

India

Office National Indes de Tourisme
8, bd. de la Madeleine, 75009 Paris
Tél. 1/42 65 83 86. Fax 1/42 65 01 16. Minitel 3615 INDE

قاعة المهرجانات